

# Pérenniser la Paix

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



## Construire la Paix



Service Civil Pour la Paix (SCP) /  
BfdW – Mano River Region, RD Congo  
et Cameroun

# Construire la Paix

**Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW)**  
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)  
**Financé par le BMZ** (Bundesministerium für  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand  
pour la Coopération Economique)

# **Pérenniser la Paix**

# **Brot** für die Welt

**Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW) –**  
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)

**Financé par le BMZ** (Bundesministerium für  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung –  
Ministère Allemand pour la Coopération Economique)

**zfd** Ziviler Friedensdienst  
Service civil pour la paix

Tous droits réservés pour tous pays

1<sup>ère</sup> édition, janvier 2018

Copyright © 2018 by SCP/BfdW,  
Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng

Traduction vers le français : Françoise Guerlin

Photo couverture devant : Christoph Püschner, Brot für die Welt

Couverture arrière de gauche : Evariste Mfaume

Production et conception : Eberhard Delius, Berlin

Mise en page : Reih Satzstudio, Lohmar

Impression : Beltz Grafische Betriebe, Bad Langensalza

Imprimé en Allemagne

**contact :**

**Flaubert Djateng : [fdjateng9@gmail.com](mailto:fdjateng9@gmail.com)**

**[www.peaceworkafrica.net](http://www.peaceworkafrica.net)**

## Sommaire

<b>Introduction</b> . . . . .	7
<i>par Christiane Kayser et Flaubert Djabateng</i>	
<b>Pérenniser la paix : du réactif au pro-actif sur base des capacités endogènes</b> . . . . .	8
<i>par Christiane Kayser</i>	
<b>Pérenniser la paix : Que cela signifie-t-il en pratique ?</b> . . . . .	11
<i>par IPI – International Peace Institut</i>	
<b>Discours littéraire et recherche de la paix à Goma</b> . . . . .	23
<i>par Innocent Mpoze</i>	
<b>CDJP Bafoussam :</b>	
<b>Maintenir la paix à travers une culture de la paix</b> . . . . .	28
<i>par Frauke Dißelkötter</i>	
<b>Le secret et la pérennisation de la paix</b> . . . . .	33
<i>par Flaubert Djabateng</i>	
<b>La paix durable au sein du réseau SCP :</b>	
<b>Quoi – par qui – comment ?</b> . . . . .	39
Réflexions sur le travail pour la paix durable dans le réseau SCP Cameroun. Exemple du projet « Théâtre pour la Paix et les Opprimés »	
<i>par Alexandra Will et Jeanne Medom</i>	
<b>SiLNoRF: Donner une réalité concrète aux droits fonciers des femmes en Sierra Léone</b> . . . . .	53
<i>par Santigie Sesay</i>	
<b>Des médias responsables sont une condition essentielle à des élections pacifiques et une paix durable</b> . . . . .	69
<i>par Mustapha Momoh et Abdulai Kamara</i>	

<b>Le rôle des médias dans la promotion d'une paix durable . . . . .</b>	<b>75</b>
Les médias en période électorale <i>par Aminata Finda Massaquoi</i>	
<b>Les médias en zone de guerre latente – un exemple de l'est de la RDC . . . . .</b>	<b>78</b>
<i>par Kennedy Muhindo Wema</i>	
<b>La paix n'est pas un mot, la paix est un comportement . . . . .</b>	<b>84</b>
<i>par Evariste Mfaume</i>	
<b>« Le lumpen-radicalisme et autres maladies de la tyrannie » . . . . .</b>	<b>92</b>
Inspiré par l'arrestation au Cameroun de l'écrivain Patrice Nganang puis son expulsion, le philosophe Achille Mbembe s'interroge sur la place de l'intellectuel dans le champ politique, les moyens de résister à une dictature et comment imaginer le changement. <i>par Achille Mbembe</i>	
<b>L'éducation pour les peuples et la planète : créer des avenir durables pour tous . . . . .</b>	<b>103</b>
<i>source: UNESCO</i>	

# Introduction

Comme quinzième publication dans notre série « Construire la Paix » nous vous proposons une série d'articles autour du thème de la pérennisation de la paix. D'un côté nous avons inclus des définitions et des discussions théoriques de ce nouveau concept défini comme objectif 16 parmi les objectifs de développement durable des Nations Unies. Ce concept fait la différence avec la consolidation de la paix et présuppose une intégration beaucoup plus forte des sociétés concernées et des capacités endogènes. Nous sommes d'avis que beaucoup de partenaires des programmes du Service Civil pour la Paix (SCP) travaillent déjà depuis longtemps dans cet esprit sans nécessairement être familiers avec le concept. Nous avons donc fait appel aux uns et aux autres pour partager leurs expériences dans ce domaine. Nous vous présentons des contributions de Sierra Leone, de la RD Congo et du Cameroun sur des exemples variés et passionnants de construction d'une paix durable dans des circonstances souvent très difficiles. Il s'agit du rôle de la littérature pour les jeunes activistes de paix, des différentes approches endogènes et exogènes, de l'apprentissage d'une cohabitation non-violente dès le plus jeune âge, des liens entre le foncier, les droits des femmes et la paix, des rôles majeurs des médias dans le travail de paix, des initiatives locales et rurales en zone de crise, mais aussi de la place des secrets dans la gouvernance. Achille Mbembe s'interroge sur le rôle de l'intellectuel dans le champ politique. L'UNESCO illustre l'importance de l'éducation dans la pérennisation de la paix.

Laissez-vous étonner et pousser à la réflexion par les contributions des uns et des autres. Echangez sur vos propres expériences dans ce domaine. Vos commentaires et critiques sont les bienvenus.

*Christiane Kayser, Flaubert Djabateng*  
*Décembre 2017*

# Pérenniser la paix : du réactif au pro-actif sur base des capacités endogènes

Par Christiane Kayser\*

Depuis 2016 les discussions notamment au sein du système des Nations Unies sur comment tirer les leçons des échecs d'un certain nombre d'opérations de maintien de la paix ont généré un nouveau concept, celui de la pérennisation de la paix/sustaining peace. Il fait la différence avec le concept de consolidation de la paix, utilisé en général pour les efforts internationaux de maintien de la paix.

Bien que comme toujours, le concept est souvent utilisé de façon vague, il semble qu'on ait notamment reconnu qu'une paix durable ne peut se réaliser sur la seule base d'opérations militaires et qu'elle a surtout besoin d'efforts à l'intérieur même des sociétés concernées.

Aussi les liens entre le travail pour la paix, la gouvernance et le développement sont mis en évidence.

Youssef Mahmoud, conseiller principal à l'International Peace Institute (IPI), a livré quelques repères sur la base des dispositions de la résolution identique du Conseil de sécurité (S/RES/2282) et de l'Assemblée générale (A/RES/70/262) sur la consolidation de la paix, adoptée le 27 avril 2016. Il a estimé que *« la pérennisation de la paix est motivée par l'humilité d'apprendre de ce qui fonctionne encore, plutôt que de se focaliser uniquement sur ce qui ne marche pas ; de reconnaître que toutes les sociétés, quelle que soit la perception de leur état de délabrement ont des capacités et pas seulement des besoins ; et que la prévention n'est pas seulement un outil de gestion de crise, mais une partie intégrante de la gouvernance et du développement inclusif dans laquelle les acteurs natio-*

\* Noyau d'accompagnement SCP/Pain pour le Monde



*naux, à tous les niveaux de la société, représentent la principale force motrice du changement positif* ».<sup>1</sup>

Le point de départ du travail de paix est donc endogène. Ce n'est pas le conflit mais plutôt les capacités existantes dans la société pour construire la paix. Il est évident que toutes les parties de la société, y compris la société civile, sont des éléments-clé de ce processus.

*« La paix, contrairement au droit et à la sécurité, ne peut pas s'imposer d'en haut, mais doit être tissée dans la trame de la société, depuis l'intérieur et depuis la base, en cultivant les partenariats et les mesures incitant à la maintenir. Le dialogue entre individus, groupes et secteurs de la société, ainsi qu'entre les pouvoirs publics et les citoyens, est essentiel au succès de l'entreprise de pérennisation de la paix, de même qu'une volonté politique éclairée et inclusive à tous les niveaux de ladite société. »*<sup>2</sup>

Les besoins de toutes les couches de la société doivent être pris en compte et il est évident que cela se heurte aux conflits d'intérêts. Il ne suffira donc plus au niveau des acteurs internationaux étatiques et non-étatiques de se voir comme partenaires de tel ou tel gouvernement, d'intervenir à travers des casques bleus et des conseillers ministériels. Il s'agira de renforcer – après analyse du contexte et des conflits, mais aussi des capacités pour la paix – les acteurs qui développent une vision globale et oeuvrent pour une paix durable.

Tout cela sonne très bien, mais que faire si, comme aujourd'hui en RD Congo, mais aussi au Cameroun et dans de nombreux autres pays, la volonté politique des décideurs pour assurer un avenir de paix à leur pays est manifestement sacrifiée à l'autel des intérêts de pouvoir et d'enrichissement à court terme ?

<sup>1</sup> Voir entre autres l'article : Pérenniser la paix : Que cela signifie-t-il en pratique ? de Youssef Mahmoud et Anupah Makond, publié en avril 2017 par IPI et reproduit dans cette publication avec l'aimable autorisation des auteurs

<sup>2</sup> Au même endroit

Suffira-t-il de faire parvenir quelques miettes des fonds consacrés à la coopération aux acteurs de la société civile pour se fabriquer un semblant de bonne conscience tout en continuant à soutenir le régime en place ? Est-ce jouable de financer des « Etats subsidiaires » par l'intermédiaire des confessions religieuses et des acteurs civils ? Ou vaut-il encore mieux se retirer complètement, comme lors des dernières années du régime de feu Mobutu, « ex-roi » du Zaïre ?

Un travail de paix à long terme signifie également une vision qui englobe les capacités et forces de paix dans une société. Les mouvements de jeunes que nous voyons émerger dans de nombreux pays africains portent un espoir. Alors que faire pour qu'ils ne sombrent pas dans la violence devant les obstructions obstinées des tenants du pouvoir ? Comment les aider à élargir leur vision de leur pays et de sa place dans le monde ?

Si on veut aider à mobiliser et à renforcer les forces de paix dans les sociétés concernées, il faudrait également dépasser les clivages et rivalités entre bailleurs et au sein des systèmes de coopération. Et nous en sommes loin...

Dans cette situation un soutien continu, si modeste soit-il, à des mouvements émergents et des initiatives locales qui visent la pérennisation de la paix est essentiel. Cela commence par le renforcement des capacités d'analyse des acteurs locaux, par un soutien à leurs plaidoyers, leurs efforts au dialogue et leurs interactions avec les responsables étatiques. Cela comporte également une large diffusion de modes d'action non-violents et d'actes symboliques porteurs.

Enfin la fécondation par les échanges régionaux et interafricains me semble un élément essentiel.

Il existe des pépinières de ce type de travail. Il s'agit de les nourrir et de les protéger dans un environnement global de plus en plus bureaucratisé qui n'a rien à opposer à la violence montante et a tendance à piétiner les jeunes plants de paix.

# Pérenniser la paix : Que cela signifie-t-il en pratique ?

*IPI – International Peace Institut*

Nous commençons à comprendre en quoi consiste la paix – les structures, attitudes et institutions sur lesquelles elle repose et les raisons qui motivent les gens à œuvrer en sa faveur. Pourtant, la paix reste dans une large mesure un objectif difficile à atteindre, souvent défini par le négatif comme l'absence de violence.

Nous présumons qu'en comprenant la complexité de la guerre et de la violence, nous serions en mesure d'instaurer et de pérenniser la paix. Nous n'étudions cependant pas la paix, et avons tendance à centrer notre attention sur les problèmes du conflit et de l'agression plutôt que sur les solutions qui vont de pair avec la paix<sup>1</sup>. Avec cette approche, la prévention est conçue comme un outil de gestion de crise apportant une réponse tardive à la dynamique destructrice du conflit, le plus souvent par des interventions à court terme pilotées de l'extérieur.

Pour sortir de cette impasse, l'IPI ambitionne de recentrer l'objectif de la prévention, afin qu'elle consiste à pérenniser la paix plutôt qu'à conjurer les conflits, et ce à travers une série de discussions devant se tenir d'octobre 2016 à mai 2017. Nous conviendrons ensemble d'une conception commune de ce que la pérennisation de la paix et la prévention des conflits signifient en pratique aux niveaux national et international.

<sup>1</sup> Peter Coleman, « The Missing Piece in Sustainable Peace », Earth Institute, 6 novembre 2012, disponible à <http://blogs.ei.columbia.edu/2012/11/06/the-missing-piece-in-sustainable-peace>.

Cette note thématique a été rédigée par Youssef Mahmoud, Conseiller principal à l'IPI, et Anupah Makoond, Coordinatrice de programme chargée des enquêtes d'opinion sur la consolidation de la paix et la reconstruction dans l'est de la République démocratique du Congo (*Peacebuilding and Reconstruction Polls: Eastern Democratic Republic of the Congo*) de la Harvard Humanitarian Initiative. Les vues exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'International Peace Institute. L'IPI encourage l'expression d'un large éventail de perspectives dans la recherche d'un débat éclairé sur les politiques et problématiques d'actualité dans les affaires internationales.

## Introduction

Dans son examen du dispositif de consolidation de la paix, le Groupe consultatif d'experts a institué l'expression « pérennisation de la paix » en contrepoint du terme « consolidation de la paix ». Bien que conçue au départ comme un processus global s'inscrivant dans une perspective ouverte, la consolidation de la paix a vu son interprétation se réduire à des interventions exogènes et limitées dans le temps ayant lieu « une fois que les armes se sont tues » dans des États fragiles ou touchés par les conflits<sup>2</sup>. Le concept de pérennisation de la paix vise à rétablir celle-ci dans son statut de valeur à part entière et à l'affranchir de cette dépendance servile à l'égard des conflits qui l'a définie au fil des quatre dernières décennies<sup>3</sup>.

2 Nations Unies, Défi du maintien de la paix — Rapport du Groupe consultatif d'experts sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix, 30 juin 2015, A/69/968-S/2015/490.

3 Youssef Mahmoud, « Freeing Prevention from Conflict: Investing in Sustaining Peace », IPI Global Observatory, 21 avril 2016, disponible à <https://theglobalobservatory.org/2016/04/prevention-sustaining-peace-hippo-ban-ki-moon/>.

Depuis que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies ont adopté les mêmes résolutions décisives sur la pérennisation de la paix en avril 2016, les États membres et les praticiens de l'ONU ont commencé à réfléchir à la signification de ce concept<sup>4</sup>. Le présent document se propose de contribuer à ces discussions en décortiquant la définition du concept de pérennisation de la paix et en donnant des exemples de ce qu'il représente en pratique aux niveaux national et international. Il vise également à dissiper les doutes politiques dans l'esprit des parties prenantes qui pourraient craindre que ce concept ne soit un nouveau cheval de Troie introduit pour justifier une ingérence extérieure.

En premier lieu, la pérennisation de la paix se présente comme un objectif politique explicite et volontaire pour tous les États, qu'ils soient ou non en proie à un conflit violent. En deuxième lieu, la pérennisation de la paix repose sur une infrastructure composée d'institutions, de normes, d'attitudes et de moyens embrassant différents secteurs et différents niveaux d'organisation sociale. Cette infrastructure doit être sans cesse entretenue et actualisée pour s'adapter à l'évolution du contexte et des circonstances. En troisième lieu, la pérennisation de la paix se conçoit comme un processus nécessairement endogène exigeant que chaque pays se l'approprie et en prenne la direction de manière inclusive et déterminée. Enfin, la pérennisation de la paix est un processus multisectoriel et universel équivalant à une métapolitique digne de l'attention des plus hautes sphères du gouvernement national.

L'engagement à pérenniser la paix implique un réexamen du point de départ du processus visant à la consolider ; à ce titre, il marque le début d'un changement de paradigme dans notre manière d'appréhender la

4 Résolution 2282 du Conseil de sécurité (27 avril 2016), S/RES/2282 ; Résolution 70/262 de l'Assemblée générale (27 avril 2016), A/RES/70/262 ; Youssef Mahmoud et Andrea Ó Súilleabháin, « With New Resolutions, Sustaining Peace Sits at Heart of UN Architecture », IPI Global Observatory, 29 avril 2016 ; disponible à <https://theglobalobservatory.org/2016/04/sustaining-peace-peacebuilding-united-nations-sdg/>.

paix. La pérennisation de la paix procède d'une tentative d'élargir le programme de paix pour y inclure des mesures en amont destinées à tirer parti des pôles de paix qui existent déjà en renforçant les structures, attitudes et institutions qui en sont le fondement. Ce nouveau paradigme a le potentiel de renforcer le programme de prévention et d'accroître l'efficacité des interventions de maintien de la paix actuelles. Il ne s'agit pas d'appeler un changement radical visant à remplacer les interventions existantes par de nouveaux processus, mais bien de revoir de fond en comble notre manière d'aborder la paix et les interventions destinées à la promouvoir.

## Le conflit n'est pas le point de départ

Ce nouvel agenda pour la paix prend origine dans les travaux de recherche sur la paix et les conflits et s'accompagne d'un langage allant des discours circonscrits à la reconstruction au sortir d'un conflit jusqu'aux débats plus larges sur la coexistence pacifique. En pratique, cependant, la consolidation de la paix a jusqu'ici été reléguée au domaine le plus étroit du spectre : elle est le plus souvent perçue comme s'appliquant seulement aux situations de conflit manifeste, récent ou imminent. Du coup, elle est perçue comme un prolongement de la résolution ou de la transformation des conflits.

Avec cette conception binaire de la relation entre paix et conflit, les États stables et sans conflit violent sont exclus des études sur la paix, alors même que ce sont les cas qui ont le plus de chances de dévoiler les facteurs associés à celle-ci. Toutes les sociétés possèdent des attributs contribuant à pérenniser la paix, que ce soit leurs institutions, leur culture, leurs politiques ou, de manière moins tangible, les normes tacites d'interaction entre groupes et individus au quotidien. Cependant, là où il n'y a pas de conflit manifeste, ces attributs ne sont pas répertoriés et sont rarement cultivés. Les moyens de paix existants risquent de tomber dans l'oubli, et cela peut exposer même les sociétés les plus pacifiques à de futurs conflits. Par conséquent, le programme

de pérennisation de la paix doit s'appliquer à tous les pays et être adopté par tous les États.

Alors que la consolidation de la paix prend le conflit comme point de départ et suit un processus de transition de la guerre vers la paix, la pérennisation de la paix consiste d'abord à répertorier les atouts et attributs qui ont fait durer la cohésion sociale, des politiques de développement inclusives, l'état de droit et la sécurité humaine, c'est-à-dire les facteurs qui contribuent ensemble au maintien d'une société paisible. Comme l'ont soutenu de nombreux spécialistes, le conflit est un phénomène naturel découlant des interactions sociales, et même un phénomène souhaitable, dans la mesure où il amène souvent l'innovation et le progrès<sup>5</sup>. À cet égard, la paix n'est pas tant l'absence de conflit que la capacité à gérer les conflits et à les transformer de manière paisible et constructive. En supposant donc que toutes les sociétés connaissent des conflits, celles qui ne tombent pas dans la violence doivent posséder les structures et moyens propres à faire durer la paix, même s'ils ne sont pas mis au jour de manière expresse.

## Définir l'infrastructure qui pérennise la paix

Pour comprendre comment pérenniser la paix, le plus difficile est peut-être de déterminer les mesures concrètes qui concourent à son instauration efficace. Le fondement théorique de la pérennisation de la paix remonte au travail remarqué et remarquable de Johan Galtung sur « la paix positive »<sup>6</sup>. La paix positive passe par la mise en place et le renforcement des facteurs favorisant la paix<sup>7</sup>. Ces facteurs comprennent

5 Voir, par exemple, l'article de John Paul Lederach, intitulé « Conflict Transformation », paru en octobre 2003 sur le site Beyond Intractability et disponible à [www.beyondintractability.org/essay/transformation](http://www.beyondintractability.org/essay/transformation).

6 Voir l'article de Baljit Singh Grewal, intitulé « Johan Galtung: Positive and Negative Peace », publié le 30 août 2003 et disponible à [www.activeforpeace.org/no/fred/Positive\\_Negative\\_Peace.pdf](http://www.activeforpeace.org/no/fred/Positive_Negative_Peace.pdf).

7 Youssef Mahmoud, « Freeing Prevention from Conflict: Investing in Sustaining Peace », IPI Global Observatory, 21 avril 2016, disponible à <https://theglobalobservatory.org/2016/04/sustaining-peace-peacebuilding-United-nations-sdg/>.

notamment ceux qui rendent possible « la paix au quotidien », comme la solidarité et la compassion entre les différents groupes ethniques, ainsi que des facteurs systémiques, comme la répartition équitable des ressources, le bon fonctionnement des institutions, la tolérance envers la diversité, le respect des droits d'autrui, la protection contre les violences physiques et l'accès à l'alimentation et à l'eau potable<sup>8</sup>.

Le concept de pérennisation de la paix vise à mettre davantage l'accent sur la détection et le renforcement de ce qui marche déjà, et pas seulement sur ce qui est défaillant ou a besoin d'être réparé. Même les sociétés en difficulté ont des capacités qui méritent d'être cultivées. Qui plus est, la pérennisation de la paix est une démarche continue et non une intervention ponctuelle. Les contextes évoluent, tant sous l'effet des fluctuations internes que des chocs externes, ce qui nécessite un ajustement concomitant des normes et institutions gouvernant la société. Par exemple, quand des mouvements migratoires modifient l'équilibre d'une société, le maintien de la cohésion sociale nécessite que ces membres soient aptes et disposés à adopter de nouvelles normes d'interaction sociale et à assouplir leur seuil de tolérance. L'incapacité d'une société à s'adapter aux changements, internes ou externes, est un indicateur de la faiblesse de son infrastructure de paix.

## Un processus endogène

Quand le recensement des capacités propres au contexte est pris comme point de départ, la pérennisation de la paix devient essentiellement un processus endogène. Dans cette optique, elle n'est plus une intervention assortie d'échéances et définie par les cycles de financement des donateurs ou par les mandats des opérations de paix : elle devient plutôt un effort continu qu'il vaut mieux entreprendre au moyen de politiques

8 Institute for Economics and Peace, Positive Peace Report 2016, disponible à <http://economicsandpeace.org/wp-content/uploads/2016/09/Positive-Peace-Report-2016.pdf> ; Roger Mac Ginty, « Everyday Peace: Bottom-up and Local Agency in Conflict-Affected Societies », *Security Dialogue*, vol. 45, n° 6, 2014.



nationales. La paix peut se pérenniser plus efficacement lorsqu'elle est conçue comme un bien public relevant de la responsabilité de l'État. Cependant, comme tout autre bien public, il incombe à toutes les parties prenantes, et en fait à tous les citoyens, d'apporter leur concours à sa pérennisation.

La paix est multidimensionnelle et multisectorielle. Elle recouvre différents niveaux d'organisation humaine, de l'interpersonnel au sociétal, si bien que sa pérennisation nécessite un haut niveau de collaboration et une forte volonté politique. En conséquence, la prise en main par les pays d'un processus incluant toutes les parties prenantes, notamment le secteur privé, les femmes et la jeunesse, constitue une pierre angulaire des efforts propres à jeter les bases d'une paix durable. L'inclusion est essentielle pour assurer le maintien de la paix dans la durée.

La paix, contrairement au droit et à la sécurité, ne peut pas s'imposer d'en haut, mais doit être tissée dans la trame de la société, depuis l'intérieur et depuis la base, en cultivant les partenariats et les mesures incitant à la maintenir. Le dialogue entre individus, groupes et secteurs de la société, ainsi qu'entre les pouvoirs publics et les citoyens, est essentiel au succès de l'entreprise de pérennisation de la paix, de même qu'une volonté politique éclairée et inclusive à tous les niveaux de ladite société.

La praxis :

La pérennisation de la paix comme métapolitique volontaire

Jusqu'ici, nous avons fait valoir que la pérennisation de la paix s'applique à toutes les sociétés et n'est pas nécessairement cantonnée aux environnements instables ou destinée à panser les plaies des conflits violents. C'est un processus multisectoriel, endogène et continu relevant de la responsabilité commune des États et de tous les citoyens. Ce qui appelle la question essentielle : Comment pérenniser la paix en pratique ?

On pourrait supposer que la paix s'instaure automatiquement dans les États disposant d'institutions ouvertes, transparentes et respon-

sables devant le public, de cadres juridiques équitables, de politiques économiques inclusives et d'une culture de tolérance. Cependant, en reléguant la paix au statut de conséquence implicite des autres politiques nationales, on risque d'oublier les facteurs fondamentaux qui l'alimentent. La pérennisation de la paix repose aussi sur l'intention et la volonté de promouvoir des sociétés paisibles. Par conséquent, la paix doit être promue au rang d'objectif explicite des politiques de l'État. Cela signifie que les grands ministères, en plus d'assurer leurs fonctions intrinsèques, doivent s'efforcer expressément d'abattre les obstacles à la paix et d'œuvrer à sa pérennisation.

Vue sous cet angle, la pérennisation de la paix ne peut pas simplement figurer au même rang que les politiques sociales, économiques ou de sécurité. Elle doit être placée au-dessus des différents secteurs, pour servir de métapolitique constituant à la fois l'origine et la conséquence des autres politiques. Toutes les politiques doivent être animées et motivées par l'intention de pérenniser la paix, qui à son tour les rendra plus durables et plus cohérentes. Le mandat consistant à pérenniser la paix doit résider au sommet des structures publiques nationales et locales.

C'est le cas par exemple au Ghana, où le Conseil national de la paix, créé en 2011, a pour mandat de promouvoir et développer des mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits, et de jeter les bases d'une paix durable<sup>9</sup>. Un autre pays à avoir promu la paix au rang d'objectif politique explicite est le Costa Rica, qui a créé en 2009 un ministère de la Justice et de la Paix, marquant ainsi un changement de cap dans lequel la prévention de la violence cède le pas à la promotion de la paix<sup>10</sup>. On retiendra également l'exemple du Kenya, dont le

9 William A. Awınador-Kanyirige, « Ghana's National Peace Council », note d'orientation du Global Centre for the Responsibility to Protect, août 2014, disponible à [www.globalr2p.org/media/files/2014-august-policy-brief-ghana-national-peace-council.pdf](http://www.globalr2p.org/media/files/2014-august-policy-brief-ghana-national-peace-council.pdf); Paul van Tongeren, « Infrastructures for Peace Is a Promising Approach », *Peace Monitor*, 1er avril 2013, disponible à <http://peacemonitor.org/?p=427>.

10 Susie Shutts, « Costa Rica Creates Department of Peace », *Yes! Magazine*, 22 septembre 2009, disponible à [www.yesmagazine.org/peace-justice/costa-rica-creates-department-of-peace](http://www.yesmagazine.org/peace-justice/costa-rica-creates-department-of-peace).

Parlement a adopté une politique de paix en 2015, après plus de 10 ans de concertation avec les parties prenantes nationales. La politique et l'infrastructure de paix ainsi définies, avec notamment la création d'un Conseil national de la paix, devraient prévenir un large éventail de conflits, liés en particulier aux ressources, aux religions, aux frontières et à la faune sauvage<sup>11</sup>.

Comme la paix positive est à la fois un résultat et un catalyseur du développement durable, la mise en œuvre efficace des 17 objectifs de développement durable et de leurs cibles peut servir à la pérennisation de la paix<sup>12</sup>. Cette symbiose peut se représenter comme une roue ayant la paix pour moyeu et les objectifs de développement durable pour rayons.

La paix est plus que la somme de ses parties (ou de ses piliers). Des politiques plus discrètes, plus habiles et plus nuancées, visant notamment à établir la confiance entre les groupes et les individus, ainsi qu'entre l'État et ses citoyens, doivent être cultivées en faisant appel au dialogue et à des circuits de communication sûrs et ouverts. La tentative tunisienne de créer un Conseil national pour le dialogue social est un exemple d'évolution vers de telles politiques<sup>13</sup>.

## Conséquences pour le programme de réformes de l'ONU

Comme expliqué plus haut, la pérennisation de la paix est un processus profondément endogène ; elle nécessite donc que les États instituent des politiques nationales visant à poser les fondements d'une paix durable. Dans ce cas, le rôle de la communauté internationale reste

11 Maria Osula, « Finally! A Peace Policy for Kenya », Saferworld, 4 novembre 2015, disponible à [www.saferworld.org.uk/news-and-views/comment/189-finally-a-peace-policy-for-kenya](http://www.saferworld.org.uk/news-and-views/comment/189-finally-a-peace-policy-for-kenya).

12 Delphine Mechoulan, Youssef Mahmoud, Andrea Ó Súilleabháin et Jimena Leiva Roesch, « The SDGs and Prevention for Sustaining Peace: Exploring the Transformative Potential of the Goal on Gender Equality », International Peace Institute, 10 novembre 2016, disponible à [www.ipinst.org/2016/11/sdgs-goal-gender-equality](http://www.ipinst.org/2016/11/sdgs-goal-gender-equality).

13 « Projet de loi sur la création d'un Conseil national pour le dialogue », Le Temps, 13 novembre 2016, disponible à [www.letemps.com.tn/article/100083/projet-de-loi-sur-la-cr%C3%A9ation-d%E2%80%99un-conseil-national-pour-le-dialogue](http://www.letemps.com.tn/article/100083/projet-de-loi-sur-la-cr%C3%A9ation-d%E2%80%99un-conseil-national-pour-le-dialogue).

encore à déterminer. Les institutions bilatérales et multilatérales ont consacré des milliards de dollars au rétablissement et au maintien de la paix, ainsi qu'aux autres activités de gestion de crise dans le monde.

Le passage à la pérennisation de la paix ne dispense et ne décharge en rien ces acteurs de leur responsabilité d'accompagner la paix. Toutefois, il nécessite une nouvelle approche des interventions internationales. Celles-ci doivent mettre davantage l'accent sur la détermination des facteurs de cohésion au sein des sociétés et sur les mesures propres à donner aux acteurs nationaux la marge de manœuvre nécessaire pour jouer un rôle moteur dans la promotion de la paix, si affaiblis par la guerre et le conflit qu'ils puissent paraître<sup>14</sup>. De nouvelles situations nécessitant le déploiement d'opérations internationales de maintien de la paix peuvent encore survenir, mais il y a lieu d'espérer qu'elles seront moins fréquentes au fur et à mesure que de nouveaux pays adhèrent à un programme de pérennisation de la paix. Et même s'il s'en présente, une approche orientée vers la pérennisation devrait rendre les opérations de maintien de la paix plus efficaces en réduisant les mesures fort intrusives au profit d'un rôle de catalyseur.

Paradoxalement, alors que le Secrétaire général António Guterres continue de réfléchir à la meilleure manière de réaliser son programme de « diplomatie au service de la paix », les conflits en Syrie, au Yémen et en Libye pourraient bien servir de points de départ, sous réserve que le résultat visé, par-delà l'arrêt de la violence et la stabilisation des sociétés en ruines, soit également formulé sous l'angle de la pérennisation de la paix. La mise à jour et la mise en œuvre de la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel en collaboration avec la Commission de consolidation de la paix pourraient également bénéficier d'une approche de pérennisation de la paix<sup>15</sup>.

14 Interpeace, *Fostering Resilience for Peace: Annual Report 2015*, disponible à <http://3n589z370e602eata9wahfl4.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2016/08/Interpeace-2015-Annual-Report2.pdf>.

15 Conseil de sécurité, Déclaration du Président du Conseil de sécurité, S/PRST/2017/2, 20 janvier 2017.

De même, tandis que le Secrétaire général conduit une réforme des opérations de paix de l'ONU et des structures de gouvernance qui les accompagnent, il devrait concevoir ces opérations du point de vue de la prévention des conflits et de la pérennisation de la paix. Par exemple, les missions de stabilisation des Nations Unies au Mali et en République centrafricaine pourraient bénéficier d'une telle approche, en tirant les enseignements de l'engagement des Nations Unies et des organisations régionales dans les deux pays au cours des dernières années. Cette approche pourrait notamment être appliquée aux rapports périodiques et aux briefings au Conseil de sécurité sur ces deux pays. Alors que les missions de maintien de la paix au Libéria et en Haïti s'achèvent, dans le cadre d'un débat sur la meilleure façon de consolider les acquis de la paix,<sup>16</sup> la même approche pourrait être appliquée, compte tenu des contributions que la Commission de consolidation de la paix pourrait apporter sous son mandat revitalisé<sup>17</sup>.

Ce changement de perspective nécessiterait que l'ONU mette au point une manière qualitativement différente de conduire l'analyse de la paix et des conflits, et qu'elle établisse des programmes donnant une place incontestée aux activités politiques, aux populations concernées et à l'appropriation nationale sans exclusive<sup>18</sup>. Un remaniement des outils qui traiterait leur perfectionnement comme une fin en soi ferait injure à l'ambition réformatrice du Secrétaire général.

La pérennisation de la paix constitue un changement de paradigme dans notre manière de réfléchir à la paix et d'aborder les conflits. En tant que processus et en tant qu'objectif, l'édification d'une paix durable n'incombe pas aux intervenants extérieurs. Même dans les situations les

16 Nations Unies, « Security Council Extends Mandate of United Nations Mission in Liberia, Adopting Resolution 2333 (2016) by 12 Votes in Favour, 3 Abstentions », 23 décembre 2016, disponible à <https://www.un.org/press/en/2016/sc12654.doc.htm>.

17 Sous les résolutions identiques du Conseil de sécurité et l'Assemblée générale sur la pérennisation de la paix (respectivement Résolutions 2282 et 70/262).

18 Youssef Mahmoud, « What Would It Take to Make a “Surge in Diplomacy for Peace” Work? », IPI Global Observatory, 19 janvier 2017, disponible à <http://theglobalobservatory.org/2017/01/sustaining-peace-diplomacy-antonio-guterres/>.

plus désastreuses, les interventions externes doivent s'appuyer autant que possible sur ce que savent les populations concernées et sur ce qu'elles possèdent déjà. Les sociétés qui ont établi leur propre infrastructure nationale pour la paix apportent de précieux enseignements pour cette démarche foncièrement interne. Il y a plus à faire pour démystifier ce concept aux niveaux national et mondial. Cet article ne fait qu'ouvrir le débat.

*Avril 2017*

L'**International Peace Institute (IPI)** est un centre de recherche international, indépendant et à but non lucratif dédié à la gestion du risque et au renforcement des capacités de résilience pour la promotion de la paix, de la sécurité et du développement durable. Dans ce but, l'institut conduit des activités associant recherche, analyse stratégique, publications et séminaires. L'institut a son siège à New York en face des Nations Unies, ainsi que des bureaux à Vienne et à Manama, et son personnel est composé de plus d'une vingtaine de nationalités différentes.

# Discours littéraire et recherche de la paix à Goma

Par Innocent Mpoze\*

Si la paix était une fleur, elle serait la belle rose qui pousse du fumier d'un long passé de heurts, où la haine des frères a fait pourrir l'entente. Les abeilles la butinent en chantant en chœur des mots de miel de la concorde des frères aux cœurs épris de vivre sur la terre dans la paix.

*Alexandre Kabera*

En effet, le texte dans sa texture accède à une autonomie structurale indépendamment des intentions de la subjectivité de son auteur. Il s'auto-propulse ainsi dans l'espace textuel mondial (métatextualité, mégatextualité, pantextualité) et devient l'objet d'une réappropriation herméneutique et pragmatique infinie par la communauté illimitée des lecteurs se situant aux quatre coins du monde.

*Benoît Awazi Mbambi Kungua*

Encore à sa phase embryonnaire à Goma, la littérature est en train de devenir un site d'expression par lequel quelques jeunes cherchent à projeter l'avenir. Déjà à cette phase de pleine éclosion, comme d'aucuns peuvent le constater, elle est en train de s'y imposer aujourd'hui dans l'engagement romanesque et poétique et s'affirme comme une voie d'expression où la paix et le vivre-ensemble sont des horizons que l'exercice de l'imagination poétique et romanesque cherche à faire advenir.

Si l'on regarde de très près et accorde une attention particulière à cet engagement littéraire, il devient clair qu'au-delà du discours médiatique et scientifique, au-delà des différentes rencontres nationales et interna-

\* jeune activiste à Goma en RDC

tionales pour la stabilité de la paix, il y a une autre façon d'œuvrer pour la paix qui est endogène et locale.

Dans un *monde toujours plus enclin à la violence qui ne résout aucun conflit* et qui est de plus en plus en décalage entre le discours scientifique et la réalité sociale, il ne reste que ceux qui croient à la force de l'imaginaire pour nous *ouvrir à des possibilités pour transformer ce monde en quelque chose qui jamais ne fut*, comme le dirait Kasereka Kavwahirehi. Ce décalage étant criant à Goma, l'œuvre romanesque et poétique des jeunes (partant d'une auscultation de la réalité vécue actuellement) tente de produire un discours de plaidoyer pour un être-ensemble fort, solide, solidifiant et paisible. Ce dont il est question ici, c'est de donner à l'œuvre d'esprit une valeur et une force imaginative, « qui révèle ou fait entrevoir des dimensions de la réalité qui sont réprimées ou font objet de tabous », comme le dirait encore le philosophe Kasereka Kavwahirehi dans sa lecture inspirée du livre d'Herbert Marcuse sur *La dimension esthétique*. Dans leurs imaginations littéraires, ces jeunes veulent « penser l'avenir à partir de la réalité de tous les jours. »

Bien que ces œuvres soient encore à faible pourcentage et jusqu'ici ignorées par bon nombre de la population locale, dans une société où la culture du livre n'a pas encore visiblement planté ses racines, la perspective globale en est déjà bonne et prometteuse. Même si leurs auras retentissent à faible tension dans les esprits de la population, il suffit d'en prendre connaissance pour se rendre compte que l'imaginaire poétique et romanesque que dévoile cet engagement littéraire des jeunes se donne un caractère visionnaire, émancipateur et engageant et constitue une véritable fontaine, une intarissable source de changement. A cet engagement littéraire, s'ajouteraient aussi les arts musicaux et plastiques pratiqués par les jeunes. Ceci devient aussi évident si on écoute des musiques produites par des artistes locaux comme « Toc Toc » et « Nyemire » de René Byamungu, « Dans leurs regards » de Bellamy Paluku, « Pour mon peuple » de Ben Kamuntu et « Hadisi » de Robot King, ainsi que « Mutuache na amani » qui est l'hymne du festival Amani organisé chaque mois de février à Goma



depuis 2014. Ne faudrait-il pas aussi souligner l'engagement des jeunes dans des organisations locales et artistiques qui œuvrent pour la paix et le développement durables ? Il y a des clubs de jeunes comme les « Apologues de la paix » avec leurs séances hebdomadaires et dominicales, le Groupe Artistique pour l'Amélioration et la Reconstruction de la jeunesse (GAARJ), la clinique des jeunes écrivains pour le changement (Badilika), le Club Ebène Groupe, la dynamique génération consciente ; plus que jamais ils sont tous une manifestation incontestable de l'adhésion des jeunes à cette affirmation de Paulo Freire : « L'homme ne peut changer le monde que s'il sait que le monde peut être changé et qu'il peut être changé par lui. » Une journée comme celle du 7 Novembre 2017, où, tous réunis sous le bel air du beau et magnifique cadre de l'hôtel Cap Kivu pour célébrer la journée dédiée à l'écrivain africain, les différentes organisations locales des jeunes et les jeunes écrivains de Goma ont manifesté une adhésion totale à l'« afrographie » et l'« afroction » endogènes comme exigence inéluctable pour la reconstruction et la restauration de la paix dans notre région. Ne dirions-nous pas avec Espérance Sematumba :

*J'appelle la lune*

*J'appelle les étoiles*

*Sans réponse*

*J'appelle Dieu*

*Il ne me répond pas non plus,*

*Alors je me décide à écrire.*

*Tout en contemplant le ciel muet,*

*Je me décide à crier pour la paix*

*Je revendique la paix*

*Pour que le soleil se lève sur les versants de l'Est*

*Je revendique la paix*

*Pour que fleurisse l'amour sur les visages fanés de deuil.*

On y lira l'envie de production d'une œuvre dont les messages sont destinés à l'ensemble de la population du Nord-Kivu, elle qui a du mal à croire « à un avenir prospère dans un contexte où les conditions de la vie qu'elle mène empiront de jour en jour. » Par leur acte d'écrire, ces jeunes poètes et romanciers cherchent à imposer une certaine volonté de vivre et de vivre-ensemble dans une fraternité authentique. C'est ainsi que se définit l'état même de ces écrivains. Dans ce sens, on peut lire sous la plume de Daniel Ilunga : « Vivre, c'est croire aux lendemains meilleurs, c'est croire que la petite brindille qui flamboie, allumera la bûche des réjouissances. » Ce que rejoint encore l'ambition de la plume de la jeune poétesse Joëlle Zihindula dans « paroles d'une révolutionnaire » :

*Peu importe la route qui a égaré la paix,  
Je vais toujours croire en l'amour que nous portons les uns envers  
les autres pour la retrouver.  
Peu importe les multiples invasions que connaît mon pays,  
Je vais sans cesse croire en sa victoire.  
Peu importe les obstacles que j'aurai à franchir,  
Je vais hisser l'emblème de paix dans ma province ainsi que dans  
le monde entier.*

A Thierry Manirambona de renchérir :

*Ce soir, viens autour du feu, rêvons ensemble  
Viens que je te raconte l'histoire des miens  
Je t'écouterai me parler des retrouvailles  
Laisse-moi panser les blessures que tu caches.*

Certes, l'ensemble de ces œuvres locales se comprennent comme des cris pour dénoncer les affres de guerres à répétition dans cette région. Cependant, leur dimension émancipatrice et visionnaire pour un autre avenir est noble. Ces jeunes plumes veulent marier l'appel du poète de la paix Olivier Sangi Lutondo : « Soyons enfin ce grand soleil central de notre monde égaré aujourd'hui par l'actuel cynique mondialisant sans

arrêt la destruction de la vie. » Il ne s'agit pas ainsi de cris pour fustiger, il s'agit plutôt de cris pour ressusciter les désirs d'être-ensemble qui se taisent dans les tombes tribales, de revitaliser les rêves d'unité et de redonner à la vie son sens et le goût d'humanité. Dans la mesure où *la littérature permet à un peuple de mieux se connaître et d'identifier correctement ses défis* (Boubacar Boris Diop), elle sert alors de déclencheur des *mesures concrètes qui concourent à son instauration efficace* [International Peace Institute, *Pérenniser la Paix : Que cela signifie-t-il en pratique ?*, p. 2.]. Les jeunes artistes et écrivains de Goma sont alors brasseurs par excellence de la paix.

L'urgence qui s'impose et qui est déjà en marche, est la mise en œuvre d'un dialogue permanent entre ces différents mouvements de jeunes qui croient fermement que la question de la paix durable doit d'abord et avant tout être une préoccupation locale. Ils doivent travailler dans la communion, si on peut donner à ce concept le sens que lui donne Régis Debray. Selon lui, ayant comme étymologie non pas l'union avec (*cum* et *unio*), mais le fardeau ou la mission à partager (*cum* et *munus*), le vocable serait propre à décroiser les domaines trop pieusement séparés du « croyant » et de l' « incroyant ». Ainsi la communion se définit comme « ce qui met toute la jeunesse sur le pont par gros temps, quand se trouvent menacés les idéaux de souveraineté populaire, de laïcité et de raison. C'est une foi commune dans les valeurs de Liberté, Égalité, Fraternité. »<sup>1</sup> En ce sens, le projet sera pluridimensionnel et son aura dans l'imaginaire social sera une invite à la re-imagination ou la re-création des nouvelles modalités d'être-ensemble et de vivre-ensemble comme un peuple intimement lié à un destin commun.

<sup>1</sup> La citation de Régis Debray est tirée de son livre *Les Communions humaines. Pour en finir avec « la religion »*, Paris, Fayard, 2005, p. 66. Nous l'avons trouvé dans livre de Kasereka Kavwahirehi, *Le prix de l'impasse. Christianisme africain et imaginaires politique*, Bruxelles, Peter Lang, 2013, à la page 26.

## **CDJP Bafoussam : Maintenir la paix à travers une culture de la paix**

*Par Frauke Dißelkötter\**

Dans une famille, le papa et la maman se disputaient chaque jour et ils voulaient mettre un terme à leur union parce qu'ils ne s'entendaient plus. Ils ont pensé que la séparation était la meilleure solution. Njupapvou Koudou, leur enfant âgé de neuf ans et membre du club scolaire Justice et Paix depuis deux années à l'école Saint Joseph de Foumban à l'ouest du Cameroun, leur a parlé de tout ce qu'on fait et on dit de faire au club Justice et Paix. Ainsi il dit : « Papa, il y a la médiation, Maman il y a la communication non-violente et il y a la gestion non-violente de conflit, Papa, il y a le dialogue et l'écoute. » Avec tout ce qu'il a cité, les parents ont eu honte et ils ont cherché à trouver coûte que coûte un moyen de se réconcilier.

La maman est allée voir l'encadreur du club Justice et Paix pour comprendre ce que fait son fils au club, parce qu'elle est fière de l'attitude de son fils dont l'interpellation a facilité la réconciliation familiale.

Avoir la paix ne signifie pas qu'il n'y a pas de conflits. Les conflits sont même nécessaires pour qu'une société se développe, innove, et progresse. Nous avons besoin des résultats positifs des conflits dans nos communautés afin de pouvoir les gérer. Dans l'exemple ci-dessus la famille était déjà très déchirée, mais avec l'intervention de leur fils, les parents se sont accordés, et ont découvert une culture de paix que l'enfant a apprise dans le club justice et paix. La famille a maintenant la possibilité de repartir sur une nouvelle base relationnelle qu'est l'amour.

\*Professionnelle d'appui AGEH à la CDJP Bafoussam

La Commission Diocésaine Justice et Paix de Bafoussam (CDJPB) a commencé à créer les Club scolaires Justice et Paix parce qu'elle voulait contribuer à mettre sur pied une culture de la paix au Cameroun. Dans cette approche, il n'est pas question d'intervenir seulement au moment du conflit tel que ça se passe déjà dans les Comités Paroissiaux Justice et Paix (CPJP), mais de changer la manière de vivre des peuples au Cameroun afin d'être de plus en plus ensemble.

Au Cameroun, pour dire au revoir on dit « Nous sommes ensemble ! ». Ça veut dire qu'on se sépare physiquement mais qu'en esprit nous restons ensemble. Malheureusement aujourd'hui ce n'est pas toujours la réalité mais plutôt un exercice théorique. Souvent il y a beaucoup de « kongossa » (ragots) et si on aide l'autre c'est pour en tirer profit.

La CDJPB veut renforcer la valeur sociétale de l'être ensemble et du vivre ensemble. Elle apprend aux enfants qu'ils sont les nouveaux citoyens, les parents et les responsables de demain, et par ricochet, ils apprennent une bonne manière d'être ensemble en paix. Et c'est une paix qui n'est pas seulement l'absence de guerre mais, une paix plus durable sur la base de la Justice et de la Participation.

Depuis 2015, la CDJPB a établi les Clubs Scolaires de Justice et Paix dans trente et un établissements scolaires (primaires et secondaires) catholiques du diocèse de Bafoussam. De nos jours, certains clubs se créent juste en voyant fonctionner les clubs voisins, ou en remarquant le comportement des encadreurs des clubs justice et paix, et les bons effets de nos clubs. En ce début de l'an 2018 nous accompagnons 28 clubs qui fonctionnent et nous comptons mettre sur pied une nouvelle stratégie leur permettant de travailler de façon plus indépendante.

Ces clubs se trouvent dans les écoles primaires et dans les collèges. Ils fonctionnent à l'heure de l'aumônerie une fois par semaine. Les clubs sont sensibles au genre (élèves filles et garçons) et les responsabilités sont partagées équitablement entre les deux genres indépendamment de leur appartenance religieuse et de leur âge. Cette diversité demande

beaucoup de tact et d'impartialité de la part des encadreurs, ainsi qu'un amour poussé du social afin que l'accompagnement aide véritablement à impulser une vraie compréhension, une collaboration et de bonnes relations entre eux.

Quant au suivi, la CDJPB s'organise pour être régulièrement dans les établissements pour observer et ajuster l'évènement à la base et renforcer les structures secondaires. Chaque club est accompagné par un ou deux encadreurs enseignants(es). L'encadreur est celui qui supervise les efforts des membres du club et les aide à rester dans le cadre d'une éducation pacifique. Les encadreurs ont l'appui de leur CPJP respective. En cas de problème, chaque doyenne a son membre d'une Task Force qui se recrute aussi dans les CPJP et qui peut intervenir. Tous sont formés par la CDJPB sur les éléments clés du concept des Clubs Scolaires Justice et Paix.

Dans les clubs nous travaillons d'abord avec la force des élèves. Ça veut dire que nous avons confiance dans les capacités des enfants à être capables de commencer un processus de maturation. Ce n'est pas seulement une question d'écouter et de répéter comme cela se passe souvent dans les écoles Camerounaises, mais avec les Clubs Scolaires Justice et Paix les élèves font eux-mêmes la connexion des sujets traités dans les clubs avec leur vie quotidienne. Ils sont à la base de ce processus d'apprentissage. Les bases de tout le travail sont leur propre vie et leurs connaissances.

À côté de la confiance qu'on donne aux élèves à travers leur forte participation et l'autodétermination dans les clubs, il y a d'autres piliers :

- ◆ On se focalise sur l'interaction sociale : la CDJPB a développé le programme Interaction, qui est une part des activités dans les Clubs en plus des échanges et débats sur des sujets différents qui concernent une facette liée à une vie pacifique. La grande valeur du programme Interaction n'est pas seulement de créer une activité de collaboration et de non-compétition, mais aussi d'amener les élèves à réfléchir sur

comment ils ont respecté les règlements du groupe fixés par eux-mêmes.

- ◆ Un autre pilier très important de notre concept est la médiation : elle se concentre sur la résolution pacifique d'un conflit dont les parties semblent ne pas être capables de le résoudre. En cas de conflit dont l'approche de médiation a conduit au succès, on est dans une situation de « gagnant-gagnant » qui facilite la cohabitation pacifique. Les Clubs et les structures d'accompagnement apprennent cette technique de la CDJPB. Ainsi les Clubs Scolaires Justice et Paix aident les établissements scolaires à transformer les conflits par la non-violence et le respect pour une vie marquée par une paix durable.



*Viviane LONTSI, CDJP Bafoussam, en Interaction avec l'exercice «le nœud des hommes» au Club Justice et Paix de l' Ecole Primaire St. André de Baham*

Avec ces clubs nous renforçons les capacités des écoles à créer un contexte pacifique et à contribuer à l'amélioration du climat de paix dans les établissements. Mais en plus nous espérons créer une culture de paix qui affectera non seulement les élèves et les établissements secondaires, mais aussi leur environnement à tous les niveaux pour faire un pas en avant vers une paix durable au Cameroun.

L'anecdote du début de ce texte était déjà un exemple de diffusion de la culture de la paix à l'environnement familial. Au niveau des établissements il y a les clubs qui interviennent chaque lundi pendant le rassemblement des tous les élèves en traitant une situation observée qui peut entraver la paix et en faisant des suggestions d'amélioration.

Un autre exemple qui nous donne de l'espoir est que le diocèse de Bafoussam a reconnu la valeur de la culture de la paix dans les Clubs Scolaires, et demande à la CDJPB de mettre à disposition différents modules afin de les introduire dans la formation des candidats aux sacrements du diocèse.



# Le secret et la pérennisation de la paix

Par *Flaubert Djateng\**

Commençons par une anecdote des peuples Bamiléké. Toute personne issue de ces peuples est étonnée quand pour la première fois elle voit un Européen ouvrir ses cadeaux en public. Chez les Bamiléké, cela ne se fait pas. Et pour cause. C'est l'influence des Eglises occidentales qui a fait entrer la monogamie dans les pratiques maritales. Les familles Bamiléké étaient dans leur totalité des familles polygamiques, un homme avec plusieurs femmes. Le mari quand il apportait des cadeaux à ces épouses, chacune découvrait le contenu dans sa case avec ses enfants. Ceci évitait d'avoir à gérer les jalousies et les convoitises entre les épouses lors d'un partage de cadeaux. Le secret autour du contenu des cadeaux était déjà un dispositif de prévention des conflits entre coépouses.

Les Bamiléké sont une communauté de personnes de l'ouest du Cameroun caractérisée par leur dynamisme dans les activités agricoles, de la finance et du commerce. Ces peuples sont régis par un ensemble de dispositifs règlementaires tous rattachés à la Chefferie. Ces Chefferies bien que qualifiées encore de nos jours de « traditionnelles » continuent à influencer la vie des personnes. Les jours de travail, les jours de marché, les jours interdits, les semis, les litiges fonciers, l'accueil des nouveaux nés, les rites autour des jumeaux, les obsèques et les funérailles, bref de nombreuses pratiques de la vie quotidienne sont rythmées par les valeurs, les lois et règlements issues du code coutumier. La région de l'Ouest qui abrite les Bamiléké au Cameroun est reconnue comme faisant partie de celles où la « tradition » est encore vivante.

\* Noyau d'accompagnement SCP/Pain pour le Monde

Le secret fait partie des valeurs de ces peuples. La Chefferie est forte et vivante. En son sein elle dispose de systèmes de gouvernance de plusieurs types. De manière générale tous sont sous couvert d'associations et de « sociétés ». Ce sont des espaces qui servent pour analyser et rechercher des solutions aux problèmes du village ou des groupes de villages. Ces problèmes sont de divers ordres et touchent le vécu des habitants.

Dans toutes les chefferies, il existe une ou plusieurs « sociétés secrètes ». Ces instances produisent des solutions essentielles pour le village. Ce sont des décisions géostratégiques liées à des guerres en préparation ou en cours, la gestion des conflits de grande envergure, des alliances à négocier, des épidémies à combattre. Ces sociétés secrètes sont séparées par genre : il y a celles des hommes et celles des femmes. Au sein des sociétés secrètes de femmes, il n'y a aucun homme, tandis que dans la plus forte société secrète des hommes trône la sœur du Chef qui a été avec lui lors de son initiation et de son intronisation. Cette dernière observe et n'intervient qu'en cas de conflit grave. Elle est la seule pouvant faire la médiation en cas de divergences profondes entre le Chef et ses notables. Pour avoir été initiée et formée comme son frère devenu Chef, elle dispose des « secrets » du village et de la sagesse nécessaire pour prendre des décisions en cas de péril dans le village.

Le secret comme système fait partie de la gouvernance interne au sein de la chefferie. Le secret est un dispositif de protection ou de réglementation. Les personnes qui participent à ces instances sont également protégées par le sceau du secret. Il faut être membre de la « société » pour connaître ses collègues. Sinon personne n'est habilité à vous connaître et vos épouses doivent garder le secret et ne pas vous exposer. Lors des grandes cérémonies, si ces personnes doivent « sortir » en d'autres termes, pratiquer des danses et des rituels, elles doivent se masquer pour ne pas être reconnues. Le masque est ici en même temps un objet rituel, de danse et exerce aussi des fonctions de gouvernance.

A l'Ouest du Cameroun, les sociétés traditionnelles secrètes sont des confréries magico-religieuses, sur lesquelles les chefs s'appuient pour faire respecter leur autorité.

Leur forte présence dans toutes les activités démontre leur volonté d'être au parfum de tout ce qui se passe dans la chefferie. Zoom sur 10 sociétés secrètes traditionnelles à l'Ouest du Cameroun. Cas de la Chefferie Bandjoun.

**1 - Jya:** C'est l'une des sociétés les plus dangereuses et la plus importante de l'Ouest. Elle ne pratique que des rites magico-religieux, dans le but de protéger la chefferie et ses membres, contre les fléaux naturels (épidémie, invasion etc.) et surnaturels comme le ke (période de sorcellerie). Son rôle est d'assurer la régularité des pluies et de faciliter la fertilité des femmes et des sols, par des pratiques magiques.

**2 - Mkamvtt:** signifie de manière littérale « les neufs notables », c'est une société dont le rôle politique et religieux est essentiel à la bonne gestion de la chefferie. Elle est chargée de désigner le nouveau Fo. Elle est garante de la paix, de la stabilité, de la justice coutumière, des rites religieux et mystiques nécessaires pour le bien de la communauté. Elle a aussi un droit de regard sur toutes les autres sociétés secrètes.

**3 - Kungang:** c'est une société à caractère magico-religieux, qui protège la chefferie et le chef. Une fois l'an, les membres se retrouvent lors d'un rituel au cours duquel, ils frappent le sol en cadence dans le but de préserver la fertilité du sol et de chasser les mauvais esprits. Lors des grandes manifestations, on la remarque par sa maîtrise de la danse de ku.

**4 - Kwe'Si:** Cette société est à l'origine une confrérie guerrière implantée dans certaines chefferies. Elle est composée des personnes puissantes et riches que compte la chefferie. Elle a pour mission de collecter des ressources financières et humaines lorsque l'honneur du village est menacé. Elle a aussi, une fonction administrative, qui lui permet d'organiser les travaux d'intérêt général pour le compte de la chefferie.

**5 - Kwintan:** C'est une société judiciaire très redoutée et discrète. Son rôle est d'appliquer les décisions contre ceux qui ont désobéi à la coutume ou qui ont posé des actes répréhensibles portant atteinte à la communauté. C'est la police secrète du chef.

**6 - Majon:** Avant c'était une confrérie guerrière dans laquelle tout le monde devait accéder pour apprendre l'art de la guerre. Aujourd'hui leurs activités sont orientées vers les travaux d'intérêt général. Elle est chargée de collecter la taxe et sert d'assistance envers la communauté. Chaque zone possède son majon avec son chant particulier.

**7 - Mapfali:** C'est l'une des plus vieilles sociétés religieuses de la chefferie, qui conserve encore de nombreux mystères difficiles à percer. Les membres sont les héritiers de grands dignitaires proches de la chefferie. Appartenant à la société totémique, ils ont le pouvoir de combattre les esprits maléfiques qui hantent le village par l'intermédiaire des totems animaux. Leur présence ne se fait remarquer que lors du décès d'un grand dignitaire.

**8 - Msop:** C'est une société qui s'apparente au majon, du point de vue disciplinaire. C'est l'une des plus anciennes confréries, ayant en son sein un nombre important de membres. Ouverte à toutes

les couches sociales, les membres les plus influents portent des masques de type tsamabu, qui jouent un rôle religieux important. Ceux-ci sont présents lors de grandes cérémonies funéraires.

**9 - Kamjya:** C'est une confrérie religieuse gardienne des coutumes. Les membres sont des notables aisés, initiés ayant une parfaite connaissance des coutumes et des traditions de la chefferie. En véritable docteur en Droit coutumier, elle est sollicitée pour juger des litiges qui touchent la coutume et donner des sanctions. Même le Fo se soumet à leurs exigences.

**10 - Kamkwa:** Société guerrière fondée en 1925 lors de la guerre civile de Bandjoun, par les partisans de Kamga II qui luttaient contre son rival le prince Bopda. Les membres portent une cagoule noire. Leur devise est d'attendre l'ennemi sur place et de mourir. Aujourd'hui encore la case rituelle du Kamkwa avec son tambour d'appel subsiste sur la place du marché de Bandjoun.

Source: aulech.com

<https://www.cameroonweb.com/CameroonHomePage/entertainment/D-couvrez-10-soci-t-s-secr-tes-traditionnelles-Bamil-k-413142>

A l'échelle internationale, on observe aussi le secret comme outil dans les accords internationaux. On entend parler de dossiers classifiés ou encore de secret défense.

Les intérêts des parties – parfois contradictoires à ceux des populations concernées – sont mieux préservés et protégés.

Dans les cultures européennes on voit souvent la transparence comme une valeur essentielle dans la cohabitation et la vie sociale. Or ce n'est pas toujours clair si une transparence totale est acceptable voir même possible. Comme dit un dicton africain : on ne se déshabille pas en public devant tout le monde.

Le secret peut être un élément de gestion de conflit et un instrument de gouvernance, comme il peut être un outil pour des abus dictatoriaux.

Nous voyons dans le cas des Bamiléké qu'un équilibre fragile entre membres de famille, entre groupes d'une communauté ou entre communautés se base sur un système de gouvernance et de contrôle complexe permettant le contrôle et l'accompagnement du pouvoir. Le détruire sans le remplacer par une culture de cohabitation démocratique adaptée peut créer des conflits violents et aigus.

Le meilleur exemple en sont les systèmes étatiques copiées de l'Occident qui souvent mènent à des cultures d'abus, de corruption et de pouvoir non contrôlé.

Il ne suffit donc pas de bannir le secret et de prôner une transparence totale.

Pérenniser la paix demande de créer des systèmes de gouvernance légitimes aux yeux de tous et d'y incorporer la gestion du « secret ».

# La paix durable au sein du réseau SCP : Quoi – par qui – comment ?

Réflexions sur le travail pour la paix durable dans le réseau SCP Cameroun. Exemple du projet « Théâtre pour la Paix et les Opprimés »

*Par Alexandra Will et Jeanne Medom\**

## Introduction

Après des échecs dans le travail pour la paix, l'opinion publique pense avoir compris que la paix durable doit être acceptée ou principalement soutenue par la population « locale » (Mac Ginty et Richmond, 2013).

Mais la paix, c'est quoi ? Qui sont les acteurs principaux et actrices principales ? Et comment, avec quelles stratégies est-ce qu'on peut consolider cette paix ?

Les réponses à ces questions ne restent pas du tout au niveau théorique, mais ont une grande influence sur la conception des projets et tout le travail au quotidien pour les travailleurs de la paix, aussi au sein du réseau Service Civil pour la Paix (SCP).

## La question de la durabilité

Même si, en 15 ans entre 1988 et 2003, plus de guerres ont pris fin par des négociations que dans les deux siècles précédents (Suhrke et Samset, 2007), 50% des pays qui ont émergé d'un conflit violent risquent d'y retomber durant les 5 ans qui suivent la négociation, selon un rapport du secrétaire général des Nations Unies (Annan, 2005). Ainsi Ricigliano (2015) juge que les professionnels, la communauté internationale et les

\* Professionnelle d'appui et sa collègue/homologue au CIPCRE, Bafoussam, Cameroun

chercheurs ont fait des progrès pour mettre fin aux guerres, mais le défi est d'atteindre une paix *durable*. En plus la communauté internationale n'a pas souvent réussi à prévenir les déclenchements de violence.

Il est alors question de consolider une paix durable.

Ce texte invite à une réflexion sur votre propre travail selon des conceptions différentes. Comme étude de cas, le texte analyse un projet, le projet SCP « Théâtre pour la Paix et les Opprimés » (TPO) selon ces idées implicites sur la paix.

## Conception, stratégies et acteurs selon les concepts de la paix

La paix a des significations différentes pour des personnes différentes (Jeong, 2005).

Mais quelle paix ? Comment la consolider ? Et par qui ?

Le travail pour la paix dépend de trois logiques de réflexion :

1. la paix est quelque chose qui peut être imposé par les internationaux (modèle de la paix libérale)
2. il y a des expert-e-s, surtout de l'occident, qui doivent montrer à ceux qui n'ont pas ces connaissances comment on construit la paix ou (modèle 2 de renforcement)
3. la paix est variée et différente selon chaque communauté et ainsi les solutions aux problèmes internes se trouvent seulement en interne (modèle 3 agence locale émancipatrice).

Les trois modèles présentent des hypothèses sur comment et qui peut contribuer à quelle sorte de paix.

### *RÉFLEXION :*

*Lequel de ces modèles semble le plus durable pour vous ? Et pourquoi ?*

*Votre travail dans le cadre du réseau SCP se trouve dans quel concept ?*

*D'après vous : Quelles sont les éléments clés et les conditions favorables à la paix ?*



*Quelles actrices et acteurs peuvent contribuer à la paix dans votre contexte ?*

*Comment est-ce qu'ils et elles peuvent consolider cette paix ?*

Comment est-ce que les trois modèles notés plus haut répondent de manière élaborée à ces questions suscitées de la réflexion ?

1. Le **modèle de la paix libérale** est dirigée par des acteurs internationaux et se compose de stratégies intrusives destinées à assurer une paix durable comme une forme de libéralisme international, y compris des états puissants, bonne gouvernance, démocratie, développement, marchés libéralisés, libre-échange, la liberté personnelle (Healy, Resources et Bradbury, 2010) et les droits humains (UN Documents, 1992).

Les réformes économiques aspirées et promues par les institutions comme la Banque Mondiale suivent une logique de marché néolibérale, capitaliste (Pugh, 2013). Si les facteurs dits favorables à la paix cités plus haut n'existent pas, la solution proposée ou imposée selon ce modèle

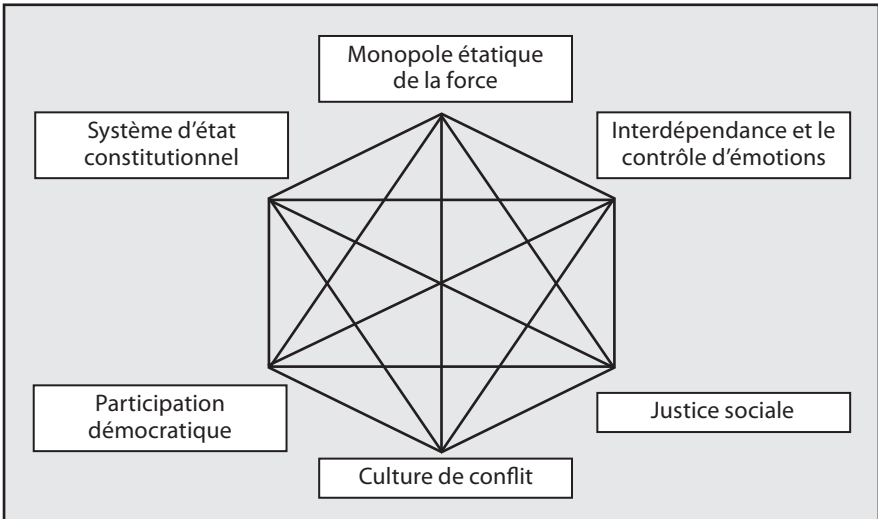


Figure 1 : L'hexagone civilisateur (Senghaas, 2008)

est l'instauration automatique de ces facteurs. Les acteurs et actrices de l'extérieur sont perçu-e-s comme ceux qui ont les connaissances sur la consolidation de paix et qui interviennent au profit de la population locale. La consolidation d'une paix durable est considérée comme un renforcement de l'Etat (statebuilding).

Un partisan de ce concept est le chercheur Dieter Senghaas (2008) qui a créé l'hexagone civilisateur (figure 1) qui indique comme fondement de la paix six facteurs étatiques et deux facteurs psycho-sociaux :

#### CRITIQUE :

La « transmission des normes et concepts du « Nord global » est toujours primordiale, car ceux-ci, en étant hégémoniques, sont implicitement considérés comme supérieurs aux normes « Africaines » (Kohl, 2015, p. 346).

Mais ce concept d'une solution pour tous a trop souvent échoué (Nations Unies, 2010) et est critiqué pour l'exercice du « pouvoir structurel et gouvernemental contre le local » (Mac Ginty et Richmond, 2013, p. 773) ou même comme une réincarnation de la « mission civilisatrice » du colonialisme (Brettelle, 2012, p. 22).

L'exécution de ces conditions vues favorables à la paix comprend parfois des méthodes violentes (Francis, 2010) qui sont justifiées par la « protection de la population », par exemple leurs droits humains, même si la population locale ne veut pas être protégé par l'extérieur.

Les critiques disent qu'une paix implémentée par l'extérieur favorise plutôt les intérêts du Nord global que ceux de la population locale. Par exemple Professor Virginia (Cawagas, 2017) de l'« University for Peace » cite des statistiques qui montrent que 40% de l'aide dans les pays sortants d'un conflit sont dépensés pour les consultant-e-s externes. Le déclenchement dans le conflit montrait que des solutions externes ne fonctionnent pas pour des contextes divers.

2. Le deuxième concept du **renforcement local** (« empowerment ») aspire à l'autonomisation des populations locales en tant qu'auteurs

principaux de la consolidation de la paix, ce qui signifie construire des relations sociales positives pour transformer les conflits. Les travailleurs de la paix collaborent avec les populations locales pour renforcer leurs capacités (Paffenholz, 2015), en particulier avec les leaders dits de « milieu de gamme » (Lederach, 1997).

Mais l'autonomisation locale n'est pas un leadership qui devrait encore reposer p.ex. sur l'ONU (ONU, 2010).

Les facteurs d'une paix durable sont ensuite liés dans la transformation de la société, notamment les personnes, leurs relations, leur culture et leurs structures (Lederach, Neufeldt et Culbertson, 2007). Les externes ont donc la responsabilité de renforcer les autres acteurs internes à transformer.

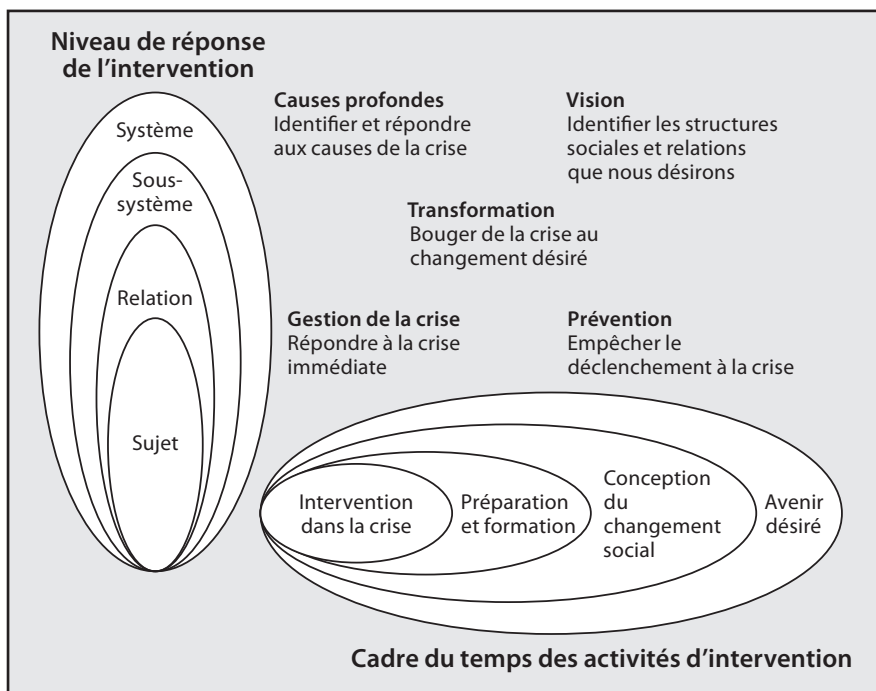


Figure 2 : Cadre intégré de la consolidation de paix (Lederach, Neufeldt et Culbertson, 2007)

## CRITIQUE :

Des auteurs critiques démontrent la puissance douce de bâtisseurs de la paix de l'extérieur, où les acteurs locaux sont cooptés dans « l'entreprise libérale de consolidation de la paix » des ONGs, où des nouvelles élites sont installées, comme les responsables des structures financées par le Nord. Les externes apportent des connaissances et compétences occidentales qui sont multipliées par des travailleurs pour la paix locaux.

Les termes comme « local ownership » et auto-prise en charge sont plutôt utilisés afin d'obtenir la conformité de la population locale. Mais des idées et mentalités différentes persistent sur les conflits et les visions de paix (Autesserre, 2016, Kohl, 2015, Mac Ginty et Richmond, 2013 et Paffenholz, 2015).

3. Le troisième modèle de l'« agence locale émancipatrice » est basé sur la critique des autres concepts. La critique indique que ce qui renforce les normes et valeurs dites occidentales et reproduit les hiérarchies coloniales où la consolidation de la paix forme une nouvelle branche de l'économie exploitée par des acteurs internationaux, des banques, des gouvernements nationaux et des ONGs et d'autres acteurs nationaux cooptés. Il est accusé de négliger souvent les connaissances locales, d'insérer des logiques capitalistes et d'exercer le niveau de compétences de l'international (Healy et al., 2010). Ensuite le « local » est conceptualisé comme la résistance contre ces projets de consolidation de la paix internationale dominante et une quête d'un ordre post-libéral reposant sur l'« agence locale émancipatrice » (Paffenholz, 2015, p. 860): Le modèle favorise une stratégie ascendante où les acteurs locaux analysent les nécessités et construisent une société paisible en respectant la tradition et le contexte social. Il comprend le droit d'une société de faire leurs propres choix (Donais, 2009) soit sous la forme de « solutions africaines aux problèmes africains » (Brettelle, 2012; Tafese, 2016), ou en tant qu'« alternatives hybrides ». Les alternatives hybrides sont conceptualisées comme un mélange entre une gouvernance de paix internationale et locale, comme par exemple les tribunaux « Gacaca » du Rwanda

(Mac Ginty, 2011). Les facteurs d'une paix durable sont ensuite surtout des connaissances locales sur la gestion des conflits et de la vie en général, l'agence émancipatrice des actrices locales et acteurs locaux et l'indépendance économique et décisionnelle de la population locale.

CRITIQUE :

Les points critiques comprennent la binarité construite de l'international et du local et la perception que l'international équivaut à l'ouest en négligeant par exemple l'influence des États BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). La supposition que tous les acteurs nationaux coopérant avec les internationaux sont cooptés peut être vue au moins comme une généralisation. Les partisans du concept « agence locale émancipatrice » blâment la paix libérale internationale et négligent le pouvoir des élites locales sur les marginalisés, par exemple dans les

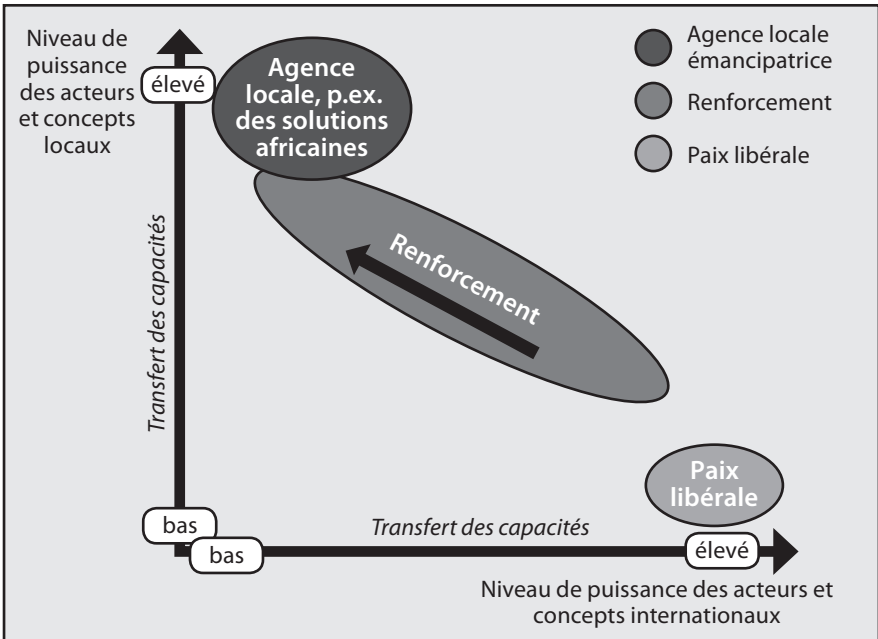


Figure 3 : Les modèles différents de la paix

alternatives hybrides. Cela est particulièrement vrai pour l'Afrique où Paffenholz (2015, page 864) décrit l'État africain comme un hybride souvent public-privé, le « sujet de la capture criminelle des élites » et un échec pour ceux qui ne sont pas au pouvoir. Et malgré le fait que les chercheurs affirment avoir un lien avec la pratique, il n'est pas encore clair comment la section locale peut être mise en pratique (Paffenholz, 2015).

Étant donné que la puissance est le terme important, il servira à créer un graphique de puissante dimension dans les modèles de consolidation de la paix (figure 3).

#### RÉFLEXION

*Vous vous êtes trouvé où dans les modèles avec vos idées ?  
Et votre travail et celui du réseau SCP ?*

### Le théâtre comme outil de la consolidation de la paix

La réflexion sur la conception implicite au niveau du réseau SCP Cameroun sera faite par l'étude de cas du projet « Théâtre pour la Paix et les Opprimés » (TPO) chez l'ONG camerounaise Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE). Le CIPCRE utilise le théâtre comme outil de la consolidation de la paix depuis 2012. Mais quelle forme de paix ?

Le théâtre peut être un outil de chaque modèle de la paix.

#### 1. Le théâtre pour la paix libérale

Si le contenu est constitué des conceptions de la paix libérale, la pièce est produite par les actrices et acteurs internationaux et la stratégie est la sensibilisation et transmission des messages unidirectionnels, la population locale n'est ni intégrée sur la scène ni dans un dialogue ouvert sur les éléments clés de leurs idées sur la paix. Ils sont seulement les récep-

teurs passifs des messages transmis par les externes. On peut classer cette forme de théâtre dans le concept de la paix libérale. On peut imaginer une pièce qui explique les valeurs des éléments clés de la paix libérale comme la bonne gouvernance, comme on le voit au moins en partie dans le projet « Théâtre for Good Governance » (Arts for Action, 2015) par une organisation britannique et des actrices et acteurs internationaux.

## 2. Le théâtre pour le renforcement de la population locale

Une autre forme de théâtre essaie de renforcer la population avec l'outil théâtre. Il y a des professionnel-le-s souvent externes qui aspirent à renforcer la population locale avec le moyen du théâtre : ils les forment en art théâtral qui devrait renforcer leurs connaissances, conscience et compétences en communication et comportement – les facteurs favorables à la paix. Avec les représentations théâtrales on essaie aussi d'atteindre un grand public et de toucher des questions de la structure et de la culture. L'organisation caritative britannique « Theatre for a Change » décrit ses acteurs comme un partenariat entre le Royaume Uni et le Malawi. Le financement et quelques spécialistes du théâtre et de la thématique respective viennent du Nord, au Malawi, des professionnels internationaux et locaux collaborent. Les cibles sont formées dans les ateliers théâtraux et présentent les pièces elles-mêmes. Avec cette stratégie le projet vise à promouvoir une transformation personnelle, relationnelle, structurelle et culturelle, comme dans le projet « Behavior Change for Sexual and Reproductive Health ».

## 3. Le théâtre de l'agence locale émancipatrice

Le concept de théâtre de l'opprimé (Boal, 2004) vise à s'opposer à l'influence des professionnel-le-s du théâtre qui veulent instruire leur public sur un sujet qui n'est pas leur propre problème. Il s'oppose à ces acteurs externes qui critiquent les problèmes des autres et transmettent des

messages ou font des propositions de solutions en lien avec ces problèmes. Les acteurs et actrices principaux sont ceux qui sont concernés par le problème. Ils décident quels sujets (d'oppression) ils ont vécus et où ils cherchent des solutions. Ainsi ce que la paix est n'est pas déterminée par les autres mais doit être exploré par les concernés. Et ce sont les concernés mêmes qui identifient les sujets, montent les pièces et normalement ne donnent pas de solutions eux-mêmes, mais intègrent le public à la recherche des alternatives positives face à une réalité perçue comme problématique. Le dialogue même comme stratégie est perçu comme un processus émancipateur contre toutes les forces oppressantes – alors pas seulement des forces internationales, mais aussi des oppresseurs locaux. En traitant le sujet on s'auto-sensibilise sur les menaces à la paix et en dialoguant on cherche des visions paisibles. Ce qui est important : Il n'y a pas de « bonnes réponses » des actrices et acteurs sur scène, ni des formatrices et formateurs, ni de certaines personnes du public. Toutes les réponses sont prises en compte. Dans le théâtre forum ceux du public qui ont une idée d'une solution positive peuvent même interagir dans la scène et essayer d'améliorer la situation pour la personne opprimée de la pièce théâtrale. Le public est invité à agir sur la scène et après dans la vie. On agit comme actrice ou acteur de sa vie en changeant la réalité.

## Le projet SCP « Théâtre pour la Paix et les Opprimés »

Avec les questions de réflexion peut-être déjà répondues par vous, on va essayer de classer le projet TPO du CIPCRE :

*Quels sont les éléments clés et les conditions favorables à la paix ?*

Dans le projet TPO il y a déjà certaines réponses à cette question : le dépassement de la fragmentation sociale, la lutte contre les préjugés et la haine par la construction des éléments de la personnalité et des relations, la confiance en soi, la communication, l'expression libre et le



dialogue public. Ces éléments clés sont sortis des échanges entre des travailleurs pour la paix locaux et internationaux après l'analyse du contexte spécifique. Ces sont des éléments que l'on peut classer dans le modèle de renforcement parce que les bénéficiaires et les travailleurs locaux ont vu leurs compétences renforcées par les travailleurs internationaux. En même temps les sujets des pièces sont souvent basés sur les problèmes identifiés et vécus ou les visions positives des participant-e-s eux-mêmes. Dans quelques productions, l'approche du théâtre de l'opprimé avec les échanges entre le public et les acteurs est utilisée : Les acteurs et actrices sur scène sont eux-mêmes concernés par les mêmes sujets et les problèmes que le public pose, mais ne donnent pas de solutions ; l'échange ouvert doit contribuer à la recherche des alternatives et des réponses aux questions de la paix.

*Quelles actrices et acteurs peuvent contribuer à la paix dans votre contexte ?*

Dans le projet, les acteurs et actrices visibles sont les personnes sur scène. Elles et ils sont des jeunes et des membres des Comités Interreligieux, ça veut dire des acteurs locaux. En plus, ce sont des actrices et acteurs qui sont soit marginalisés, soit en conflit – ça veut dire les concerné-e-s même et pas les élites locales. Le public – souvent engagé dans les échanges après et pendant le spectacle – se constitue également des concerné-e-s et parfois aussi des autorités locales. En plus il y a les encadreurs de théâtre, notamment des enseignant-e-s et des président-e-s élèves pour des clubs théâtre, des personnes relais des Comités Interreligieux et l'équipe du Programme Paix et Prévention des Conflits du CIPCRE – à présent, trois professionnel-le-s de la paix Camerounais-e-s et une professionnelle du théâtre international. Les acteurs ici sont locaux et internationaux, sont professionnels et amateurs. Sur le plan financier, le budget SCP vient de l'Allemagne.

Ainsi on peut classer le projet une fois de plus comme un mélange des concepts de renforcement et de l'agence locale.

Comment est-ce qu'ils et elles peuvent consolider cette paix ?

L'opportunité d'avoir une pédagogue de théâtre s'est présentée au CIPCRE à travers les compétences d'une professionnelle internationale, et le théâtre étant très efficace dans une société orale comme la nôtre, le CIPCRE en a fait un outil de travail. Le théâtre préalablement a été mis sur pied pour dénoncer les problèmes qui nuisent à la société, pour mettre aux yeux du public toutes les injustices et violations. Le concept du Théâtre de l'Opprimé n'est pas local mais vient du Brésil ; l'équipe du CIPCRE se l'est approprié et s'est engagée à renforcer les capacités des participant-e-s surtout en art théâtral et avec les méthodes du théâtre de l'opprimé. Dans leurs logiques de transformation, les professionnel-le-s transmettent rarement des messages, mais posent plutôt des questions et donnent leurs ou les avis de certains théoriciens pour inspirer le débat sur la paix sans prétendre donner les réponses. Ensuite ce sont les participant-e-s mêmes qui identifient et analysent les problèmes et cherchent les solutions.

## Conclusion

Il y a trois modèles différents qui donnent des réponses divergentes à la question de ce qu'est la paix, qui sont les actrices et acteurs et comment il faut la consolider. On note surtout le niveau différent d'influence externe, notamment du Nord global, et de la liberté de chacun-e de trouver ses solutions paisibles ou pas. Les projets du SCP au Cameroun financés par l'état allemand et par des ONGs chrétiennes du Nord, est largement conceptualisé en partenariat entre des acteurs internationaux et nationaux. Mais quelle influence les cibles, les concernés même ont-elles, ça diffère chez chaque organisation et projet SCP. Si le pouvoir reste au niveau de l'organisation, ou peut-être seulement des responsables des organisations, on risque de ne pas soutenir l'agence locale, mais de reproduire des normes hégémoniques du Nord aussi comme travailleurs pour la paix locale.

Si l'on veut soutenir une approche qui implique plus de solutions locales, il faut l'inclusion des cibles dans la conceptualisation du projet, dans l'identification et dans l'analyse de leurs problèmes et besoins et dans les idées de transformation. Si l'on veut éviter de soutenir ou même créer des élites locales, il faut inclure ceux et celles qui sont les plus concerné-e-s par le conflit et la marginalisation.

### *Bibliographie*

- Annan, K. A. (2005). *In larger freedom : Towards development, security and human rights for all (A59/2005)*. New York : United Nations.
- Arts for Action (2015). Theatre for Good Governance. Récupéré de <http://artsforaction.org.uk/development/specific-development-issue-areas/theatre-for-good-governance/>
- Autesserre, S. (2016). Local Knowledge and Peacebuilding. Récupéré de <http://futurepeaceops.org/2016/02/15/local-knowledge-and-peacebuilding/>
- Boal, A. (2004). *Jeux pour acteurs et non-acteurs : Pratique du Théâtre de l'Opprimé*. trad. du portugais (éd. actual). Paris : La Découverte.
- Brettell, A. (2012). Context, creativity and social agency: The relevance of indigenous knowledge in contemporary conflict resolution in Africa. Récupéré de <http://www.polity.org.za/article/context-creativity-and-social-agency-the-relevance-of-indigenous-knowledge-in-contemporary-conflict-resolution-in-africa-2012-06-07>
- Cawagas, V. (2017). *Alternative Perspectives and Paradigms in Understanding Peace and Peacebuilding : Session 2 Peace and Conflict Studies Foundation course* : University for Peace. Récupéré de <https://www.youtube.com/watch?v=1B5yXcJNAGU&feature=youtu.be>
- Donais, T. (2009). Empowerment or Imposition? Dilemmas of Local Ownership in Post-Conflict Peacebuilding Processes. *PEACE & CHANGE*, 34(1).
- Healy, S., Resources, C. et Bradbury, M. (2010). *Accord : An international review of peace initiatives. Whose peace is it anyway? connecting Somali and international peacemaking. Accord (London, England) : issue 21*. London : Conciliation Resources.
- Jeong, H.-W. (2005). *Peace and conflict studies : An introduction* (Reprint). Aldershot : Ashgate.
- Kohl, C. (2015). Diverging Expectations and Perceptions of Peacebuilding? : Local Owners' and External Actors' Interactions in Guinea-Bissau's Security Sector Reforms. *Journal of Intervention and Statebuilding*, 9(3), 334–352. doi:10.1080/17502977.2015.1070023
- Lederach, J. P., Neufeldt, R. et Culbertson, H. (2007). *Reflective Peacebuilding : A Planning, Monitoring and Learning Toolkit*. Mindanao, Philippines. Récupéré de <http://kroc.nd.edu>
- Mac Ginty, R. (2011). *International peacebuilding and local resistance : Hybrid forms of peace*. Basingstoke : Palgrave Macmillan.
- Mac Ginty, R. et Richmond, O. P. (2013). The Local Turn in Peace Building : A critical agenda for peace. *Third World Quarterly*, 34(5), 763–783. doi:10.1080/01436597.2013.800750

- Paffenholz, T. (2015). Unpacking the local turn in peacebuilding : A critical assessment towards an agenda for future research. *Third World Quarterly*, 36(5), 857–874. doi:10.1080/01436597.2015.1029908
- Pugh, M. C. (2013). *The Problem-Solving and Critical Paradigms*. London [etc.] : Routledge.
- Ricigliano, R. (2015). *Making peace last : A toolbox for sustainable peacebuilding* : Routledge.
- Senghaas, D. (2008). Über Frieden und die Kultur des Friedens. Dans Grasse, R., Gruber, B., Gugel, G. (dir.), *Rororo : 55698 : Rowohlts Enzyklopädie. Friedenspädagogik. Grundlagen Praxisansätze Perspektiven*. Reinbek bei Hamburg : Rowohlt.
- Suhrke, A. et Samset, I. (2007). What's in a figure? Estimating recurrence of civil war. *International Peacekeeping*, 14(2), 195–203.
- Tafese, T. (2016). Conflict Management through African Indigenous Institutions : A Study of the Anyuaa Community. *World Journal of Social Science*, p. 22–32. Récupéré de <http://dx.doi.org/10.5430/wjss.v3n1p22>
- Theatre for a Change (2017). Education - Awareness - Action. Récupéré de <http://www.tfacafrica.com/>
- An Agenda for Peace, No. A/47/277 S/24111 (UN Documents juin 17, 1992).
- United Nations (2010). *UN Peacebuilding: an Orientation*. New York. Récupéré de [http://www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/peacebuilding\\_orientation.pdf](http://www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/peacebuilding_orientation.pdf)

# SiLNoRF: Donner une réalité concrète aux droits fonciers des femmes en Sierra Léone

Par Santigie Sesay\*

« Toute personne, aussi bien seule qu'en collectivité, a droit à la propriété ». C'est ce que stipule l'article dix-sept (17) de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) de 1948.<sup>1</sup> Des dizaines d'instruments internationaux différents relatifs aux Droits de l'Homme, et même certaines législations nationales, ont souligné l'essence même de la protection et de la promotion de l'égalité dans le monde entier et particulièrement en Sierra Léone. Cependant, certains courants de pensée sont d'avis que l'égalité est une chose dont la Sierra Léone ne peut toujours pas s'enorgueillir, surtout lorsqu'il s'agit des droits d'accès des femmes à la terre et aux biens fonciers.

La terre est devenue un bien contesté en Sierra Léone et fait l'objet de luttes considérables entre hommes et femmes qui se disputent la jouissance exclusive des droits d'usufruit et de propriété. Dans la plupart des cas, les hommes l'emportent sur les femmes dans cette lutte d'intérêts sur les droits fonciers et autres droits à la propriété. Il est donc indiscutable que les biens fonciers sont devenus un facteur de marginalisation et de discrimination des femmes en ce qui concerne leurs droits à l'égalité et à la propriété.

Sur les plus de sept millions d'habitants que compte la Sierra Léone, un peu plus de quatre millions vivent dans les zones rurales, ce qui

<sup>1</sup> [http://www.un.orgenuchrbookpdfudhr\\_booklet\\_en\\_web.pdf](http://www.un.orgenuchrbookpdfudhr_booklet_en_web.pdf)

\* Chargé de Communications au SiLNoRF  
(Réseau de la Sierra Léone sur le Droit à l'Alimentation)

représente 59% de la population du pays<sup>2</sup>. La majorité de cette population rurale se livre soit à des activités d'agriculture de subsistance soit à une agriculture commerciale. Les travaux de recherche ont également démontré que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à exercer des activités agricoles<sup>3</sup>. En outre, alors que les femmes constituent la majeure partie de la main-d'œuvre agricole, elles disposent de droits de contrôle restreints sur les biens fonciers et autres propriétés au Sierra Léone<sup>4</sup>. Ce qui signifie que, dans de nombreuses parties du pays, les femmes n'ont accès à la propriété foncière que par le biais de leurs maris ou de tout autre membre de la famille de sexe masculin et qu'en l'absence de droits garantis, elles perdront inévitablement dans les cas de divorce ou de veuvage.

Les Sierra-Léonais, ainsi que les peuples de tous les pays, considèrent l'accès à la terre comme un droit fondamental parce qu'il leur est nécessaire, pas forcément pour la terre en elle-même, mais pour des raisons de survie, d'implantation humaine (domicile) et à des fins d'investissement. Pour la plupart des Sierra Léonais et pour les femmes des provinces en particulier, la terre représente une ressource essentielle dans leur vie. Invariablement, elle constitue la principale source de subsistance et de richesse matérielle. Cependant, la grande majorité des femmes ne bénéficie pas d'un libre accès aux biens fonciers et l'on pourrait qualifier la plupart d'entre elles de sans-terres puisqu'elles occupent systématiquement des propriétés en fermage où elles exercent une agriculture de subsistance<sup>5</sup>.

2 Recensement de la population et du logement de 2015

3 L'Indice des Institutions Sociales et de l'Égalité entre les Genres (ISEG) de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE) rapporte que si les femmes constituent le groupe le plus important de travailleurs agricoles en Sierra Léone (en Sierra Léone, environ 60 à 80 pour cent des personnes travaillant dans le secteur agricole sont des femmes), elles n'ont jamais eu de droits fonciers garantis, ces derniers étant régis par les lois coutumières. Voir: Institutions Sociales et Indice de Genre (ISIG) de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE), profil pays sur la Sierra Léone, disponible en ligne à : <http://genderindex.org/country/sierra-leone>

4 *ibid*

5 La Politique Foncière Nationale en Sierra Léone, version finale six, p.59

Dans un article publié le 8 Avril 2015, le juriste Sonkita Conteh, Directeur de Namati, affirme que l'application des règles du droit coutumier dans la vie courante a généralement des incidences plus défavorables sur les femmes que sur les hommes. Il soutient qu'au moins 95% du territoire de la Sierra Léone est régi par le droit coutumier. Ce qui signifie que, pour la majorité des citoyens, les règles traditionnelles non-écrites et les pratiques des tribus ou des communautés déterminent qui est en mesure de détenir, d'utiliser ou de transférer des terres. A bien des égards, sur les questions importantes, les femmes sont souvent traitées comme des mineures qui ne peuvent agir sans l'intermédiaire d'un homme. Dans le pire des cas, elles sont considérées comme des biens mobiliers<sup>6</sup>.

Consécutivement à cela, la nouvelle politique foncière nationale elle-même a dénoncé la marginalisation flagrante des femmes selon ces termes :

« En raison de certaines traditions et restrictions culturelles prescrites par les règles de succession selon le droit coutumier, les femmes se voient souvent refuser l'accès à ces terres communautaires ou familiales<sup>7</sup>. »

« Les femmes ne se trouvent pas seulement désavantagées en ce qui concerne l'héritage foncier. En vertu de la prédominance de règles coutumières de succession fondées sur le système patrilinéaire en Sierra Léone, elles sont également dans l'incapacité d'accéder aux terres du fait qu'elles ne sont quasiment jamais dotées de ressources économiques suffisantes pour acquérir des droits fonciers sur le marché libre.<sup>8</sup> »

6 <http://slconcordtimes.com/protecting-womens-land-rights-in-sierra-leones-draft-national-land-policy/>

7 La Politique Foncière Nationale en Sierra Léone, version finale six, p.60

8 Ibid

La situation des femmes s'est cependant dégradée à la suite de l'afflux de sociétés multinationales ayant entrepris des investissements fonciers à grande échelle pour l'agro-industrie ou la production de carburants pour le marché européen. Depuis 2009, lorsque le Président de la République de Sierra Léone a déclaré publiquement que la Sierra Léone était ouverte aux investissements étrangers<sup>9</sup>, le pays a été témoin d'un afflux de multinationales comme Addax Bioenergy, Socfin, Sierra Leone Agriculture, African Minerals, London Mining, etc.

Selon les estimations de la coalition d'ONG « Action for Large-Scale Land Acquisition Transparency (ALLAT<sup>10</sup>) » (Action pour la Transparence dans l'Acquisition de Terres à Grande Echelle), au moins 1 154 777 hectares soit, 21,4% du total des terres arables du pays, ont été loués à des investisseurs étrangers dans le court laps de temps écoulé entre 2009 et 2012.

D'après le rapport de suivi du SiLNoRF (2014<sup>11</sup>), l'arrivée de ces investisseurs a vu la dépossession et l'exclusion des femmes des négociations foncières, les femmes ne bénéficiant pas des revenus locatifs versés aux hommes en raison de leur sexe. Même celles qui étaient les propriétaires légitimes de ces terres ont été victimes de discrimination.

Parmi les tentatives entreprises pour modifier le statut quo des droits fonciers des femmes, en particulier dans la région du nord de la Sierra Léone, le Réseau de la Sierra Léone sur le Droit à l'Alimentation<sup>12</sup> (SiLNoRF) est un nom familier. Grâce à son partenariat avec le Réseau du Service Civil pour la Paix (SCP), le SiLNoRF a intégré les activités de construction de la paix dans ses actions quotidiennes. Il n'est un secret pour personne que la terre est une question délicate en Sierra Léone et, selon Richard et al. 2004, la guerre civile dans ce

9 Le Président de la Sierra Léone, Son Excellence Ernest Bai Koroma, lors d'un discours prononcé à l'occasion du Forum sur le commerce et l'investissement de la Sierra Léone 2009 à Londres (Koroma 2009).

10 ALLAT est un réseau d'OSC travaillant sur les questions des droits fonciers en Sierra Léone.

11 Rapport de suivi de SiLNoRF 2014 sur le projet Addax Bioénergie en Sierra Léone

12 [www.silnorf@silnorf.org](http://www.silnorf@silnorf.org)





*Fondateur et Coordinateur National de SiLNoRF, Mohamed S. Conteh prend la parole sur les droits fonciers des femmes*

pays semble avoir été alimentée en partie par un accès inéquitable aux terres et par des relations de pouvoir inégalitaires, ainsi que par des conflits sur les minéraux<sup>13</sup>. Par conséquent, afin de ne pas causer plus de tort aux communautés dans l'exercice de nos fonctions, l'approche de construction de la paix représente une stratégie majeure pour le SiLNoRF dans sa campagne de plaidoyer.

Le SiLNoRF est d'avis que l'état actuel de la gestion des terres en Sierra Léone pourrait déclencher un conflit dans le pays. Williams et Oredola-Davies (2006) soutiennent cette proposition et ils estiment que :

« La confusion généralisée au sujet des droits fonciers a un impact sur les coûts des transactions et conduit à l'insécurité et à la corruption des fonctionnaires territoriaux »<sup>14</sup>.

<sup>13</sup> Richards, P., Bah, K. et Vincent, J. (2004) « Capital social et Survie: Perspectives d'avenir pour le Développement Communautaire dans la Sierra Léone d'après conflit », Document sur le Développement Social No 12, Banque Mondiale: New York.

<sup>14</sup> Williams, S. et Oredola-Davies, P. (2006) « Land and pro-poor change in Sierra Leone: scoping Study », préparé pour le plan d'assistance conjointe UE-DFID pour la Sierra Léone, juillet 2006.

Selon Abass J. Kamara, coordinateur des programmes du SiLNoRF, une explosion de violence généralisée s'est produite en Sierra Léone au sujet de problèmes fonciers entre les communautés, les investisseurs et l'appareil d'État. Il a cité en exemple des épisodes de la saga African Minerals avec la police, y compris la fusillade et en particulier le meurtre d'une femme qui s'opposait à l'entreprise pour défendre ses terres et son salaire. Il a ajouté que la question du Socfin constitue encore un sujet fâcheux dans lequel les propriétaires fonciers de Sahn Malen Chiefdom et de la société formaient un couple étrange<sup>15</sup>.

M. Kamara a recommandé de prendre des mesures dès à présent pour éviter de futurs conflits fonciers en Sierra Léone. C'est alors qu'il a déclaré que le SiLNoRF maintenait sa position depuis des années pour veiller à ce qu'aucun conflit n'ait lieu dans ses principales zones opérationnelles, comme c'est le cas dans d'autres régions du pays.

« Nous croyons au dialogue et à l'engagement multipartite avec les autorités compétentes dans notre campagne de plaidoyer. Nous pensons que pour parvenir à la paix, la médiation est une stratégie clé et c'est sur ce point que nous concentrons nos énergies. Et le résultat évident est qu'aucun conflit majeur n'a été signalé dans les zones où nous opérons », a déclaré Abass Kamara.

Au fur et à mesure que des progrès s'accomplissent vers la mise en place de systèmes de gestion des terres efficaces en Sierra Léone, il convient de noter que les droits fonciers des femmes prennent de l'importance dans le débat national sur les terres, ce qui est le résultat du travail de plaidoyer des organisations de la société civile et du SiLNoRF en particulier. Au fil des ans, le SiLNoRF a joué un rôle de premier plan dans la promotion des droits fonciers des femmes en Sierra Léone. En 2012, le SiLNoRF a créé un bureau de coordination de la promotion des droits fonciers des femmes au sein de son secrétariat. Les activités de plai-

<sup>15</sup> <https://awoko.org/2011/10/07/conflict-in-pujehun-over-land/>

doyer ont été dirigées par Mariama Tarawali, coordonnatrice des droits fonciers des femmes du SiLNoRF. Mariama Tarawali a obtenu des victoires considérables dans la défense des droits des femmes à la terre. En août 2013, le SiLNoRF, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et des Fonds pour les Droits Humains Mondiaux (FDHM), a organisé la toute première conférence nationale sur les droits fonciers des femmes en Sierra Léone. La conférence a rassemblé cent cinquante (150) représentantes de toutes les régions de Sierra Léone, y compris des autorités locales, des fonctionnaires gouvernementales et des organisations de la société civile, pour débattre des questions touchant l'accès des femmes aux terres et à la propriété foncière.

Cette conférence est devenue la pierre angulaire du changement dans l'histoire des droits fonciers des femmes en Sierra Léone. Les représentantes des femmes présentes à la conférence ont formulé les principales recommandations qui ont incité le gouvernement à privilégier les questions relatives aux droits fonciers des femmes dans le pays. Afin de répondre aux demandes des représentantes lors de la conférence sur les droits fonciers des femmes en 2013, le Comité national d'examen de la politique foncière a formulé une recommandation très ferme en appelant le gouvernement à supprimer toutes les clauses de rétrocession qui entravent le droit des femmes à la propriété foncière. La politique préconisait en outre que les femmes soient propriétaires des terres indépendamment de leurs origines et de leurs différences religieuses et culturelles. Sans aucune hésitation, le SiLNoRF salue les efforts déployés par le gouvernement pour promouvoir les droits des femmes à la propriété foncière, tel qu'il ressort de la politique foncière nationale. De même, il convient de rappeler au gouvernement que nous devons maintenant aller au-delà de l'élaboration des politiques et passer à la mise en œuvre. De plus, les lois désuètes doivent être révisées afin de relever les défis contemporains auxquels les femmes sont confrontées et se conformer aux meilleures pratiques internationales.



*Un échantillon de femmes d'humeur déterminée à l'atelier de Port Loko en août 2107*

En août 2017, le SiLNoRF, en collaboration avec Pain pour le Prochain (BFA)<sup>16</sup>, le Mouvement Mondial des Forêts Tropicales Humides (World Rainforest<sup>17</sup>) et d'autres partenaires, a organisé un atelier international de cinq (5) jours sur les stratégies et tactiques corporatives des compagnies de palmiers à huile en Sierra Leone. Cet atelier a rassemblé plus de soixante-quinze (75) participants dont quatre-vingt pour cent (80%) étaient des femmes mobilisées dans des régions affectées de manière préjudiciable par les activités d'investissements fonciers à grande échelle dans le pays.

À l'issue de cet atelier, une plateforme de mobilisation des femmes a été mise en place dans le but de donner aux femmes les moyens de mener leur campagne en faveur des droits fonciers, appelée « nous voulons récupérer nos terres ». La campagne a été lancée par les participantes après une analyse critique et approfondie des procédés des opérations des entreprises multinationales qui ont une incidence défavorable sur elles et sur leurs moyens d'existence.

<sup>16</sup> <https://breadforall.ch/>

<sup>17</sup> <http://www.worldrainforest.org/>

Lors de l'ouverture officielle de l'atelier, le fondateur et coordinateur national de SiLNoRF; Mohamed S. Conteh a mis les femmes au défi de jouer un rôle central dans la défense de leurs droits. Il a donc déclaré :

« Les femmes sont principalement touchées lorsque les multinationales les dépossèdent de leurs terres. En d'autres termes, lorsque les femmes sont concernées, la société est concernée dans son ensemble ».

Répondant à l'appel pressant des femmes à soutenir leur initiative, le SiLNoRF a officiellement lancé en novembre 2017 la campagne « Nous voulons récupérer nos terres » à Makeni. La cérémonie de lancement a également rassemblé les responsables du groupe de mobilisation des femmes et les principaux membres des quatre régions de Sierra Leone. Les femmes ont eu la possibilité de partager leurs expériences et les défis auxquels elles sont confrontées dans leurs diverses communautés. À la fin de l'événement, les participants ont élaboré des stratégies de plaidoyer et de campagne.

Soulignant certains des défis auxquels elles continuent d'être confrontées en tant que femmes dans les mains des multinationales, Hannah Deen, une défenseuse des droits fonciers dans la chefferie Sahn Malen du district de Pujehun, a souligné que, depuis qu'elles ont perdu leurs terres au profit de Socfin<sup>18</sup>, la vie leur est devenue insupportable. Leurs maris et leurs pères ont commis d'énormes erreurs en permettant à l'entreprise de s'appropriier leurs terres, qui représentent, d'après elles, leur principale source de revenus. Elle a déclaré qu'elles sont maintenant prêtes à soutenir leurs maris pour corriger ces erreurs afin qu'aujourd'hui leurs enfants n'aient pas à souffrir de leurs actes.

<sup>18</sup> <http://ejatlas>conflict>socfin-agric...>

« Avant l'arrivée de Socfin, la vie était bien meilleure pour nous que maintenant. La maigre somme d'argent que la compagnie verse à titre de loyer n'est pas proportionnelle aux avantages qu'elle en retire. Leur venue n'a pas seulement aggravé le niveau de pauvreté ici, mais elle nous a divisés en tant que peuple », regrette Deen.

Selon Madame Deen, à la suite de l'atelier de Port Loko, ses collègues de Sahn Malen, avec le soutien des autres femmes et du SiLNoRF, se sont mobilisées lors de la Journée Internationale des Droits de l'Homme pour organiser une manifestation pacifique contre la compagnie. Elles ont loué deux véhicules pour se rendre à des endroits stratégiques lorsque le personnel de sécurité les a arrêtées en chemin et leur a ordonné de ne pas aller plus loin dans leurs intentions.

« Sans l'intervention opportune du SiLNoRF et d'autres membres de ALLAT, les tensions se seraient accentuées et la situation aurait dégénéré. Le fait qu'on nous interdise d'exprimer notre insatisfaction n'a pas été une surprise pour nous. En de nombreuses occasions, des autochtones de Sahn Malen ont été arrêtés arbitrairement, emprisonnés et empêchés d'évacuer notre colère. Mais cela ne nous dissuadera pas de résister pacifiquement aux agissements des multinationales dans le pays », a-t-elle juré.

Lors de la reprise de la campagne en 2018, le SiLNoRF a également organisé une session de formation/planification d'une journée pour le groupe de mobilisation des femmes le 28 décembre 2017. Selon Lansana Hassan Sowa, chargé de projet du SiLNoRF, qui dirige la campagne de mobilisation des femmes, cette campagne placera ces dernières dans une meilleure position pour prendre les commandes dans la défense de leurs intérêts. Il a soutenu que le SiLNoRF privilégie l'autonomisation des femmes dans la promotion de leurs propres droits, notant que cela aura un effet rapide sur les changements que nous anticipons.

« En tant qu'organisation axée sur les droits de l'homme, le SiLNoRF défend l'égalité entre les hommes et les femmes. Nous sommes d'avis que les hommes et les femmes naissent égaux et que nous devrions jouir de tous nos droits, y compris le droit d'accès aux terres et à la propriété foncière en Sierra Léone » a souligné Sowa.

Le chargé de projet a révélé que l'équipe de campagne travaille assidûment à mobiliser dix mille (10 000) femmes de l'ensemble du pays en 2018. Il a rétorqué que cette mobilisation des femmes aura lieu avant les élections du 7 mars 2018. Les préoccupations des femmes de tout le pays concernant les droits fonciers seront collectées et soumises à divers dirigeants politiques en lice avant les élections. Il a déclaré que si ces préoccupations ne sont pas prises en compte par ces dirigeants potentiels, ils en seront tenus responsables et n'obtiendront pas nos votes.

« C'est la seule façon dont les détenteurs de fonctions publiques peuvent répondre aux préoccupations des femmes. Nous ne voterons pas pour ceux qui ne s'engagent pas à défendre les droits des femmes lors des élections » conclut-il.

Voir sur les pages suivantes la déclaration des femmes qui ont participé à l'atelier de Port Loko.

## Déclaration de Port Loko:

Les femmes disent:

« Nous voulons récupérer nos terres! »

### Les femmes et l'expansion des plantations industrielles de palmiers à huile

Nous, responsables des groupes de femmes touchées par l'expansion des plantations industrielles en monoculture, en particulier les plantations de palmiers à huile, issues de toutes les régions de Sierra Léone et de différents pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale ;

Nous, organisations nationales et internationales engagées dans la lutte pour les droits des femmes et des communautés locales en Afrique, en Amérique latine et en Asie, signataires de cette déclaration, nous sommes réunies du 14 au 15 août 2017 à Port Loko, Sierra Léone

Compte tenu du rôle central que jouent les femmes dans l'entretien de leur famille et la sécurité alimentaire de leurs enfants ;

Compte tenu du rôle essentiel de la terre dans la production de nourriture pour nos familles ;

Compte tenu de l'importance et de la diversité de l'utilisation traditionnelle des palmiers à huile, allant de l'alimentation aux matériaux de construction en passant par les médicaments, qui offrent plus de 30 produits différents d'une grande importance pour les moyens de subsistance des femmes ;

Compte tenu des impacts et des violations des droits humains subis par les femmes, en particulier l'augmentation dramatique des violences sexuelles à l'égard des femmes et des enfants,



suite aux concessions accordées aux compagnies pétrolières qui envahissent les territoires des communautés ;

Compte tenu du devoir des gouvernements de protéger les droits des personnes et des femmes, tels qu'ils sont consacrés dans les diverses conventions internationales relatives aux droits de l'homme qu'ils ont signées ;

Consciente du fait que les femmes jouent un rôle central dans la lutte contre l'accaparement des terres et le dénuement extrême de leurs communautés ;

**Nous dénonçons :**

- ◆ les plantations de monoculture, en particulier les plantations de palmiers à huile, pour avoir privé les femmes de toutes leurs possessions en s'emparant des terres agricoles et des forêts dont elles dépendent pour gagner leur vie et nourrir leur famille.
- ◆ l'expansion des plantations de palmiers à huile, qui a entraîné une augmentation substantielle des prix alimentaires locaux en raison de la perte de terres agricoles pour la production alimentaire et de la nécessité d'importer des denrées alimentaires de régions éloignées, constituant ainsi une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire
- ◆ Les entreprises qui arrivent avec beaucoup de promesses (comme des écoles ou des hôpitaux) qui ne se réalisent jamais.
- ◆ le manque de participation des femmes dans les processus décisionnels liés aux plantations de palmiers à huile, puisqu'elles ne sont ni invitées aux réunions ni consultées, et que les femmes des campagnes de la région ne sont même pas autorisées à posséder ou à acheter des terres
- ◆ que, par conséquent, seuls les hommes sont impliqués dans ces processus décisionnels et que les familles qui n'ont pas de membres de sexe masculin en sont exclues.

- ◆ les chefs et les chefs suprêmes qui acceptent des pots-de-vin, ce qui conduit souvent à des concessions accordées sans le consentement des femmes et de la communauté dans son ensemble.
- ◆ les entreprises qui n'emploient pas de main d'œuvre locale mais font appel à des personnes de l'extérieur, ou qui embauchent les populations locales et pratiquent une discrimination à leur encontre en leur offrant les emplois les moins bien placés dans des conditions de travail précaires, comme les tâches dangereuses impliquant l'application d'agro toxines sans équipement de sécurité adéquat.
- ◆ Les entreprises des plantations et les membres de leurs familles qui considèrent les femmes uniquement comme des ouvrières.
- ◆ les longues heures de travail que les femmes doivent accomplir, mettant ainsi leurs enfants en danger.
- ◆ l'expansion des plantations à l'origine d'une augmentation de la violence et des violences sexuelles subies par les femmes et les enfants, comme le viol et autres formes de harcèlement sexuel, avec pour conséquence le fait que les femmes ne peuvent plus se déplacer librement et qu'elles ont peur de quitter leur maison ou d'aller travailler.
- ◆ l'intimidation et la criminalisation des femmes qui dénoncent les impacts des plantations et la violation de leurs droits.

**Les femmes demandent:**

- ◆ la pleine participation des femmes à toutes les décisions concernant la terre. Les femmes veulent le droit de posséder les biens fonciers et de prendre les décisions concernant la terre.
- ◆ le droit pour les communautés et pour les femmes de dire non aux plantations industrielles de palmiers à huile.
- ◆ le respect des droits des communautés.

- ◆ Le droit pour les femmes de prendre la parole librement.
- ◆ que, au minimum, les conditions de cession des terrains aux entreprises et les contrats respectifs soient révisés et que les entreprises tiennent leurs promesses.
- ◆ L'accès à l'éducation et à la sécurité pour leurs enfants.
- ◆ Que les plantations industrielles leur restituent leurs terres.
- ◆ Une protection contre l'intimidation et la violence envers les femmes et les défenseurs des droits humains.
- ◆ Nous, les femmes voulons récupérer nos terres et nos forêts afin de disposer d'une agriculture qui nous nourrit. Nous voulons un changement qui nous donne la possibilité d'offrir à nos communautés des moyens de subsistance permettant de mener une vie saine et de qualité dans la dignité.

### **Signatories**

1. Women's Action for Human Dignity, Sierra Leone
2. Forum des femmes, Sierra Léone
3. Comité des Droits Humains, Sierra Léone
4. Sabulla Women's Association, Sierra Leone
5. Centre des Femmes pour les Droits Humains et le Progrès, Sierra Léone
6. Tamaraneh Women's Association, Sierra Leone
7. Women's Initiative Forum for Empowerment (WIFE), Sierra Leone
8. Réseau des mouvements de plaidoyer, Sierra Léone
9. Protection des Enfants, Sierra Léone
10. Culture Radio, Sierra Leone
11. Association pour le Développement Durable et la Protection de l'Environnement en Guinée (ADAPE-Guinée),
12. Forum des Femmes pour les Droits Humains et la Démocratie, Sierra Léone

13. Association des Propriétaires Fonciers et des Utilisateurs du MALOA, Sierra Leone
14. Surprise Dem Social Club, Sierra Leone
15. Kataittmma Women's Association, Sierra Leone
16. Munafa Awnie Bom, Sierra Leone
17. Dimdin Women's Association, Sierra Leone
18. Tawopaneh Women's Association, Sierra Leone
19. Makula Landowners and Users Association, Sierra Leone
20. La Plate-forme Ressources Naturelles des Femmes, Libéria
21. Réseau sierra-léonais pour le droit à l'alimentation (SiLNoRF), Sierra Leone
22. United for the Protection of Human Rights, Sierra Leone
23. RADD, Cameroun
24. Mouvement Mondial des Forêts Tropicales Humides
25. Pain pour le Prochain
26. GRAIN

# Des médias responsables sont une condition essentielle à des élections pacifiques et une paix durable

*Par Mustapha Momoh  
et Abdulai Kamara\**

Alors que la Sierra Léone se prépare pour une nouvelle élection démocratique le 7 mars 2018, les médias ont un rôle important à jouer avant, pendant et après les élections. Aujourd'hui, nous savons tous que les médias ont des effets considérables sur notre société, en politique, dans le monde des affaires, dans la vie sociale et à l'échelle planétaire. Les médias sont un élément essentiel à la démocratie et il est impossible de mener une élection démocratique sans les médias. Une élection libre et équitable ne se limite pas seulement à la liberté de voter et à une bonne connaissance des modalités électorales, elle constitue également un processus participatif dans lequel les électeurs contribuent à un débat public et disposent d'informations adéquates sur les partis, les politiques, les candidats et le processus électoral lui-même afin de faire des choix éclairés.

En outre, les médias jouent un rôle crucial dans la surveillance des élections démocratiques, en garantissant la transparence du processus. En effet, une élection démocratique sans liberté de la presse, ou dans laquelle celle-ci serait réprimée, constituerait une contradiction en soi.

En 2005, la conférence internationale annuelle organisée à l'occasion de la Journée Mondiale de la Liberté de la Presse a débouché sur une

\*YMCA Sierra Léone

déclaration soulignant que « l'indépendance et le pluralisme des médias sont une chose essentielle pour garantir la transparence, la responsabilité et la participation en tant qu'éléments fondamentaux d'une bonne gouvernance et d'un développement fondé sur les droits de l'homme ». Par ailleurs, la déclaration exhorte les États membres à « respecter la fonction des médias d'information en tant que facteur essentiel de la bonne gouvernance, indispensable pour accroître la transparence et la responsabilité dans les processus décisionnels et pour communiquer les principes de bonne gouvernance à la société ».

Afin de remplir leur rôle, les médias doivent maintenir un niveau élevé de professionnalisme, d'exactitude et d'impartialité dans leur couverture médiatique. Les cadres réglementaires peuvent contribuer à garantir des normes élevées. Les lois et les règlements devraient préserver les libertés fondamentales essentielles à la démocratie, notamment la liberté d'information et d'expression ainsi que la participation. En attendant, des dispositions, telles que l'obligation pour les médias gouvernementaux financés par les fonds publics d'assurer une couverture médiatique et un accès équitables aux partis d'opposition, contribuent à garantir un comportement adéquat de la presse pendant les élections.

Traditionnellement, le terme médias fait référence à la presse écrite ainsi qu'à la radio et la télévision. Toutefois, au cours des dernières années, cette définition s'est élargie pour englober les nouveaux médias, notamment le journalisme en ligne et les médias sociaux. Le journalisme citoyen gagne énormément de terrain, y compris dans les pays où les médias traditionnels sont contrôlés ou strictement réglementés.

Les sites Web des médias sociaux sont parmi les plus populaires sur Internet. Ils ont révolutionné la façon dont les gens communiquent et se socialisent sur le Web.

Les médias sociaux se définissent comme « un groupe d'applications internet qui s'appuient sur les fondements idéologiques et technologiques du web 2.0 et qui permettent la création et l'échange de contenus générés par les utilisateurs ».

De plus, les médias sociaux dépendent des technologies mobiles et en ligne pour créer des plateformes hautement interactives grâce auxquelles les individus et les communautés partagent, co-crésent, modifient le contenu généré par les utilisateurs et le soumettent au débat.

Ils introduisent des changements substantiels et profonds dans la communication entre les entreprises, les organisations, les pays et les individus.

Ces changements sont au centre du domaine émergent des études sur la technologie et l'identité. Les médias sociaux se distinguent des médias traditionnels à bien des égards, notamment la qualité, la portée, la fréquence, la facilité d'utilisation, l'immédiateté et la pérennité.

Les médias sociaux fonctionnent selon un système de transmission dialogique (sources multiples vers récepteurs multiples). Cela contraste avec les médias traditionnels qui fonctionnent d'après un modèle de transmission monologique (une seule source vers plusieurs récepteurs) (Wikipédia).

Les sites de médias sociaux les plus connus sont: Facebook, WhatsApp, Twitter, Instagram, Viber, Imo, pour n'en nommer que quelques-uns. Dans cette configuration, ces derniers sont devenus un terrain fertile pour les campagnes politiques. Par conséquent, les politiciens ont pris le train des médias sociaux en marche.

## Le rôle des médias avant les élections

L'un des intérêts principaux de la couverture médiatique des élections est le droit des électeurs à une information complète et exacte, ainsi que le droit de participer aux débats et au dialogue sur les questions politiques avec les hommes politiques. Le fait que les partis et les candidats soient habilités à se servir des médias comme d'une tribune d'interaction avec le public fait partie intégrante de cette tâche. En outre, l'Organe de Gestion Électorale (OGE) a besoin de communiquer des informations à l'électorat – ainsi qu'à divers autres groupes, notamment les partis politiques et les candidats. Les médias ont eux-mêmes

le droit de rendre compte librement des événements et d'examiner l'ensemble du processus électoral. Cet examen est en soi une garantie vitale contre l'ingérence ou la corruption dans la gestion ou la conduite du processus électoral.

Les médias devraient veiller à accorder suffisamment de temps d'antenne et de couverture médiatique à tous les politiciens et partis politiques qui se présentent aux élections afin qu'ils puissent communiquer leurs programmes aux électeurs.

### Le rôle des médias pendant les élections – Les élections présidentielles et législatives de 2012 comme étude de cas

Les élections présidentielles et législatives de 2012 ont confirmé le bon fonctionnement du système démocratique en Sierra Léone, mais aussi le rôle important que peuvent jouer les médias dans la régularité, la transparence et la fiabilité des scrutins. Les journalistes se sont rendus aux urnes pour faire des reportages en direct, interviewer des observateurs, des membres des bureaux de vote et le public, afin de vérifier si tout se passait normalement. Ils ont également signalé des irrégularités, des fraudes et des menaces de violence pour amener les autorités à réagir. Des groupes de voyous qui complotaient pour perturber le vote pendant les élections ont été arrêtés après que les médias en aient fait rapport. Et tout au long de la journée, des gens et des dirigeants politiques ont appelé les stations de radio et de télévision pour signaler tout acte répréhensible, afin que les journalistes puissent vérifier les faits et en rendre compte. Le rôle le plus important que les médias ont joué dans le processus électoral s'est tenu après la fin du scrutin. Dans la soirée, les stations de radio et de télévision ont diffusé les résultats en direct depuis les bureaux de vote. Pendant le processus électoral, la fonction sous-jacente des médias consistait à d'établir l'ordre du jour des débats publics.



## Les médias après les élections

Le rôle des médias après les élections constitue également une part très importante de la globalité du processus électoral dans lequel ces derniers s'engagent à prêcher la paix et à tendre la main aux candidats lésés et à leurs sympathisants. Les médias devraient également interpeller les politiciens en leur rappelant les promesses qu'ils ont faites pendant la campagne.

Pour tâcher de mener à bien cette importante mission, les médias devraient s'inspirer des codes d'usage afin de ne pas créer de situations d'agitation et de désordre public.

Le génocide de 1994 au Rwanda constitue un cas d'espèce qui illustre de façon éloquente la manière dont on peut utiliser les médias pour créer des conflits violents ou, pire encore, déclencher un génocide. Le génocide rwandais a été l'une des catastrophes humaines les plus épouvantables du XXe siècle, et les médias ont participé à ce marasme de manière considérable à la fois sur le plan interne et international.

Avant le génocide, les stations de radio et la presse écrite ont été consciencieusement utilisées par les extrémistes pour déshumaniser les victimes potentielles, la minorité tutsie du Rwanda. Pendant le génocide, les extrémistes hutus ont tiré profit de la radio pour mobiliser la majorité hutu, coordonner les assassinats et veiller à ce que les plans d'extermination soient fidèlement exécutés.

Alors qu'une série de terribles massacres de Tutsis était perpétrée et que les signes d'une violence toujours croissante se multipliaient, le Rwanda fut largement ignoré par les médias internationaux.

À un autre niveau, la Sierra Léone, après les élections présidentielles et législatives de 2007 qui ont entraîné une nouvelle configuration politique, a connu une situation dans laquelle We Yone, la station de radio en place du Congrès Populaire Universel (All People's Congress, APC), et Unity Radio, principale radio de l'opposition du Parti Populaire Sierra-léonais (Sierra Leone People's Party, SLPP), ont presque conduit ce pays dans l'abîme du désordre public à cause de leurs mes-

sages de propagande à l'intention des partisans et fidèles de leurs partis.

Sans l'intervention rapide de l'ancien Vice-Président, Alhaji Sam Samuel Sumanna, qui a fermé les deux stations de radio, la situation aurait pu devenir incontrôlable. Bien qu'elle ne fût pas aussi rapide et opportune qu'on pouvait l'espérer, elle était absolument nécessaire, même à ce stade avancé des choses.

Le jugement éditorial, l'appropriation des médias et les préjugés de la presse ont tendance à subvertir et à dicter les opérations des médias, compromettant ainsi un fonctionnement adéquat de ces derniers dans une société démocratique. Même s'il existe un organe de réglementation, ainsi que des textes réglementaires tels que la Constitution de la Sierra Léone, la loi no 6 de 1991 en cours d'examen et l'article 46 de la loi de 1965 sur l'ordre public, certaines institutions médiatiques et certains journalistes continuent de violer la loi.

Enfin, les médias qui servent de porte-parole aux sans-voix ont pour mandat constitutionnel de tenir le gouvernement responsable, transparent et redevable devant le peuple sierra-léonais de par leur rôle de chien de garde.

En l'absence de médias indépendants et responsables et de journalistes professionnels qui respectent la déontologie, les « fausses nouvelles » si populaires menacent le développement pacifique et la coexistence partout sur cette planète.

# Le rôle des médias dans la promotion d'une paix durable

## Les médias en période électorale

*Par Aminata Finda Massaquoi\**

Les élections représentent un processus important dans la promotion des transitions de gouvernance pacifiques dans toute démocratie. Cependant le défi à relever consiste dans le fait qu'un processus qui cherche à promouvoir la paix en soi ou par nature peut être à l'origine de divisions s'il n'est pas manipulé avec soin, car l'outil-même qui crée la démocratie peut aussi créer des tensions, des dissensions et favoriser les scissions chez les différentes factions, tribunes et orientations. Il existe plusieurs étapes dans le processus électoral, notamment les campagnes et les manifestes. Il convient d'autoriser les manifestes parce qu'ils montrent ce qu'un parti politique ou un groupe de personnes veut réaliser en créant le changement désiré dans le système de gouvernance. Il est également juste que les campagnes permettent aux gens ou aux partis politiques de dispenser leurs idées, leurs programmes et leurs plans aux électeurs. Cependant, parce qu'il est nécessaire de présenter à ces derniers des différences marquées, il en résulte souvent d'importantes divisions et un risque de conflit ouvert entre un groupe de personnes et un autre. Il existe de grandes disparités entre les gens et parfois même de la discrimination, parce qu'ils veulent afficher leurs différences. Dans les pays en voie de développement, on a souvent assisté à des divisions ethniques, géographiques, régionales, raciales ou tribales. Ces divisions sont plus prononcées en période électorale et ne

\* Culture Radio

cessent alors d'être soulignées. Alors que les élections sont censées établir les fondations de la paix en permettant la mise en place de gouvernements légitimes, elles valorisent souvent les différences. On ne considère pas les différents programmes comme une variété de choix, mais comme des tribunes exclusives auxquelles chacun doit adhérer, le but étant d'obtenir l'unanimité. La diversité devient un facteur de polarité entre les personnes et conduit parfois à des comportements violents et agressifs. Cela offre par conséquent des opportunités aux acteurs du pouvoir pour en profiter de manière néfaste, manipuler les gens et encourager les crispations. Si les tensions ne sont pas maîtrisées, elles peuvent conduire à un conflit violent, voire à une guerre civile. Il est donc important de se rendre compte que le processus même que nous considérons comme un outil de maintien de la paix et de la démocratie peut également préparer le chaos s'il n'est pas géré correctement.

Par conséquent, nous avons besoin d'un nouvel ensemble d'institutions (le quatrième domaine ou les médias) pour être en mesure de modérer ces tensions et de créer une tribune impartiale à laquelle toutes les parties peuvent participer. Les médias peuvent démêler, pacifier et apaiser les potentialités accrues de conflit afin que chacun comprenne qu'il s'agit seulement d'un processus de sélection entre les diversités. Les médias doivent intervenir vigoureusement car les trois domaines les plus puissants, à savoir la magistrature, le législatif (parlement) et l'exécutif (gouvernement), peuvent subir des déviances lors des élections et ne constituent donc pas un fondement stable. En période électorale, le pouvoir judiciaire n'a rien à faire, à moins qu'une question ne leur soit soumise par voie de pétitions ou que le Parlement ne soit dissous ou hors session, et le gouvernement peut jouer un rôle actif dans l'ensemble du processus, ce qui présage la plupart du temps d'une absence de neutralité dans ses actions.

Un deuxième élément très important pendant les périodes de campagnes électorales est la Société Civile. Elle joue également un rôle essentiel dans l'organisation des activités de non-violence et dans l'éducation des électeurs et la plupart du temps, elle veille de façon très active

à garantir une participation équitable et une absence d'exclusion. Les médias peuvent donc offrir un espace aux organisations de la Société Civile et aux militants des Droits de l'Homme qui se concentrent sur la construction de la paix, en s'assurant que les dirigeants sont responsables de leurs actes et qu'ils mettent également l'accent sur la prévention des conflits. Les médias disposent des canaux de communication et ils ont également la possibilité d'illustrer les enjeux à travers leurs écrits ou leurs émissions en offrant un choix clair à l'électorat. Les médias peuvent veiller à ce que l'on consacre davantage d'attention aux plans et aux manifestes des différents acteurs qu'à leurs origines ethniques, religieuses ou régionales. Ils peuvent aussi dénoncer toute mauvaise pratique autour des élections. Bien sûr, ils doivent aussi se méfier des préjugés. Il faut veiller à ce que leurs rapports soient justes et exacts et qu'ils créent une tribune ouverte à tous les acteurs. Les médias ont un rôle clair à jouer pour dénicher les faits qui peuvent exposer, et idéalement contrer, les agissements de mauvais dirigeants qui provoquent des tensions. Les médias peuvent généralement apporter leur soutien à la Société Civile et montrer ainsi leur aptitude à promouvoir la paix : ils mettent en lumière les activités de corrélateurs en mesure d'aider les communautés en conflit potentiel à identifier leurs intérêts communs, car les scissionnistes et autres facteurs de division se placent souvent à l'avant-scène en période électorale. Les médias devraient alors servir de source fiable d'information et s'en tenir aux faits dans leurs pronostics et leurs prédictions, car chaque fois que les médias font preuve de partialité, le besoin d'information et d'analyse du public est laissé aux mains des politiciens. Seuls les médias non-partisans peuvent faire ressortir les faits réels de ce que les sondages d'opinion ont révélé et ils doivent être prudents sur la façon dont ils les communiquent.

En un mot, les institutions médiatiques détiennent une grande responsabilité en ce qui concerne le changement pacifique dans la société et, quelles que soient leurs opinions personnelles, les journalistes et les employés des médias doivent faire leur travail de manière professionnelle et non partisane.

# Les médias en zone de guerre latente – un exemple de l’est de la RDC

Par Kennedy Muhindo Wema\*

## I. Un contexte compliqué

Bien que tourmentée par des combats persistants, dans la partie Nord du Nord Kivu (que certains appellent « *Grand Nord* » en opposition à la partie sud de la même province, une connotation que je désapprouve) la fête fait partie de la culture locale. En fait, elle est non seulement une occasion d’exprimer sa joie de faire partie d’une humanité sereine, mais aussi surtout, ces derniers jours, les festivités font partie d’une certaine manière, d’une occasion de se défouler, d’oublier un peu ces morts de tout bord, oubliés et/ou ignorés, ainsi que ces otages, membres des familles dont on a plus de nouvelles, qui galèrent dans les rangs des miliciens et autres rebelles dans les brousses et forêts de Nord Kivu.

Ce 24 décembre, c’est la veille de la festività de Noël 2017. Dans tous les villages et villes, ce sont des chèvres, des porcs et même des vaches qui ont été immolés. Les paysans ont envahi les rues des villes pour venir non seulement vendre quelques produits de leurs champs, mais aussi s’acheter, qui un habit neuf, qui une paire de chaussures, un autre un pagne... Question de respecter la coutume festive. Les paroisses chrétiennes ont été décorées par des bananiers fraîchement tranchés et autres plantes sauvages. Des crèches y ont été dressées pour commémorer la venue du Messie... Rien d’imprévisible ne semble pouvoir venir perturber ces préparatifs grandioses qui précèdent Noël depuis des

\* journaliste et activiste pour la paix à Butembo, RDC

lustres... Seulement voilà, au petit matin du réveillon, des personnes non autrement identifiées vont s'attaquer à un symbole de l'Etat et pas n'importe lequel : la résidence privée du président Joseph Kabila sera incendiée pendant la nuit... Située dans une ferme à une douzaine de kilomètre du centre-ville de Butembo, elle a été complètement consumée par les flammes allumées par des « *inciviques* »<sup>1</sup>.

La radio Moto, une radio catholique de grande renommée, est la première à diffuser l'information. En réalité, d'autres radio de la ville étaient informées mais ont franchement hésité. Elles se sont simplement auto-censurées. « *Nous avons eu l'information vers 6 heures du matin, et de sources sûres, que des gens avaient attaqué et brûlé la maison du président mais nous nous sommes dit de ne pas en parler, juste d'attendre que ses voisins le confirment* », nous a déclaré un rédacteur en chef d'une radio de Butembo. Et ça ne s'est pas arrêté là. Un des responsables de la radio Moto nous a assuré, lui aussi sous anonymat, ensuite que les pressions s'en sont suivies : *Comment avez-vous eu l'information ? Pourquoi l'avez-vous diffusée sans attendre que les autorités se prononcent ? Avez-vous mesuré ce que cela implique et peut vous causer comme préjudice ?*

Donc dans la foulée, une information comme celle-là, pourtant avec des faits vérifiés, les radios de Butembo ont réussi à gérer la pression ? Malgré l'empressement des leaders locaux à vouloir politiser l'incident et coller la responsabilité aux fils de la région, les radios ont joué leurs rôle, celui de l'apaisement. Elles sont restées dans les faits sans accuser quiconque. Pourtant, tout le monde craignait l'exaspération de la situation. La résidence du président ne peut pas brûler et que cela soit perçu comme un fait banal. Mais les journalistes de cette partie du pays ont compris leur rôle. Exercer dans une zone en conflit permanent exige un sens profond des responsabilités au risque d'embraser une situation déjà incertaine.

1 Jusqu'au moment où nous couchons ces lignes, les auteurs de cet acte n'ont pas été formellement identifiés encore moins les vraies circonstances dans lesquelles cet incident s'est produit.

## II. L'embarras du comportement

Dans la région, il y a des dizaines des groupes armés qui pullulent avec des noms parfois évocateurs : maï maï Malaïka (anges) ou Mazembe (au nom de l'Equipe congolaise de foot la plus célèbre –mais sans rien à voir avec-), maï maï Shetani (satan)... Et chaque groupe veut bien sûr avoir droit au chapitre dans les médias. Mais comment faire sans blesser une autre sensibilité car ces groupes hétéroclites sont autant antagonistes... Dans cet environnement, les journalistes sont entre le marteau et l'enclume... Le journalisme n'est pas un travail facile. Non seulement il demande un sens profond de l'engagement, mais encore et surtout l'exercer exige d'admettre les risques comme le dit si bien le site [www.official-prevention.com](http://www.official-prevention.com) « *Les journalistes doivent faire face aux risques psychosociaux et physiques d'une profession soumise au stress à la fois de la rapidité et de la qualité de l'information à délivrer, aux dangers des déplacements fréquents, notamment en zones de conflits armés, ou proches de catastrophes ou d'accidents, d'attentats ou relatifs à des faits divers dramatiques* »<sup>2</sup>.

En fait, les journalistes d'ici ont réussi, à leur manière ou d'une certaine façon à appliquer les principes de Johan Galtung, le célèbre critique du journalisme de guerre. Parmi tant d'autres, ils osent au moins dissocier la propagande (uniquement dans le cas spécifique des conflits armés dans la région) des intérêts de toutes les forces.<sup>3</sup> Certes, tous les journalistes de la région ne sont pas saints comme des anges. Les fourbes ne manquent pas mais je crois qu'il y a lieu de les comprendre sans tout autant les absoudre. Ils sont souvent les premiers à se retrouver sur les lieux des crimes ou des combats avant même les autorités. Ils sont pris pour des porte-paroles attitrés par la population. Ils incarnent même un sens de leadership social qu'on ne s'étonne pas d'entendre les

2 [http://www.official-prevention.com/formation/fiches-metier/detail\\_dossier\\_CHSCT.php?rub=89&ssrub=206&dossier=562](http://www.official-prevention.com/formation/fiches-metier/detail_dossier_CHSCT.php?rub=89&ssrub=206&dossier=562), septembre 2016

3 Lire utilement Johan Galtung, *The missing journalism on conflict and peace and the middle east*, Transcend 2005, [www.transcend.org](http://www.transcend.org). Traduction : Laurie Mécréant



gens perpétuer dans des affirmations comme : « *la radio n'a pas encore dit* ». Et c'est le cas, même les autorités n'ont pas de choix pour s'adresser à leurs gouvernés. « *Lorsqu'il y a des combats, c'est la parole de la radio qui est attendue pour que les paysans regagnent leurs logis. Aussi longtemps que la radio n'a pas encore dit un mot, les gens continuent à attendre, à se terrer en brousse* », témoigne Halisi Kakule de la radio rurale de Kanyabayonga.

Mais le problème est que les journalistes de la région, une grande partie en tout cas, se sont formés sur le tas. Ils n'ont pas fait les grandes écoles. Pourtant la radio s'est imposée ici comme un média incontournable et ce sont des animateurs sans aucune formation en journalisme qui bricolent, s'identifient à un tel journaliste célèbre d'un média bien connu pour devenir, au fur et à mesure, dans le temps et dans les faits, le journaliste de son village, pour ses concitoyens qui ensuite lui font confiance. Ceux qui ont eu la chance de faire des études de journalisme s'occupent ensuite, malgré les maigres moyens, de former, tant qu'ils le peuvent, les autres qui expriment réellement le besoin d'apprendre et de s'améliorer. En fait, dans la région, il se pratique un journalisme de paix appris sur le tas de la conscience personnelle et collective à la fois. J'ai tendance de dire qui part du bon sens.

La difficulté permanente, c'est lorsque les forces loyalistes se battent, et c'est très fréquent, contre les miliciens. On ne sait à quoi s'en tenir parfois. Figurez-vous que des rebelles occupent la cité et viennent à la radio. Ils exigent que leurs messages soit passé intégralement. Ce sont des gens sans foi ni loi. Vous risquez votre vie si vous vous y opposez. Or vous avez un devoir patriotique en tant que citoyen. Et de là se poser la théorie qui revient souvent : « *Faut-il dire la vérité ? Oui, assurément, mais pas n'importe comment, n'importe où, n'importe quand. Rien que la vérité ? Sans aucun doute. Toute la vérité ? Eh bien non ! Qui peut se vanter de ne l'avoir jamais fait ? Je défie qui que ce soit de me prouver qu'il n'a jamais tenu compte des intérêts de sa famille, de son entreprise, de son avenir. Alors, pourquoi ne tiendrait-on pas compte de sa société, de sa nation, des intérêts de la République, des idéaux de l'humanité,*

*un peu comme dans la profession de foi célèbre de Montesquieu ? (...) »<sup>4</sup>* Alors souvent, pour éviter de se retrouver dans une situation compromettante, les directeurs des radios préfèrent seulement fermer la radio, momentanément, le temps que la situation se calme. « *Malheureusement il arrive que les belligérants s'en prennent aux installations des médias. Ils ont pillé les installations de la radio Victoire Horizon de Kipese en date du samedi 15 juillet 2017. Ce n'est pas facile mais nous faisons avec* », témoigne Amuri Kasongo, coordonnateur des chaînes de Radiotélévision Victoire Horizon.<sup>5</sup>

### III. S'imposer une discipline de mieux faire

Pour exercer dans une zone de conflit permanent comme le nord du Nord Kivu, il faut s'appliquer aux principes. Il faut s'engager absolument au principe de mieux faire. Il faut aussi comprendre, même dans les faits, à croire en la paix. La paix est en fait une question de comportement. Ce ne sont pas que des vains mots que les journalistes doivent raconter à la radio sans les vivre. On ne peut pas prêcher la paix que par les paroles. Ça passe mieux lorsqu'on vit le comportement de paix. S'engager pour un journalisme de paix (même lorsqu'on vit et on travaille dans une zone de guerre), est plutôt une question de choix. On travaille d'abord pour ses concitoyens. Le journalisme de paix, au contraire du journalisme de guerre est orienté vers le conflit, les personnes, et la solution. Alors que le journalisme de guerre s'oriente vers la violence, la propagande, les élites et la victoire. Cette nuance est un atout maîtrisé, presque spontanément par les journalistes du nord du Nord Kivu.<sup>6</sup>

4 Daniel J. dans : *Le Nouvel Observateur*, Paris, 21 septembre 1995, p. 3

5 Plusieurs médias ont été vandalisés par des forces de tout bord, comme les installations de la Radio Moto à Masereka Kaviniro le dimanche 08 octobre 2017 après des affrontements entre FARDC et les miliciens maimai

6 Laurie Mécréant dans *Alternatives non violentes*, 2012

Nous avons eu l'occasion, pendant plusieurs années de rencontrer et d'exercer avec des journalistes de la région. On peut affirmer, qu'ils ont ce sens de l'engagement de travailler pour leurs concitoyens pour l'intérêt de la paix. Même lorsque des politiciens de tout bord ont créé des radios pour leurs propagandes, on sent une certaine démarcation entre servir le politique et la population. Cette manière de faire serait meilleure si ensuite ils bénéficiaient des formations spécifiques au journalisme de paix. Ils contribueraient mieux, pas seulement à maintenir la paix sociale entre peuples, mais surtout à renforcer cette paix fragile menacée par les groupes armés qui écument les campagnes.

# La paix n'est pas un mot, la paix est un comportement

*Par Evariste Mfaume\**

« Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH en sigle est une association sans but lucratif de droit congolais. Créée le 20 Mai 2003 à la suite des turbulences de la politique générale en RDC, particulièrement en territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga au Sud-Kivu. SVH est impliquée dans les activités de recherche, d'analyse sur les thèmes paix et transformation des conflits, droits humains, ressources naturelles ([www.svh-rdcongo.org](http://www.svh-rdcongo.org)). Dans le cadre du réseau du Service Civil pour la Paix, les efforts de SVH sur le terrain dans la construction d'une culture de paix et de non-violence sont appuyés par le Service Chrétien international pour la Paix « EIRENE » depuis 2015.

## Efforts de la société civile dans la pérennisation de la paix au Sud-Kivu

---

Le dialogue au service de la paix et de la non violence :  
Jeunes vecteurs de paix dans les hauts plateaux de Fizi et Mwenga

Depuis septembre 2017, « Solidarité des Volontaires pour l'Humanité » SVH met en œuvre le projet intitulé « Vijana Tunaweza » (Jeunesse nous pouvons) dans les hauts plateaux de Fizi et Mwenga ; groupements de Basimukinji et Basimwenda (en territoire de Mwenga) et

\* Coordinateur de SVH

groupement Basimunyaka Sud (en territoire de Fizi). Le projet Vijana Tunaweza cherche à réduire la marginalisation sociale et politique des jeunes hommes et femmes dans ces zones à travers le renforcement du leadership des jeunes, la promotion d'une citoyenneté responsable et active et la création d'espaces d'échange entre les jeunes et les autorités pour discuter des questions qui concernent les jeunes et ensemble trouver des voies de sortie pour consolider la paix. Ils bénéficient une formation systématique sur la sensibilité au conflit et au genre, sur le leadership, sur l'entreprenariat, sur les techniques de prévention et gestion non violente des conflits. Ces jeunes, cloisonnés pour la plupart dans cette zone très enclavée de la province du Sud-Kivu, composés essentiellement des communautés Babembe, Banyamulenge, Bafuliru, Banyindu, pensent dans leur for intérieur que la réalité de vie dans leur village est la référence de la situation dans toute la province du Sud-Kivu, dans tout le pays en RDC, dans la région des Grands-Lacs. Ils vont heureusement à la découverte d'autres jeunes, d'autres idées, d'autres expériences pour leur épanouissement, ils véhiculent aujourd'hui des messages de paix à leurs pairs, deviennent des éducateurs de la nouvelle culture de paix et de non-violence. Pendant deux ans cette mise en connexion va concerner les jeunes au niveau local; parallèlement au niveau régional, les expériences de paix et de réconciliation des jeunes dans les pays voisins notamment au Burundi et au Rwanda seront capitalisées.

### Tribunes d'expression populaire

Ce sont des espaces de dialogue public qui mettent en connexion les autorités et la communauté sur les questions centrales concernant les enjeux de paix dans des villages. Les jeunes et les femmes qui souvent n'ont pas droit au chapitre sont activement impliqués dans ce processus et contribuent aux réflexions. Au fur et à mesure, cette familiarisation de la population avec les tenants du pouvoir rapproche les deux parties ; certaines autorités intériorisent le fait que la population est une entité partenaire indispensable dans l'identification et la construc-

tion participative des solutions de paix. Il en est de même pour les questions relatives à la sécurité ; Solidarité des Volontaires pour l'Humanité « SVH » est à pied d'œuvre avec cette innovation sur la participation de la population dans le processus de protection des civils dans les hauts plateaux de Minembwe et Itombwe. Malgré la prééminence des groupes armés locaux dans cette zone, les autorités locales, les leaders communautaires, religieux, les jeunes, les femmes et les médias travaillent ensemble dans les analyses du contexte afin d'acquérir un regard critique sur la situation avec des propositions concrètes sur les enjeux de cohabitation pacifique et de bonne gestion de la transhumance entre les agriculteurs et les éleveurs. SVH travaille pour le renforcement de la résilience de la cohabitation entre réfugiés Burundais et communautés d'accueil le long des villages Lusenda, Lulinda et Katungulu I et II dans le territoire de Fizi. Des points connecteurs notamment la solidarité de la communauté d'accueil qui aujourd'hui offre gratuitement aux familles qui en expriment le besoin des lopins de terre sur une durée limitée de la saison culturale. Depuis Octobre 2017 sur 108 ménages de réfugiés burundais vulnérables demandeurs de terres, 56 ménages exploitent effectivement les espaces de terres reçues, les autres sont en voie de préparation des travaux et le processus est bien en cours. Les églises et les mosquées sont des lieux de confiance qui rapprochent les deux communautés dans une communion fraternelle ; les marchés étant les mêmes, les deux communautés vendent et s'approvisionnent mutuellement, les intérêts économiques communs dépassent les stéréotypes, les préjugés, la haine et contribuent à la construction de la paix et de la cohésion sociale.

### Analyses du contexte

De Février à Mars 2017 nous avons vécu des affrontements violents opposant les pygmées et les éleveurs Banyamulenge et Fuliru ; il s'agit d'une répercussion du conflit intercommunautaire des provinces de Tanganyika et de Maniema vers le territoire de Fizi. Des affrontements

violents, entre les pygmées d'une part et les éleveurs Banyamulenge et les migrants Fuliru d'autre part, ont été à la base des déplacements massifs des premières vagues des populations des villages touchés par les conflits armés vers les villages de Ngalula, Nyange, Lubichako, Butale et Tulonga en territoire de Fizi. Les manipulations des stéréotypes identitaires, les intérêts économiques sont au centre de cette nouvelle donne qui risque de faire monter la violence, radicaliser les conflits aux confins des provinces du Tanganyika, du Sud-Kivu et du Maniema, dans une zone déjà fragilisée par des conflits liés à la transhumance avec comme conséquences des attaques répétées contre les éleveurs Banyamulenge suivies de morts d'hommes et de vol de bétail. Le contrôle de la terre et des pâturages reste le gros enjeu économique au centre de ce conflit. A cela s'ajoute le contrôle de l'espace Ngandja pour avoir la main mise sur les sites miniers de Ngandja, Nyange, Ngalula, Lubichako, Butale, Misisi et Lulimba, avec des liens sur les foyers de tension de Misisi dans le territoire de Fizi et de Namoya dans le territoire de Kabambare, entre les communautés riveraines et les multinationales Leda Mining (CASA Mining) et Banro dont la cohabitation pose de sérieux problèmes en termes de modes de revendications, droits, devoirs, responsabilités et développement communautaire...

Pendant la semaine du 29 Juin au 5 Juillet 2017, il y a eu des affrontements armés entre les FARDC et les Maï-Maï de la « Coalition du Peuple pour la Souveraineté du Congo » CNPSCs conduits par Yakutumba ; les populations des villages Namisha, Isee, Akela, Lubondja, Lulimba, Misisi, Lubichako, Ngalula et Nyange étant directement affectées, cette situation va provoquer un mouvement de déplacement massif de la population estimée à plus de 200 000 personnes. Selon le témoignage des déplacés, plus de 2000 personnes tous âges confondus ont pris la direction du lac Tanganyika en escaladant les massifs de Ngandja à partir de Ngalula, Lubichako et Misisi. Epuisées par un voyage pénible de trois jours dans la forêt et sans provisions en nourriture et en eau, 8 personnes dont 3 femmes, 3 enfants et 2 hommes, ont perdu la vie, abandonnées par les leurs sans moyens ni de les aider ni

de les enterrer. Ces mêmes sources rapportent les cas d'accouchement de 3 femmes dans des conditions horribles sur le chemin du déplacement, sans oublier 3 enfants morts par noyade en franchissant la rivière Kimbi qui sépare Misisi, Lulimba du village Kalonda Kibuyu. Il est important de noter que les anciens déplacés en provenance de Tanganyika et de Maniema ont subi un second mouvement de déplacement avant de rentrer par la suite sur leurs sites de déplacement initial. La compétition liée à l'accès aux moyens de subsistance entre ces derniers et les familles d'accueil reste un potentiel de conflit entre ces deux couches au regard de la précarité économique des communautés hôtes. Depuis le mois d'Aout 2017, ces milliers de déplacés sont de retour dans leurs villages d'origine et présentent une situation humanitaire dramatique.

Nous devons affronter des problèmes humanitaires, sociaux et économiques, mais qui sont initiés voir renforcés par des manipulations culturelles et des préjugés et haines inter-ethniques. Tout cela sur fond de malgouvernance. L'attitude souvent irresponsable de la classe politique vient s'y ajouter...

### Actions de plaidoyer

Devant ce contexte complexe, SVH a mobilisé des leaders communautaires, des autorités à différents niveaux dans des séances de travail, pour leur rappeler leurs obligations par rapport à la protection des civils. Nous avons insisté sur les questions des droits et libertés fondamentaux, de la lutte contre l'impunité, de la protection des défenseurs des droits humains ; ceci a pu limiter les effets collatéraux des opérations militaires sur les populations civiles jusqu'à ce jour.

La section « monitoring de la situation des droits humains » de SVH a compilé des informations vérifiées sur l'évolution de la situation sur le terrain, des cas concrets bien documentés ont servi à alimenter des alertes rapides, des notes techniques de plaidoyer. Notre collaboration avec le bureau des affaires humanitaires des nations unies UNOCHA



à Uvira a contribué à organiser des missions d'évaluations multisectorielles sur le terrain pour s'enquérir de la situation humanitaire à travers des entretiens avec des communautés, des risques, les menaces de protection avec des propositions concrètes au niveau des différentes unités des clusters.

En Juillet 2017, profitant de la visite à Baraka du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et patron de la MONUSCO, Mamane Sidikou, l'équipe SVH lui a présenté une note technique de plaidoyer sur la protection des civils pendant les opérations militaires des FARDC avec l'appui de la MONUSCO contre les groupes armés.

### Lutte contre la justice populaire à Fizi

Contrairement aux valeurs culturelles locales qui considèrent la mort d'une personne humaine comme une rupture, un événement malheureux affectant la communauté toute entière où les voisins manifestent toute la solidarité aux familles éprouvées et les accompagnent dans le recueillement, depuis 2015-2016 un phénomène inhumain a pris une ampleur très inquiétante dans le territoire de Fizi en général et plus particulièrement dans le littoral du secteur Tanganyika où, à chaque mort, des groupes de jeunes se resserrent auprès des guérisseurs traditionnels qui leur révèlent une liste de personnes qui auraient causé ce décès. Avec une brutalité inimaginable, ils s'en prennent aux personnes suspectées de sorcellerie au sein de la famille éprouvée ; elles sont spontanément tabassées, lynchées, lapidées, brûlées avec de l'essence et elles meurent assassinées au vu et au su de tout le monde. Dans la plupart des cas, des personnes du troisième âge et surtout des vieilles femmes sans défense sont victimes de cette violence. En plus d'une recherche participative de terrain qui a accompagné des groupes de leaders locaux dans la zone (notamment les responsables religieux, les organisations de la société civile, les groupements de femmes, de jeunes) dans les actions de sensibilisation axées sur la lutte contre les actes de justice populaire, SVH, avec l'appui technique et financier de EIRENE, a tra-

vaillé sur les conséquences et ouvert des espaces de dialogue sur la paix et la réconciliation.

### Emissions publiques/ débat délocalisé à Makobola

Récemment, en synergie avec la Radio Maendeleo basée à Bukavu et la Maison de la presse composante média et paix basée à Bujumbura, SVH a organisé le 17 décembre 2017 à Makobola un débat délocalisé sur la justice populaire. Des membres des familles des victimes, des témoins, des jeunes, des autorités coutumières et policières ont pris part aux échanges devant un large public. Divers engagements contre la justice populaire ont été pris par le chef de village, le représentant de la police, la représentante de la DLP et les autres membres des communautés : « ... plus jamais de justice populaire à Makobola ... proactivité de la police nationale congolaise pour faire face à la justice populaire... instruction ferme des dossiers en justice.... échange d'informations en termes d'alertes rapides dans une coordination à renforcer par la Dynamique Locale de Paix et les autres acteurs ». Ce débat en direct relayé par les médias locaux couvre l'ensemble de la province du Sud-Kivu. A travers le dialogue, la communication non violente, les engagements pris vont dans le sens de construire la confiance entre les autorités en place et les communautés à la recherche de solutions collectives de paix.

### Les échanges intercommunautaires

Au niveau local il y a des mouvements de jeunes de la communauté Bashi qui se déplacent à véhicule ou à pied en provenance de Bukavu et ses environs vers les hauts plateaux des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga. Ils sont appelés communément « les chinois » à cause de leur esprit entrepreneurial. Ils alimentent cette zone difficilement accessible en produits de première nécessité, et ils en ramènent des produits

des champs, de l'élevage et des minerais ; ils tissent des relations et ces échanges sont précieux pour le renforcement de la cohésion sociale.

Au niveau régional, en observant au jour le jour les mouvements des échanges économiques transfrontaliers des femmes, des jeunes et des hommes entre le Burundi et les territoires de Fizi et d'Uvira d'une part et entre la Tanzanie et les territoires de Fizi et d'Uvira d'autre part, il y a lieu d'espérer que les réalités de la vie quotidienne des communautés entretiennent un climat de bon voisinage qui dépasse de loin les intérêts politiques et diplomatiques des Etats concernés et les interpellent pour faire avancer la libéralisation de ce secteur.

Une paix pérennisée ne pourra être atteinte par de seules interventions militaires ou politiques appuyées par les Nations Unies, les différents pays de la région, ou venant de Kinshasa à l'autre bout du pays. Il s'agit surtout de construire une culture de cohabitation et de paix parmi les populations locales au niveau provincial, national et régional.

## « Le lumpen-radicalisme et autres maladies de la tyrannie »<sup>1</sup>

Inspiré par l'arrestation au Cameroun de l'écrivain Patrice Nganang puis son expulsion, le philosophe Achille Mbembe s'interroge sur la place de l'intellectuel dans le champ politique, les moyens de résister à une dictature et comment imaginer le changement.

*Par Achille Mbembe\**  
*LE MONDE du 28. 12. 2017*

De la fin de la période coloniale jusqu'au début des années 1990, la grande majorité des Africains vivaient sous des régimes civils ou militaires. Capitalistes ou socialistes, les adjectifs importaient peu. La décolonisation n'ayant guère ouvert la voie à la démocratie, il s'agissait généralement de régimes de parti unique à la tête desquels se trouvait un tyran. En Afrique australe, où les Européens avaient établi des colonies de peuplement à diverses phases de la longue expansion impérialiste, la ségrégation raciale était la loi. Les Nègres n'étaient tout simplement pas des sujets politiques de droit, et tout le reste découlait de ce principe fondamental.

Après la chute du mur de Berlin, d'importants mouvements protestataires portés pour l'essentiel par une coalition hétéroclite de forces autochtones avaient conduit à une relative libéralisation du champ poli-

<sup>1</sup> [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/28/le-lumpen-radicalisme-et-autres-maladies-de-la-tyrannie\\_5235406\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/28/le-lumpen-radicalisme-et-autres-maladies-de-la-tyrannie_5235406_3212.html)

\* Achille Mbembe est professeur d'histoire et de sciences politiques à l'université du Witwatersrand. Son dernier ouvrage, *Politiques de l'inimitié*, a été publié aux éditions La Découverte.

tique, à la fin des partis uniques et à l'arrimage de nos économies aux principes du marché. C'était dans la foulée du déclin et de la disparition du communisme en Europe de l'Est, avant ce que l'on appellera plus tard « les printemps arabes ».

## Le futur bloqué

Près d'un quart de siècle après ces expériences de mobilisation, le paysage n'est guère reluisant. Aujourd'hui, à peine cinq Etats postcoloniaux peuvent se targuer d'être des régimes véritablement démocratiques. Pour tous les autres, la démocratie demeure une métaphore. Certes, les coups d'Etat militaires sont devenus rares, mais dans bien des cas, la politique est toujours vécue comme une forme à peine simulée de la guerre, tandis que la force armée en tant que telle est loin d'être le monopole des Etats constitués. Les marchés de la violence ne cessent de proliférer, et le fusil est en passe de devenir un outil de travail comme un autre.

Par contre, à peu près partout, le multipartisme est devenu la règle. Mais dans beaucoup de pays, notamment en Afrique centrale, l'alternance démocratique est inconnue. Le cycle politique de la nation se confondant avec le cycle biologique du tyran, évoquer en public la mort de ce dernier relève du blasphème. Le pouvoir ne change de mains qu'à sa mort, à l'occasion de sa fuite à l'étranger ou lors de successions manipulées. Là où ils ont néanmoins eu lieu, les changements de dirigeants ne se sont guère soldés par des transformations systémiques tant dans la pratique institutionnelle que dans la culture du pouvoir. Souvent, les choses ayant pris un cours plus néfaste qu'auparavant, beaucoup, frappés par un mélange de nostalgie et de mélancolie, se sont retrouvés à souhaiter le retour au passé.

L'on n'est donc pas sorti de la crise de légitimité qu'accusaient maints régimes politiques africains avant la libéralisation relative des années 1990. Sur le plan philosophique et culturel, cette crise avait pour cause principale leur incapacité à débloquer le futur. L'absence de tout futur

qui serait qualitativement différent du présent n'a guère été surmontée. A de rares exceptions près, la mécanique des élections est partout enrayée. Celles-ci font l'objet de trucages généralement cautionnés par les observateurs internationaux. Loin d'être des catalyseurs de changement, les cycles électoraux sont devenus synonymes de cycles sanglants. Les « démocraties à l'africaine » ont montré qu'elles pouvaient se conjuguer à presque tous les genres – restaurations autoritaires, successions de père en fils, pouvoirs à vie, voire changements à la tête de l'Etat impulsés par des mouvements armés ou par des forces étrangères appuyées par des mercenaires.

En réalité, plusieurs régimes autoritaires ont entrepris – et parfois réussi – leur mutation au début de ce siècle. S'appuyant sur la dérégulation et la privatisation d'économies autrefois régentées par l'Etat, ils ont su greffer leurs pouvoirs sur les réseaux de la finance et de l'extraction à l'échelle globale, qui leur confèrent une relative immunité. Ce faisant, ils ne sont plus comptables devant leurs sociétés.

Par contre, ils ont pu s'acheter de puissants appuis au sein de celles-ci. Mises ensemble, ces forces dont on ne saurait négliger les dimensions internationales défendent le statu quo. Elles sont les mieux organisées. Elles disposent de la force des armes, de l'argent, de solides réseaux locaux et internationaux. Elles édictent des lois qui leur sont favorables et disposent de tribunaux pour les appliquer ou, le cas échéant, pour les ignorer et les contourner. Ce bloc au pouvoir n'est pas dénué de contradictions internes. Avec les élites qui en ont pris la tête et ont « capturé » l'Etat, il est en partie le résultat de l'économie d'extraction lorsqu'elle se greffe aux circuits de la financiarisation.

## Résistances sporadiques et informelles

Face à ce bloc mû par une véritable conscience de classe et déterminé à défendre ses intérêts jusqu'au bout, voire à changer de camp si les circonstances l'imposent et pourvu que le système reste en place, la société ne parvient guère à faire corps. Encore moins à faire mouvement. La

multiplication des organisations non gouvernementales, la prolifération des pasteurs et de leurs églises, la libéralisation des médias, l'accès aux nouvelles technologies n'ont guère permis l'émergence de véritables contre-élites et contre-pouvoirs. En dépit de résistances sporadiques et informelles, les sociétés ont montré qu'elles pouvaient presque tout encaisser – les guerres sanglantes, les épidémies et calamités les plus horribles, les désastres écologiques et leurs cortèges de famines et de sécheresses, des niveaux vertigineux de brutalité sociale et d'inégalités économiques, voire des massacres et au moins un grand génocide.

Au fond, comme à l'époque coloniale, de nombreux Africains n'ont pas seulement l'impression d'être privés de futur et par conséquent de n'avoir rien à perdre. Très peu d'Africains sont libres de choisir leurs dirigeants ou de se débarrasser, par des moyens pacifiques, de ceux dont ils ne veulent plus.

Gouvernés pour l'essentiel contre leur consentement, nombreux sont ceux qui ne croient plus en la démocratie. Certains, désormais, luttent contre le concept. D'autres contestent ce dernier par toutes sortes de moyens. La plupart rêvent d'un homme fort et providentiel, à qui ils pourraient déléguer toute responsabilité à l'égard de leur vie et de leur avenir. D'autres encore sont en quête de meneurs capables de tout détruire, convaincus que rien de ce qui renaîtra ne sera pire que ce qui existe dans le présent.

Si tel est effectivement le moment historique dans lequel nous nous trouvons, alors la question se pose de plus en plus de savoir pourquoi ces tyrannies durent autant. Comment se fait-il que la plupart des tentatives visant à les renverser se soldent par de retentissants échecs alors même que la demande de transformation radicale n'a jamais été aussi manifeste ? Admettons qu'il faille les renverser. Par quoi les remplacerait-on ? Comment penser ce changement et le mettre en pratique, et avec quelles forces sociales ? Où faut-il puiser les énergies et les formes d'organisation et de leadership susceptibles de nourrir et d'animer l'entreprise du changement ?

Ayant longtemps fait l'objet d'un abandon quasi intégral de la part des penseurs et des mouvements sociaux, ces questions se posent désormais avec acuité. Plusieurs réponses y sont apportées, et elles varient en fonction des histoires spécifiques des Etats africains. Des dynamiques transcontinentales se font jour. Des convergences aussi. Ici et là, elles ont abouti à des résultats relativement significatifs. Dans certains pays, beaucoup s'efforcent de surmonter la peur qui aura tétanisé les esprits pendant plus d'un demi-siècle – celle des arrestations arbitraires, des détentions illimitées, des cris qui montent des chambres de torture, du bannissement dans les prisons du pays ou en exil. Ils cherchent, à tâtons, les voies de sortie de « la longue nuit ».

La question du changement historique se pose par ailleurs à un moment où la colère, la rage et l'impatience ne cessent de monter, et avec elles l'hystérie, le désespoir et la tentation de démission, voire de la fuite au loin. Bien que compréhensibles, ces affects empêchent de réfléchir froidement face à un monstre de plus en plus froid, cynique et déterminé, mais en même temps de plus en plus conscient de ses faiblesses, et donc hésitant.

Cette faiblesse de la pensée et l'illusion selon laquelle elle pourrait être compensée par davantage d'activisme constituent l'une des raisons les plus graves des impasses actuelles.

Quel est en effet le contexte ? Un cycle culturel arrive à sa fin, avec l'apparition sur la scène sociale des « générations perdues », les premières à avoir fait, sans médiation, l'expérience de la brutalité néolibérale en Afrique et des ravages qu'elle aura causés dans ces pays négativement exposés à tout changement brusque de conjoncture. La plupart ont été très mal éduquées, victimes d'une scolarisation à l'encan. Beaucoup sont soit en mauvaise santé chronique, soit sans travail, soit structurellement inemployables. Les frontières externes partout se resserrant, elles ne disposent plus des mêmes opportunités de migration dont bénéficièrent leurs aînés. Les églises ont fait le plein et peinent à servir de soupapes au trop-plein de rage, de colère et de ressentiment. Les nouvelles technologies leur ont fait découvrir un monde extérieur captivant, mais



inatteignable faute de permis, de visas et autres autorisations. Les Etats africains ayant repris à leur compte les logiques territoriales héritées de la colonisation, les frontières internes sont bloquées. Ils sont pris en tenaille, coincés dans une nasse, captifs dans leur propre pays : ni mouvement, ni mobilité, et aucun changement significatif en perspective.

## Nihilisme et radicalisme

De toutes les réponses au blocage des sociétés, trois doivent retenir particulièrement notre attention parce qu'elles participent de transformations culturelles et systémiques qui auront d'énormes répercussions sur le continent dans les années qui viennent.

Il y a d'abord le repli de plus en plus prononcé sur le local, la demande croissante d'autonomie, voire le désir de séparation, sous la forme soit de la sécession, soit du fédéralisme. Un modèle d'Etat jacobin remis en cause y compris là où il a été inventé apparaît de plus en plus comme un danger pour maintes communautés. Ces dernières cherchent à se rabattre sur de petites unités de base, dont elles espèrent qu'elles pourraient servir de contrepoint à la prédation rampante, et surtout de levier pour un développement autonome et équitable.

Viennent ensuite les pratiques de défection notamment par la migration illégale, c'est-à-dire la prise de risques mortels.

L'événement sans doute le plus marquant est l'accoutumance aux atrocités et calamités, l'essoufflement des luttes populaires et la montée en puissance de ce qu'il faudrait appeler le lumpen-radicalisme, c'est-à-dire une forme de nihilisme qui passe pour du radicalisme. Le lumpen-radicalisme, dont la montée est favorisée par l'accès aux technologies digitales, opère par annexion des catégories et langages de l'émancipation et leur détournement dans des causes et des pratiques qui n'ont rien à voir avec la quête de la liberté et de l'égalité ou le projet général d'autonomie.

Certes, il faut se méfier et ne point stigmatiser les pratiques populaires du politique, ainsi que les formes de résistance des dominés et

des subalternes, surtout lorsque cette résistance s'exprime dans des langages et des rituels longtemps désavoués par les dominants. Encore faut-il ne pas adopter l'attitude inverse, qui consiste à glorifier à tout vent les subalternes et à les parer de vertus qu'ils n'ont pas. Le lumpen-radicalisme se réfère aux idées et pratiques qui, loin de contribuer à l'émergence d'une sphère publique empreinte de civilité ou à l'approfondissement de la démocratie, relèvent plutôt de pratiques illibérales, souvent au service d'un entrepreneur politique paré, à l'occasion, d'attributs héroïques et providentiels.

Pour comprendre la montée en puissance du lumpen-radicalisme en Afrique, il faut revenir sur le type de sujet qu'aura fabriqué la tyrannie postcoloniale notamment au cours des vingt-cinq dernières années. Il s'agit, en général, de gens qui ne connaissent pas le monde, qui n'en ont d'expérience qu'indirecte, celle des apparences, sous le signe de la marchandise qui éblouit, et du désir quasi irrésistible qu'elle suscite. Il s'agit, d'autre part, d'une génération qui n'a jamais connu que la tyrannie et le patriarcat. Elle a été enrôlée dans des systèmes d'éducation qui n'éduquent personne et apprennent à tous à tricher.

La tyrannie lui a appris à parler une langue ordurière et dénuée de symboles, la langue de ces corps et de ces existences transformées en égouts. Elle a produit d'innombrables personnages fêlés, des centaines de milliers de vies ratées dont des entrepreneurs politiques peu scrupuleux se considèrent aujourd'hui, à leurs risques et périls, les porteurs. Il s'agit de vies rongées désormais par un ressentiment sans bornes, la soif de vengeance, l'attrait ivre d'une fête, celle du carnage et de la violence imbécile à laquelle, croient-ils, nous appelle notre destin. Cette « génération perdue » estime que la seule chose qu'il nous reste à faire est de combattre le feu par le feu, l'ordure par l'ordure, la violence par plus de violence, en retournant le poison contre ceux qui l'ont fabriqué.

Enfin, il s'agit d'une génération qui a été socialisée de telle manière que la brutalité ne lui apparaît guère comme quelque chose de répugnant. En effet, sous les régimes tyranniques de l'Afrique centrale en

particulier, le culte de la brutalité passe par d'interminables petits rituels d'humiliation et petites rapines – la bordée d'injures et d'insultes déversées quotidiennement sur des gens dont on ignore tout, les bagarres de rue ou entre voisins, des châtiments corporels dans les écoles, vexations et brimades de toutes sortes, que ce soit par le gendarme, le chauffeur de taxi, le policier en faction ou le préposé au guichet, le viol des esprits, des corps et des nerfs par l'Etat et ses représentants. Ces rituels quotidiens s'accompagnent de toutes sortes de ponctions et subornations, exactions et prédatations. L'ensemble forme le dispositif de la corruption, laquelle exige une utilisation foncièrement arbitraire de la loi, notamment à des fins d'enrichissement privé.

C'est ainsi qu'opère la machine sociale et ces règles informelles sont connues de tous. Il faut passer par elles si l'on veut obtenir quoi que ce soit. La compétition pour les statuts sociaux vise, non pas à renverser ces dispositifs, mais à s'y insérer soi-même ou à disposer de relais à l'intérieur des réseaux qui les contrôlent. Il s'ensuit que la tyrannie est largement décentralisée, presque cellulaire. Chaque détenteur d'une parcelle aussi petite soit-elle d'autorité l'exerce à son profit et au profit de sa chaîne de protecteurs. Cette molécularisation segmentaire de la brutalité a fini par faire de la tyrannie un système largement ancré dans les pores de la société et dont la reproduction se fait presque mécaniquement, y compris en l'absence du tyran lui-même.

Le lumpen-radicalisme n'a pas pour projet de transformer radicalement la société. Il est une modalité de la lutte sociale et politique. Il vise la capture du système et son détournement au profit d'un aspirant à la tyrannie ou l'assimilation de ce dernier et de ses affidés au sein du système dans le but d'en tirer des profits pour soi-même et, éventuellement, pour les siens (la famille élargie, l'ethnie, le clan ou divers associés). L'Etat, dans un tel dispositif, n'est ni un bien public, encore moins commun. Il s'agit d'un bien anonyme dont s'accaparent ceux qui disposent soit de la force, soit des relais ou de réseaux de protection, au sein d'une société non point des égaux, mais une société qui fonctionne, pour l'essentiel, au racket et à la ponction.

Pour le reste, le lumpen-radicalisme se distingue par les traits suivants. Ses principaux clerks ont beau revendiquer, lorsque cela leur convient, le statut d'intellectuel, le lumpen-radicalisme se caractérise par ses penchants anti-intellectuels. Une opposition infranchissable est établie entre la faculté de penser et la faculté d'agir. L'activisme (y compris sous la forme d'agir sans penser) est identifié à de l'héroïsme. Au demeurant, le désir de héros prime sur toute capacité d'exercice des facultés critiques. D'où l'hostilité à l'égard des figures intellectuelles libres.

L'autre aspect du lumpen-radicalisme est la reconduction de la culture de la brutalité dans l'espace public et le désir d'assujettissement. Cette reconduction passe par la violence verbale typique des mouvements d'extrême droite, la colonisation des forums sur Internet, l'intimidation des opposants et critiques et l'absence de retenue dans le langage et les manières. Typique de cette démarche est par ailleurs la croyance selon laquelle le vainqueur a toujours raison et que dans toute lutte ou affrontement, peu importent les moyens, seul le résultat compte. A tout ceci s'ajoutent : une conception anti-égalitaire (un grand n'est pas un petit) ; un virilisme et hypermasculinisme exacerbés, d'où de constantes références aux organes génitaux masculins et le dénigrement des attributs supposés féminins, voire l'identification de toute femme à une prostituée.

Le lumpen-radicalisme fonctionne par ailleurs par effacement de la mémoire des luttes du passé, ou leur fragmentation et utilisation à des fins de division. Tout doit en effet se passer comme si rien n'avait jamais eu lieu auparavant et comme si tout commençait maintenant. Quel que soit ce qu'ils ont accompli, tous ceux qui nous ont précédés nous auraient trahi. Nous serions, seuls, les dépositaires de la seule vérité jamais révélée auparavant. De façon plus décisive encore, le lumpen-radicalisme considère l'assassinat comme la manifestation eschatologique de tout changement politique digne de ce nom. Le héros ultime est un assassin ou, à défaut, un martyr. Il est le prototype de l'homme fort. Ce dernier doit être capable de donner la mort ou, à défaut, de se suicider, le suicide représentant une forme avancée du martyr.

Il s'agit donc d'une violence sans projet politique, que l'on a vue à l'œuvre lors des guerres en Sierra Leone et au Liberia, et auparavant en Ethiopie. Elle est à l'œuvre dans le couloir qui s'étend du Sahel et du Sahara à la mer Rouge. Sous sa forme prédatrice, elle est également à l'œuvre dans l'est de la République Démocratique du Congo.

## Sortir de la nasse

Tout remettre sur la table. Ouvrir mille chantiers, mille gisements de vie. Comprendre que la lutte se mène sur tous les fronts et que tout est question de coordination et de convergence. Réhabiliter la pensée et, avec elle, la capacité d'imaginer de nouvelles alternatives, y compris la capacité de rêver d'autre chose que de la mort, qu'elle soit subie ou donnée. Car si nous ne pensons pas clairement pour nous-mêmes, d'autres penseront à notre place.

L'horizon est donc clair. Il s'agit de refonder le politique sur le principe de la non-violence. Pour y parvenir, nous devons nécessairement nous replonger dans la mémoire des luttes qui ont précédé la nôtre et y puiser des leçons d'avenir. Il faudra par ailleurs rééduquer le désir, parce que c'est le désir qui est le véhicule privilégié de toute oppression, le désir de sa propre perte, du suicide qui revêt les atours de la libération. Il faudra également réapprendre à faire corps, à faire communauté, là où tout appelle à la sécession et à la séparation. Il faudra surtout réapprendre à soigner les cerveaux, les nerfs et les corps abîmés par la tyrannie. Tel est aussi l'un des buts de l'éducation politique.

Le rôle des intellectuels n'est pas de participer à la lutte pour le pouvoir. Encore moins de chercher à l'exercer. Leur rôle est, précisément, de se dessaisir autant que possible de tout pouvoir, de renoncer à l'exercice de tout magistère. Il n'est pas d'interpeller qui que ce soit. Il est de se faire, pour une fois, les maîtres de l'ascèse. C'est à cette condition qu'ils pourront exercer la fonction de veille que leur assignait mon maître Jean-Marc Ela, la fonction réservée à ceux qui ne dorment

point ; ou comme l'y invitait Frantz Fanon, des compagnons de route sur le chemin de sortie d'une longue nuit – en un mot, les serviteurs et témoins de ce qui vient.

Source: [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/28/le-lumpen-radicalisme-et-autres-maladies-de-la-tyrannie\\_5235406\\_3212.html#6OC5hMk3v8WYW50j.99](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/12/28/le-lumpen-radicalisme-et-autres-maladies-de-la-tyrannie_5235406_3212.html#6OC5hMk3v8WYW50j.99)

Lire aussi : Ateliers de la pensée : « Pour une Afrique qui pense par elle-même et parle au reste du monde »

# L'éducation pour les peuples et la planète : créer des avenir durables pour tous

Source: UNESCO\*

## La paix : participation politique, efforts de paix et accès à la justice

*Nous sommes déterminés à favoriser l'avènement de sociétés pacifiques, justes et inclusives, libérées de la peur et la violence. En effet, il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable.*

*– Le Programme de développement durable à l'horizon 2030*

### MESSAGES CLÉS

Scolariser les enfants n'apporte pas plus de paix, mais une éducation adaptée peut aider à faire un pas de plus vers la paix. D'autre part, les conflits et la violence détruisent les systèmes éducatifs

- 1) L'éducation augmente la propension à participer de manière constructive et non violente aux processus politiques.
  - a) Les campagnes d'éducation et de communication peuvent informer les populations sur la manière de participer à la vie politique et d'accéder à l'information politique.
  - b) Une éducation et un enseignement adaptés facilitent la transition vers des systèmes politiques plus participatifs.

\* Extraits du Rapport Mondial de SUIVI sur l'Éducation 2016. © UNESCO, 2017. Première édition Publié en 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France. <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002470/247033F.pdf>

- c) Dans les régimes démocratiques, les populations sont en général plus et mieux éduquées.
- 2) Un meilleur niveau d'instruction est clairement lié à une plus forte représentation féminine aux postes de direction politique.
    - a) L'égalité des genres en politique est loin d'être réalisée.
    - b) Les femmes plus instruites sont mieux aptes à exercer des fonctions de direction.
    - c) Plus il y a de femmes en politique, plus les disparités éducatives liées au genre s'atténuent.
  - 3) Une éducation dispensée dans des conditions d'égalité en s'appuyant sur des matériels didactiques et pédagogiques inclusifs est un puissant outil de prévention et un antidote aux conflits.
  - 4) Les conflits ont des conséquences de plus en plus désastreuses sur les systèmes éducatifs.
    - a) Les enfants, les enseignants et les écoles sont fréquemment pris pour cible.
    - b) Pour les personnes déplacées de force et, plus spécialement, les enfants et les jeunes, l'accès à l'éducation est une nécessité absolue.
    - c) D'autres formes de violence, notamment les brimades à l'école et la violence sexuelle, sont préoccupantes.
  - 5) Le rôle de l'éducation, dans la résolution des conflits en particulier, devrait être mieux reconnu dans les programmes de consolidation de la paix.
  - 6) L'éducation peut réduire la criminalité et la violence à l'encontre des enfants et des jeunes.
  - 7) Les programmes éducatifs aident les personnes marginalisées à accéder à la justice et à la protection juridique.



## LA PAIX

LES CONFLITS ANÉANTISSENT L'ÉDUCATION.  
LES ÉCOLES, LES ÉLÈVES ET LES ENSEIGNANTS  
SONT PRIS POUR CIBLES ET DÉPLACÉS.



MAIS LES CONFLITS RENDENT  
L'ÉDUCATION ENCORE PLUS IMPORTANTE.



MAIS LES CONFLITS RENDENT  
L'ÉDUCATION ENCORE PLUS IMPORTANTE.



QUAND ON EST INSTRUIT, ON EST PLUS  
SUSCEPTIBLE DE VOTER ET DE PROTÉGER PACIFIQUEMENT  
PLUTÔT QUE PAR LES ARMES.



SI NOUS NE SAVONS PAS LIRE LES DOCUMENTS ET  
COMPRENDRE NOS DROITS GARANTIS PAR LA LOI,  
COMMENT SOMMES-NOUS CENSÉS  
NOUS Y RETROUVER DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE ?



UNE ÉDUCATION ADAPTÉE CONSTITUE  
UN PUISSANT INSTRUMENT DE PRÉVENTION,  
MÊME SI ON N'EN PARLE PAS  
DANS LES ACCORDS DE PAIX OFFICIELS.



@GEMReport #SDG4All [bitly.com/sdg4all](https://bitly.com/sdg4all)

Rien mieux que des sociétés dotées d'institutions démocratiques et représentatives, aussi bien des femmes que des minorités, des pauvres que des riches, ne permettent de prévenir la violence et d'instaurer une paix stable. Si les groupes marginalisés ne disposent pas d'autres voies pacifiques pour résoudre les griefs qu'ils peuvent éprouver, ils risquent de recourir au conflit et à la violence. On prévoit que, d'ici à 2030, jusqu'à 62 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté résideront dans des pays exposés à de hauts niveaux de violence (OCDE, 2015).

L'éducation est un élément clé de la participation et de l'inclusion politiques qui sont essentielles pour assurer la cohésion sociale et pour prévenir et apaiser les tensions dans des sociétés « pacifiques, justes et inclusives » et « libérées de la peur et de la violence », selon les termes employés dans l'extrait ci-dessus du préambule du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

La construction d'une paix durable passe également par une justice en état de marche qui offre aux citoyens, indépendamment de leur statut social, une voie autre et plus attractive que la violence pour régler des différends personnels et politiques. Si les citoyens ont le sentiment de ne pas avoir accès à une justice capable de répondre à leurs besoins juridiques et de faire valoir et protéger leurs droits, ils seront davantage enclins à user de moyens violents qui compromettent l'établissement et la consolidation de la paix.

Ce chapitre comprend trois sections. Dans sa première section consacrée à l'analyse des liens entre l'éducation et la politique, il montre que l'éducation est porteuse de transformations propices à la participation, à l'inclusion, au plaidoyer et à la démocratie. Dans une deuxième section, il étudie la relation complexe qui existe entre l'éducation et les situations de conflit et de violence, en particulier dans des contextes où l'éducation est inexistante, inégalitaire ou entachée de préjugés. Il souligne que l'éducation peut encourager les conflits, mais qu'elle sait en outre les atténuer et les résoudre. Il insiste d'autre part sur le rôle crucial que peut jouer l'éducation dans la consolidation de la paix et la façon dont elle peut aider à combattre les conséquences redoutables

d'une négligence à cet égard. Il examine l'éducation et la violence non liée à une situation de conflit et de guerre. Dans une dernière section, il apporte des éléments qui démontrent que les initiatives en matière éducative, notamment celles des organisations de la société civile, peuvent aider les populations marginalisées à accéder à la justice.

## L'éducation et l'alphabétisation rendent la politique plus participative

L'enjeu de l'inclusion politique est de faciliter la participation citoyenne pendant toute la durée du cycle politique, et pas seulement en période électorale. La participation active des citoyens aux processus politiques leur permet de cerner les causes sous-jacentes des problèmes sociaux qui se posent au niveau local et mondial et de s'y attaquer. Elle contribue aussi à un électorat et à une classe politique plus représentatifs de la société, oblige les gouvernements à rendre compte de leurs actes de façon plus efficace et concourt au respect des droits consacrés par la constitution. L'éducation est l'une des clés de l'acquisition d'une culture politique, même si les possibilités d'apprendre sont conditionnées par l'accès à l'information, sans restriction ni censure.

## L'éducation joue un rôle déterminant dans l'acquisition d'une culture politique

Pour participer à la vie politique, il faut la connaître et en comprendre les rouages. Les personnes instruites sont généralement mieux au fait des principaux acteurs et du fonctionnement du système politique de leur pays. Dans le comté de Busia qui fait partie de l'ancienne province occidentale du Kenya, un programme de bourses destiné aux filles des groupes ethniques politiquement marginalisés a amélioré leur participation à l'enseignement secondaire et renforcé leurs connaissances politiques. Ainsi, chez les filles ayant bénéficié de ce programme, la probabilité de lire des journaux relatant en détails l'actualité politique

nationale était 14 % plus élevée. Leur culture politique s'est également étendue : par exemple, les boursières étaient beaucoup plus nombreuses à pouvoir citer le nom du Président de l'Ouganda et de son Ministre de la santé (Friedman et al., 2011).

Dans les pays où la langue administrative dominante est parlée par une minorité de la population, la connaissance de cette langue donne accès à un éventail plus large de connaissances politiques. Au Mali, le niveau d'études secondaires ou supérieures est le premier facteur qui détermine la capacité des personnes interrogées de citer le nom des responsables de l'assemblée et du parti majoritaire (Bleck, 2015).

Au-delà de l'enseignement formel, l'éducation civique peut inculquer une culture politique spécifique. En République démocratique du Congo, la mise en oeuvre du Programme d'éducation civique et électorale VOICE (Voter Opinion and Involvement through Civic Education) en 2010/11 a généré une participation accrue au processus de décentralisation politique rendue obligatoire par une loi de 2007. Tenant compte d'une population adulte peu alphabétisée, des sessions éducatives communautaires conçues à partir de dessins simples et d'images ont été organisées ; le niveau de connaissances s'est considérablement amélioré, les participants donnant trois bonnes réponses sur six aux questions relatives à la décentralisation. L'amélioration a été particulièrement sensible chez ceux dont le niveau de connaissances était le plus faible au début du programme (Finkel et Rojo-Mendoza, 2013).

### L'éducation influe sur la participation électorale

Le vote est, en général, considéré comme l'une des formes les plus rudimentaires de participation politique et peut donner à tous les mêmes chances de participer. Les individus ont, cependant, besoin d'informations et de compétences pour pouvoir s'inscrire sur les listes électorales, saisir les enjeux des élections et s'intéresser à leurs résultats.

Dans un grand nombre de démocraties d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, l'éducation formelle a une incidence sur la pro-

babilité d'un individu de voter<sup>1</sup>. Aux États-Unis, par exemple, des études montrent que la participation électorale est plus forte parmi les élèves ayant bénéficié de meilleures conditions pédagogiques, telles que des classes à petits effectifs, un encadrement renforcé et des activités préscolaires (Sondheimer et Green, 2010).

Dans certains pays en développement, la communication d'informations spécifiques aux citoyens a eu des répercussions sur le taux de participation. Au Mozambique, à la veille des élections de 2009, une campagne d'éducation des électeurs a été menée avec le soutien et la collaboration d'un journal et d'un consortium de huit organisations non gouvernementales (ONG). Trois modes d'intervention ont été mis au point pour informer les électeurs et les appeler à voter : une campagne d'information par SMS diffusant des informations neutres sur les élections, un service en ligne par SMS pour la réception et la diffusion d'informations sur les mauvaises pratiques électorales et, enfin, un journal indépendant axé sur l'éducation civique. Il s'en est suivi une hausse de près de cinq points de pourcentage du taux officiel de participation (Aker et al., 2013).

Dans plusieurs jeunes démocraties, les femmes votent habituellement moins que les hommes et, lorsqu'elles le font, elles ont plutôt tendance à voter comme leur mari. Au Pakistan, juste avant les élections nationales de 2008, une campagne apolitique a été lancée sous forme de porte-à-porte afin de sensibiliser les femmes à l'importance de leur vote et au caractère confidentiel de leur bulletin. Chez les femmes contactées, la probabilité de voter a été de 12 points de pourcentage plus élevée et, fait significatif, elles ont aussi été plus nombreuses à choisir librement leur candidat (Gine et Mansuri, 2011).

Dans certains cas, toutefois, le contexte politique peut inciter les citoyens plus instruits à exercer leur droit de vote ou, au contraire, à y

1 Le contexte institutionnel dans lequel sont prises les décisions de vote est également important. Dans les pays où l'inscription sur les listes électorales est gérée par les autorités locales et est obligatoire (comme au Royaume-Uni), l'incidence de l'éducation sur les comportements de vote peut être quasiment insignifiante (Milligan et al., 2004).

renoncer délibérément. Lorsque la participation électorale n'a pas de poids réel sur un processus politique, à cause des actions de harcèlement dont les partis d'opposition font l'objet ou de l'impartialité des institutions judiciaires par exemple, il arrive que les électeurs manifestent leur mécontentement en se détournant de la politique. Au Zimbabwe, les élections de 2002 et de 2005 ont été marquées par une sévère répression contre l'opposition ; considérant sans doute que voter reviendrait à légitimer le régime au pouvoir, les citoyens instruits ont fait le choix délibéré de ne pas participer aux élections. Cet effet négatif de l'éducation sur la participation électorale s'est dissipé après les élections de 2008 qui se sont déroulées dans un contexte relativement plus compétitif et ont abouti à un accord de partage du pouvoir. Les citoyens plus instruits ont renoué avec la politique dès lors qu'une meilleure prise en compte de leurs préférences politiques leur a semblé garantie (Croke et al., 2015).

#### LES CAMPAGNES D'ÉDUCATION DES ÉLECTEURS CONTRIBUENT À RÉDUIRE LES MAUVAISES PRATIQUES ÉLECTORALES

Dans les pays à faible revenu ayant récemment accédé à la démocratie, les élections augmentent parfois la propension à la guerre civile. Le Kenya, le Nigéria et le Zimbabwe offrent le triste exemple de cycles électoraux qui ont fait des milliers de victimes. Certains responsables politiques n'hésitent pas à attiser les convoitises, les rivalités et les peurs pour s'assurer des voix. Des campagnes bien conçues d'éducation des électeurs peuvent éviter ces comportements. Lors d'une campagne contre la violence lancée en 2007 à la veille des élections nationales et locales (au niveau des États) au Nigéria, des réunions publiques, des spectacles de théâtre populaire et des tournées de distribution de tracts en porte-à-porte ont été organisées. Cette campagne a réduit la fréquence des intimidations et amélioré de presque 10 % la participation électorale dans les zones concernées et, selon des informations de journalistes indépendants, l'intensité de la violence a diminué (Collier et Vicente, 2014).

En Inde, la distribution de journaux en porte-à-porte dans les bidonvilles de New Delhi qui a précédé les élections à l'assemblée législative

de l'État en 2008 a permis d'informer les électeurs sur les performances et les qualifications du candidat sortant et des deux autres candidats. Outre une augmentation de 4 % du taux moyen de participation, cette campagne a fait baisser de près de 20 % la pratique électorale des achats de voix (Banerjee et al., 2011).

L'éducation peut aider les citoyens à faire entendre leur voix

Si le vote est une forme primordiale de participation politique, les élections ne sont pas le seul acte de participation politique ou civique permettant à des citoyens de contrôler les acteurs gouvernementaux, de peser sur leurs décisions et de les obliger à rendre des comptes. L'arsenal des activités politiques disponibles pour faire valoir des revendications plus précises et accroître la pression, plus qu'il n'est possible par un seul vote, est large. Les citoyens plus instruits ont un sens critique plus aiguisé et sont mieux armés pour s'investir dans ces activités politiques. Un meilleur niveau d'études peut également accroître la représentation des groupes marginalisés, comme les femmes (encadré 1.1).

*Encadré 1.1*

Le niveau d'études et la participation des femmes aux instances de décision nationales et locales sont étroitement liés

Ces dernières années, des avancées majeures ont été observées dans la représentation des femmes en politique. Il n'y a, par exemple, jamais eu autant de femmes élues à des assemblées nationales, notamment en Argentine, au Portugal et au Rwanda. Leur nombre, en moyenne mondiale, est monté en flèche jusqu'à avoisiner 22 % en 2014 et, bien qu'étant loin de la parité, ce chiffre n'en représente pas moins une progression de plus de 14 % par rapport à l'année 2000. L'adoption de mesures d'action positive, comme le système de quotas sur les listes électorales des partis ou celui des sièges

réservés, a considérablement facilité l'accès des femmes aux assemblées nationales.

Néanmoins, à l'échelon de gouvernance local, les femmes demeurent sous-représentées. D'après une estimation, en 2015, à peine 16 % des maires des capitales mondiales étaient des femmes. Il en va de même aux postes de direction de la fonction publique, où les femmes restent très minoritaires et sont le plus souvent cantonnées dans des portefeuilles connotés comme spécifiquement féminins.

Les obstacles structurels à l'implication et à la promotion des femmes dans les structures formelles de représentation politique sont des plus divers : manque relatif de moyens matériels pour financer leur entrée en politique, surcroît de travail qui ne leur laisse pas suffisamment de temps pour s'engager dans la politique, prédominance des modèles masculins dans la vie politique et dans les organismes gouvernementaux élus, valeurs culturelles à l'image de celles qui interdisent l'accès des femmes à la sphère publique.

Or l'éducation des filles contribue à doter les femmes des compétences dont elles ont besoin pour assumer des postes à responsabilité dans la vie publique, que ce soit dans les conseils locaux, les administrations nationales et les organes internationaux. Dans maints pays, comme la Sierra Leone, les femmes qui envisagent de s'investir dans la politique se sentent souvent pénalisées par leur manque d'instruction ou d'expérience pour faire campagne et prendre la parole en public. Une étude menée dans huit pays, dont le Brésil, l'Égypte et le Ghana, sur la vie des femmes dirigeantes à divers échelons du gouvernement montre que les femmes plus instruites sont présentes aux niveaux supérieurs de décision.

Une plus forte représentation des femmes dans la vie politique et la fonction publique peut en outre réduire les disparités entre les sexes dans l'éducation et servir de modèle à d'autres femmes, en élevant leur niveau d'aspirations et de résultats scolaires et, par là



même, leur niveau d'études. Dans les 16 plus grands États de l'Inde, on estime qu'augmenter de 10 % le nombre de femmes participant à la vie politique des districts peut entraîner une hausse de près de 6 % du taux d'achèvement de la scolarité primaire, avec un plus fort impact sur l'éducation des filles. De même, dans les villages placés sous la direction d'une femme pendant deux cycles électoraux, l'écart entre les filles et les garçons en termes d'aspirations professionnelles s'est réduit de 25 % chez les parents et de 32 % chez les adolescents.

Sources : Beaman et al. (2012) ; Burchi (2013) ; Castillejo (2009) ; Domingo et al. (2015) ; Monteiro (2012) ; Powley (2005) ; Tadros (2014) ; CGLU (2015) ; ONU-Femmes (2011, 2015).

Une forme directe de participation politique consiste à contacter un représentant public pour obtenir des informations ou exprimer une opinion. Une étude conduite dans 102 pays indique que, chez les adultes ayant fait des études supérieures, la probabilité d'adresser une demande d'informations au gouvernement est 60 % supérieure à celle des adultes n'ayant pas dépassé un niveau de scolarité primaire, un chiffre qui passe à 84 % dans les pays en développement (World Justice Project, 2015). En Côte d'Ivoire et au Ghana, la probabilité de contacter un élu augmente avec le niveau d'éducation formelle du citoyen (MacLean, 2011).

Les citoyens plus instruits ont également de plus grandes chances de faire entendre leur voix en participant à des réunions et à des processus politiques et locaux. Selon une analyse réalisée à partir de données récentes concernant plus de 27 000 personnes interrogées dans 20 démocraties émergentes d'Afrique subsaharienne, la probabilité d'assister à des réunions locales est de trois points de pourcentage plus élevée chez les personnes possédant un niveau d'études primaires par rapport aux personnes sans instruction. Avec les diplômés d'études secondaires ou supérieures, cet écart est quasiment multiplié par deux (Isaksson, 2014). Au Bénin, les adultes ayant fréquenté les premières

écoles élémentaires mises en place par les Français ont une probabilité 32 % plus élevée d'être membre d'un parti et 34 % plus élevée de faire campagne pour un parti ; par ailleurs, ces adultes forment la majorité des rares candidats à une fonction politique (Wantchekon et al., 2015).

L'école n'est pas l'unique lieu de socialisation politique. La société civile joue, elle aussi, un rôle majeur d'éducation et de sensibilisation des adultes à l'importance de participer à la vie politique, en particulier au niveau local. Une étude effectuée en milieu rural, au Sénégal, auprès de 1 484 personnes en âge de voter montre que celles qui ont bénéficié de programmes d'éducation non formelle gérés par des ONG ont une probabilité plus forte de contacter un responsable ou une personnalité politique pour obtenir son aide dans la résolution de problèmes communautaires et personnels. Ces programmes ont même plus d'impact sur la participation politique que l'éducation formelle, l'une des raisons étant qu'ils sont dispensés dans les langues locales (Kuenzi, 2006, 2011).

#### DES PROGRAMMES D'ÉDUCATION CIVIQUE BIEN CONÇUS PEUVENT AMÉLIORER LA PARTICIPATION POLITIQUE

Dans de nombreux pays, la participation des jeunes aux processus politiques est faible. Dans 38 pays ayant pris part à l'étude internationale sur l'éducation à la citoyenneté (International Civic and Citizenship Education Study, ICCS) en 2009, seule une petite minorité d'élèves âgés de 14 ans déclare être membre d'une organisation de type groupe de jeunes d'un parti politique, syndicat, association de défense de l'environnement et organisation de défense des droits de l'homme (Schulz et al., 2010).

Les élèves scolarisés dans une école qui offre une éducation civique bien conçue sont plus nombreux à s'engager en politique. Dans les pays européens ayant participé à une étude sur l'éducation civique lancée par l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire (IEA) en 1999, la plupart des enseignants pensent que l'instruction civique peut influencer sur le développement du sens civique et politique des élèves : 53 % sont de cet avis en République tchèque, 65 % à Chypre

et plus de 80 % dans les autres pays (Torney-Purta, 2002). De surcroît, l'éducation civique peut avoir des retombées à long terme. Une étude fondée sur des données provenant de huit pays européens, dont le Danemark, la Pologne et la Slovaquie, indique qu'un certain nombre de compétences civiques et de valeurs politiques acquises à l'école perdurent à l'âge adulte (Hooghe et Wilkenfeld, 2008).

Dans bon nombre de pays, l'éducation à la citoyenneté fait partie intégrante du programme scolaire obligatoire ; elle y constitue une matière à part entière, une matière transdisciplinaire ou bien elle est intégrée à d'autres disciplines (Eurydice, 2012). Toutefois, l'impact de l'éducation civique dépend essentiellement de la manière dont sont conçus les programmes, des méthodes d'enseignement employées et de la qualité des animateurs ou des formateurs. Aux États-Unis, le programme scolaire *Student Voices in the Campaign*, tout au long de l'année scolaire 2002/03, informé les lycéens sur les élections nationales et locales. Diverses activités centrées sur les élèves leur ont été proposées : élections fictives, réunions avec les candidats briguant un mandat politique local, ateliers de rédaction de lettres, sondages et forums de discussion en ligne. L'évaluation de suivi conduite après les élections de 2004 révèle que ce programme a fait naître chez ces élèves un intérêt accru et soutenu pour une forme officielle d'engagement politique, dans des actions bénévoles à l'occasion d'une campagne par exemple (Pasek et al., 2008 ; Syvertsen et al., 2009).

En Afrique du Sud, en Pologne et en République dominicaine, les adultes ayant eu accès à des programmes d'éducation civique menés par des ONG sont beaucoup plus engagés dans la vie politique locale et assistent, par exemple, à des réunions municipales ou prennent part à des activités de résolution de problèmes dans leur communauté. Cet impact est encore plus marqué lorsque les possibilités d'éducation civique sont plus fréquentes, que la diffusion des messages met en oeuvre des méthodes actives et participatives et que les individus possèdent déjà un bagage politique suffisant pour réagir à ces messages (Finkel, 2002, 2003).

## L'éducation peut canaliser le mécontentement vers des mouvements populaires non violents

Du mouvement Occupy au Printemps arabe en passant par les manifestations de masse dans les rues au Brésil et en Turquie, de plus en plus nombreux sont les citoyens de par le monde qui luttent, sans armes, contre des systèmes économiques et politiques oppressifs, corrompus et injustes. L'éducation rend les citoyens mécontents plus susceptibles d'exprimer leurs doléances par le biais de mouvements populaires non violents, tels que les actions de protestation, le boycottage, les grèves, les rassemblements, les manifestations politiques ou la non-coopération et la résistance sociales. En Chine, les citoyens qui sont diplômés de l'université ne se contentent pas de reconnaître la nécessité d'améliorer la démocratie ; ils vont plus loin en soutenant différentes formes de participation politique, comme les manifestations de masse et les rassemblements politiques, et en s'opposant au système officiel des pétitions mis en place par le gouvernement (Wang et al., 2015).

Ces actions non violentes n'utilisent pas les circuits politiques traditionnels et se distinguent, en ce sens, des autres processus politiques non violents que sont les groupes de pression, les pratiques électoralistes et le travail législatif. Pour ceux qui n'obtiennent pas gain de cause par la voie électorale ou par le contact direct ou la négociation, l'action civile non violente offre une chance de faire remonter le problème et, éventuellement, de le résoudre. Des données recueillies sur 238 groupes ethniques dans 106 États entre 1945 et 2000 indiquent que les groupes ethniques plus instruits sont davantage enclins à adopter des moyens d'action non violents que ceux qui le sont moins (Shaykhutdinov, 2011).

Les actions non violentes, même si toutes n'aboutissent pas, sont un moyen efficace d'infléchir le cours des événements dans la sphère politique et sociale. Une analyse de 323 campagnes de résistance violente et non violente qui se sont déroulées entre 1900 et 2006 pour réclamer un changement de régime, lutter contre l'occupation ou faire sécession, montre que la résistance non violente est presque deux fois plus effi-

cace que la résistance violente pour écartier du pouvoir un gouvernement en place. Qui plus est, dans les pays où des soulèvements non violents entraînent la chute d'un régime autoritaire, les perspectives de transition démocratique et de paix civile sont bien meilleures que dans les pays où ce sont des soulèvements armés qui renversent le régime (Chenoweth et Stephan, 2011). L'action non violente est au coeur de 50 exemples de transitions démocratiques sur 67 recensés entre 1973 et 2005 (Johnstad, 2010 ; Karatnycky et Ackerman, 2005).

Dans certains pays, les actions de protestation émanent de personnes qui ne trouvent pas d'emploi correspondant à leur niveau élevé d'instruction. Durant les années qui ont précédé le Printemps arabe, l'essor de la scolarisation dans le monde arabe s'est traduit par une augmentation du nombre de personnes ayant achevé leur scolarité primaire et l'ayant poursuivie dans le secondaire (et au-delà), mais n'en ayant pas reçu en retour le gain attendu sur le marché de l'emploi. Une étude des résultats de l'Enquête mondiale sur les valeurs couvrant la période 2005–2007 révèle que, dans un grand nombre de pays du Moyen-Orient qui ont vécu le Printemps arabe, les citoyens plus instruits sont davantage portés à participer à des actions de protestation, de boycottage et de grève ; la corrélation entre le niveau d'études et la protestation politique est plus forte chez ceux qui ont des difficultés à trouver un emploi (Campante et Chor, 2012).

Les investissements dans l'éducation et la démocratie peuvent se renforcer mutuellement

Un accès large et équitable à une éducation de qualité contribue au maintien des pratiques et des institutions démocratiques. Les transitions vers des régimes plus démocratiques qui sont intervenues entre 1870 et 2000 sont, dans un cas sur deux, attribuées aux progrès de l'alphabétisation consécutifs à l'essor de la scolarisation de masse dans le primaire (Murtin et Wacziarg, 2014). Un pays a d'autant plus de chances d'instaurer et de conserver un régime démocratique que le niveau

d'instruction de sa population est élevé. Dans les sociétés oligarchiques où la distribution de l'éducation est, au départ, plus égalitaire, on peut escompter une démocratisation plus rapide (Bourguignon et Verdier, 2000). Dans 104 pays observés entre 1965 et 2000, il apparaît que, même si l'on élimine les effets propres au pays, une plus grande égalité de l'éducation est le principal déterminant d'une transition démocratique (Castelló-Climent, 2008).

Dans de nombreux pays, l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur a joué un rôle capital en faveur de la transition démocratique et de la pérennisation de régimes démocratiques. En Afrique subsaharienne, les étudiants d'université ont été le fer de lance des mouvements populaires de protestation qui ont abouti au renversement de nombreux régimes autoritaires au début des années 90 (Bratton et Walle, 1997). Une étude portant sur le Bénin, le Ghana, le Kenya et le Sénégal indique que les élus ayant fait des études supérieures forment le noyau des coalitions multipartites qui sont à l'origine des réformes récentes (Barkan et al., 2004).

Tout comme le plein et égal accès à l'éducation pour tous peut être un facteur propice à des régimes démocratiques, la gouvernance démocratique concourt à une population plus et mieux instruite. Le succès du programme d'enseignement primaire universel en Ouganda est en grande partie imputable au retour à la pluralité des candidats, sinon des partis politiques en lice dans ce pays en 1996. Pour le Gouvernement, conscient qu'il serait jugé à l'aune de ce programme, l'incitation à en réussir la mise en oeuvre a été d'autant plus forte. De fait, les électeurs ougandais ont estimé que le bilan global du Président était positif, et le programme d'enseignement primaire universel a été l'un de leurs principaux critères d'appréciation (Stasavage, 2005).

La méthode d'enseignement compte pour beaucoup dans les bienfaits de l'éducation sur le plan politique

Un environnement d'apprentissage ouvert, où les élèves ont la possibilité de débattre de sujets controversés comme d'entendre et d'exprimer des opinions diverses, favorise l'engagement politique (Davies, 2009). Par leurs échanges avec des pairs, des enseignants et des dirigeants politiques, les élèves progressent dans leur connaissance des processus politiques, améliorent leur capacité de réflexion et de raisonnement sur des questions politiques et s'exercent à l'argumentation et au débat. De la même manière, les méthodes d'enseignement actives et participatives, comme les jeux de rôle, les saynètes et la prise de décision collective, ont davantage d'effet sur l'orientation politique individuelle que n'en a l'apprentissage mécanique plus traditionnel (Harber et Mncube, 2012).

S'appuyant sur les données recueillies dans 35 pays ayant pris part à l'étude internationale sur l'éducation à la citoyenneté (ICCS) de 2009, une étude récente montre que les débats en classe qui sont pratiqués dans un esprit d'ouverture et offrent aux élèves la possibilité d'échanger et d'exprimer leur avis sur des questions politiques et sociales renforcent leur intention de s'investir ultérieurement dans un engagement civique et politique (Quintelier et Hooghe, 2013). En Israël et en Italie, des études démontrent que l'instauration dans la salle de classe d'un climat ouvert et démocratique aide les élèves à prendre une part plus active à la vie civique et politique en valorisant l'efficacité personnelle en matière de citoyenneté (Ichilov, 2007 ; Manganelli et al., 2015). Plus précisément, ainsi qu'il ressort d'une étude effectuée aux États-Unis, le climat d'ouverture qui règne dans une classe peut encourager la participation politique des élèves issus de milieux socioéconomiques défavorisés (Campbell, 2008).

En Afrique du Sud, les élèves de 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> année bénéficient, depuis le début des années 90, de séances d'éducation civique au titre du programme « La démocratie pour tous » mis en place par l'organisation

Street Law. Ce programme propose des activités participatives variées, comme des études de cas, des jeux de rôle et des procès fictifs. Comme le montrent les résultats, les élèves capables de citer correctement le nom des principaux dirigeants politiques d'Afrique du Sud et possédant une connaissance de base de la structure constitutionnelle de leur pays sont plus nombreux parmi ceux qui participent à ces séances au moins une fois par semaine que parmi ceux qui y participent moins souvent ou pas du tout (Finkel et Ernst, 2005).

Au Guatemala, la méthode d'apprentissage participatif actif du modèle *Nueva Escuela Unitaria* appliquée dans des écoles rurales et autochtones repose sur l'utilisation de cahiers de l'élève autodidactiques et de guides de l'enseignant, la mise en oeuvre d'une pédagogie active intégrée, l'élaboration de matériels pédagogiques et une forte implication communautaire. Dans ces écoles, les élèves de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> année font preuve d'un comportement beaucoup plus démocratique (par exemple tour de parole, expression d'une opinion, entraide, prise d'initiative) que leurs camarades scolarisés dans des écoles traditionnelles (De Baessa et al., 2002 ; Mogollón et Solano, 2011).

#### METTRE EN OEUVRE UNE PÉDAGOGIE CENTRÉE SUR L'APPRENANT N'EST PAS SANS DIFFICULTÉ

La mise en oeuvre d'une pédagogie centrée sur l'apprenant peut, sans aucun doute, s'avérer difficile, en particulier lorsque les manuels et les supports pédagogiques font défaut, que les effectifs des classes sont nombreux et que le mobilier scolaire est inadapté (Schweisfurth, 2011). Les difficultés peuvent aussi venir du fait que la pédagogie n'est, en définitive, pas sans lien avec les rapports de force qui existent à l'intérieur comme à l'extérieur de la salle de classe (Altinyelken, 2015). Ainsi, en Éthiopie et en Namibie, les principes fondamentaux de la pédagogie centrée sur l'élève peuvent entrer en conflit avec la conception locale des structures d'autorité, de l'obéissance et des relations entre l'enseignant et l'élève (O'Sullivan, 2004 ; Serbessa, 2006). Dans certains pays d'Asie de l'Est, la pédagogie dominée par l'enseignant l'emporte ; on



considère qu'elle s'accorde mieux avec des sociétés qui valorisent les tests à enjeux élevés et une attitude déférente à l'égard de l'enseignant (Nguyen et al., 2006).

L'environnement politique externe peut en outre influencer sur les caractéristiques internes des classes. À Ankara, en Turquie, des entretiens réalisés auprès d'enseignants et de responsables scolaires font apparaître que la conjonction du caractère autoritaire de l'environnement politique et social et des restrictions de plus en plus strictes de la liberté d'expression constitue pour les enfants un message fort indiquant que non seulement les opinions dissidentes sont malvenues, mais, pire, qu'elles ne sont pas tolérées (Altinyelken, 2015).

## L'éducation et les conflits : une relation complexe

D'après les estimations, plus de 100 000 victimes ont perdu la vie dans des conflits armés en 2014, un record funeste et inégalé depuis 20 ans. Les différences d'une région à l'autre sont importantes. Le Moyen-Orient a été la région la plus exposée à la violence, la situation en Iraq et en République arabe syrienne étant la principale responsable de l'augmentation du nombre de victimes (Melander, 2015). Les causes profondes des conflits armés sont multiples et complexes ; l'absence d'accès à une éducation de qualité est rarement, sinon jamais, le principal facteur déclenchant. Mais, dans certaines situations, elle peut exacerber des griefs plus généraux, des tensions sociales et des inégalités qui poussent une société vers le conflit armé.

Le déficit d'éducation ou les inégalités d'accès à l'éducation peuvent prédisposer des sociétés aux conflits

Lorsqu'un grand nombre de jeunes se voient refuser l'accès à une éducation de bonne qualité, la pauvreté, le chômage et le sentiment de désespoir qui en résultent peuvent être de puissants agents recruteurs pour les milices armées. Une analyse de 120 pays portant sur plus de 30 ans

montre que, dans les pays à forte proportion de jeunes, plus le niveau d'instruction de la population est élevé, plus la probabilité de conflit violent est faible (Barakat et Urdal, 2009). En Sierra Leone, le risque que des jeunes aillent rejoindre des groupes rebelles est neuf fois plus élevé s'ils sont sans instruction que s'ils possèdent au moins un niveau d'études secondaires (Humphreys et Weinstein, 2008).

Pour autant, l'élévation du niveau d'instruction n'est pas nécessairement la réponse au danger posé conjointement par le chômage de masse et une forte proportion de jeunes par rapport aux adultes. Comme on l'a indiqué ci-dessus, lorsque ce niveau progresse et que le marché du travail stagne, il peut en résulter une augmentation rapide du nombre de jeunes diplômés sans emploi qui ressentent amèrement l'absence de perspectives qui est la leur.

Dans l'État de l'Uttar Pradesh en Inde, les désillusions des jeunes instruits (en général des jeunes hommes) qui n'ont pas pu trouver d'emploi mettent en péril la cohésion sociale et la stabilité politique (Jeffrey et al., 2007). Au Pérou, des recherches qualitatives à grande échelle pointent du doigt le sentiment d'insatisfaction à l'égard de l'enseignement public, la corruption dans le secteur de l'éducation et le manque de mobilité associée à l'éducation (en particulier en dehors de la capitale), les considérant comme les causes majeures de la prolifération des factions armées qui exploitent ces griefs pour recruter des élèves et des enseignants (Comisión de la Verdad y Reconciliación de Peru, 2003).

Les inégalités dans l'éducation, lorsqu'elles se superposent à des disparités plus fortes, aggravent le risque de conflit. Une étude récente réalisée à partir de données recueillies dans 100 pays durant 50 ans révèle que ceux où les inégalités de scolarisation pour des raisons ethniques et religieuses sont les plus fortes ont un risque accru de conflit (FHI 360 Education Policy and Data Center, 2015). Dans 22 pays d'Afrique subsaharienne, la probabilité de déclenchement d'un conflit dans les 21 prochaines années est 50 % plus élevée dans les régions sous-nationales où la population est en moyenne très peu instruite, alors que, dans

les régions où la population est en moyenne très instruite, l'échéance correspondante est de 346 ans (Østby et al., 2009).

De nombreux éléments démontrent de manière frappante que les personnes prêtes à employer la violence à des fins politiques sont le plus souvent issues des classes instruites de la société. Une étude réalisée à partir de sondages d'opinion indique que, dans les années 80, parmi les Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, les plus instruits n'étaient pas nécessairement les moins favorables à des attaques violentes. Au Liban, les combattants du Hezbollah qui ont été tués dans des opérations paramilitaires avaient plus d'instruction que les non-combattants du même âge originaires de la même région (Krueger et Maleckova, 2003).

Le contenu et la pédagogie influent sur la prédisposition d'une société aux conflits violents

Pourquoi l'éducation formelle n'est-elle pas un rempart efficace contre le recours à la violence, notamment dans le contexte de l'extrémisme violent ? Plus que dans la quantité d'éducation, c'est dans le contenu enseigné et la manière de l'enseigner que réside une partie de la réponse. Quand les lieux d'apprentissage ne servent pas à nourrir les esprits en donnant aux élèves l'habitude de la pensée critique, mais en leur inculquant des préjugés, des notions d'intolérance et une vue déformée de l'histoire, elles peuvent devenir un terreau pour la violence.

Dans de nombreux pays, les programmes d'études et les matériels d'apprentissage renforcent les stéréotypes et attisent les griefs politiques et sociaux. Au Rwanda, l'examen des politiques et des programmes éducatifs mis en oeuvre entre 1962 et 1994 révèle que leur contenu a reflété et accentué les inégalités ethniques dans la société et contribué à stigmatiser les Hutu et les Tutsi et à les classer dans des catégories mutuellement exclusives (King, 2014). En Inde et au Pakistan, les manuels et les programmes scolaires ont perpétué des images de la nation rivale qui concordaient avec leurs relations conflictuelles et leurs objectifs politiques respectifs (Lall, 2008).

Les désaccords autour du contenu des programmes d'enseignement ont, dans certains cas, dégénéré en conflit violent. En 2000, au Pakistan, lorsque des manuels ouvertement sunnites ont été introduits dans les Territoires du Nord administrés par le gouvernement fédéral, une certaine agitation s'est emparée de la population locale chiite pour revendiquer un degré égal de représentation de l'islam dans les manuels. Le conflit a pris de l'ampleur dans les années 2004 et 2005, donnant lieu à de violents affrontements entre les communautés chiites et sunnites au point d'entraîner l'imposition de couvre-feux qui ont contraint les écoles à fermer pendant près d'une année entière (Ali, 2008).

Les politiques linguistiques de l'éducation peuvent également provoquer un large sentiment d'injustice. Dans les sociétés pluriethniques, l'assujettissement à une langue dominante unique comme langue d'instruction scolaire, même s'il est parfois dicté par la nécessité, est fréquemment source de griefs en relation avec des problèmes plus généraux d'inégalité sociale et culturelle (UNESCO, 2016). Selon une estimation, dans plus de la moitié des pays touchés par un conflit armé, la diversité linguistique est très importante, et toute décision concernant la langue d'enseignement y est donc potentiellement un facteur de division politique (Pinnock, 2009).

Les conflits violents ont en général tendance à se superposer à des inégalités entre groupes, elles-mêmes exacerbées par les politiques linguistiques de l'éducation. Au Népal, le fait d'imposer le népalais comme langue d'enseignement est venu s'ajouter à un ensemble de griefs plus vaste des groupes non népalophones qui ont conduit à la guerre civile (Murshed et Gates, 2005). Au Guatemala, l'obligation d'utiliser l'espagnol dans les écoles a été perçue par les peuples indigènes comme un élément d'une politique de discrimination sociale plus large. L'éducation bilingue et interculturelle a été l'une des revendications portées par les groupes armés combattant au nom des peuples indigènes lors des négociations sur un accord de paix, et l'affirmation de ce principe a été incluse dans la constitution (Marques et Bannon, 2003).

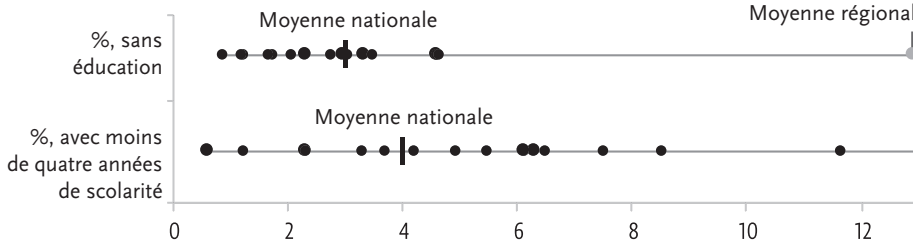
## Les conflits armés ont des conséquences désastreuses sur les systèmes éducatifs

Les conflits armés sont l'un des principaux obstacles aux progrès de l'éducation. Dans les pays touchés par un conflit, près de 21,5 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire et près de 15 millions d'adolescents en âge d'être scolarisés dans le premier cycle du secondaire ne le sont pas. Depuis une dizaine d'années, la non-scolarisation tend à se concentrer dans les pays en proie à un conflit, où la proportion d'enfants non scolarisés est passée de 29 % en 1999 à 35 % en 2014. Cette tendance est particulièrement marquée en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest où ce chiffre a grimpé de 63 % à 91 % (UNESCO, 2016). Selon des estimations récentes, l'intensification des conflits et les bouleversements politiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord empêchent 13 millions d'enfants d'aller à l'école (UNICEF, 2015).

L'expérience de la République arabe syrienne offre un exemple flagrant de la façon dont un conflit peut réduire à néant les progrès accomplis dans le domaine de l'éducation. D'après les données de l'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU), le pays avait atteint l'enseignement primaire universel en 2001 et le taux de scolarisation dans le secondaire y était relativement élevé. Mais, la guerre civile gagnant du terrain, le taux net de scolarisation dans le primaire, qui se maintenait à 98,9 % en 2009, est tombé à moins de 71 % en 2013, le nombre d'enfants d'âge primaire non scolarisés chutant de 21 000 à 563 000.

Les conflits armés portent aussi un coup d'arrêt aux progrès réalisés dans la durée de scolarité. À l'issue des vingt années de conflit qui ont secoué l'Afghanistan jusqu'en 2001, le nombre total d'années de scolarité en moyenne nationale a reculé de 5,5 années ; au Burundi, la guerre civile s'est soldée par une perte de plus de 3 ans de scolarité (ISU, 2010). Le constat est identique au Tadjikistan, où des années de guerre civile entre 1992 et 1998 ont entraîné une baisse du niveau d'études des filles. Pendant le conflit, la probabilité que les filles achèvent leur scolarité

**Aux Philippines, les enfants et les jeunes qui vivent dans une région touchée par un conflit**  
*Pourcentage d'enfants n'ayant jamais été scolarisés et de jeunes de 20 à 24 ans n'ayant pas dépassé quatre années de scolarité dans une région affectée par un conflit et autres régions, 2013*



Source : Analyse réalisée par l'équipe du Rapport GEM (2016) à partir des données de 2013 provenant d'Enquêtes démographiques et de santé (EDS).

obligatoire était inférieure de 12 % à celle des cohortes plus âgées avant le conflit (Shemyakina, 2011).

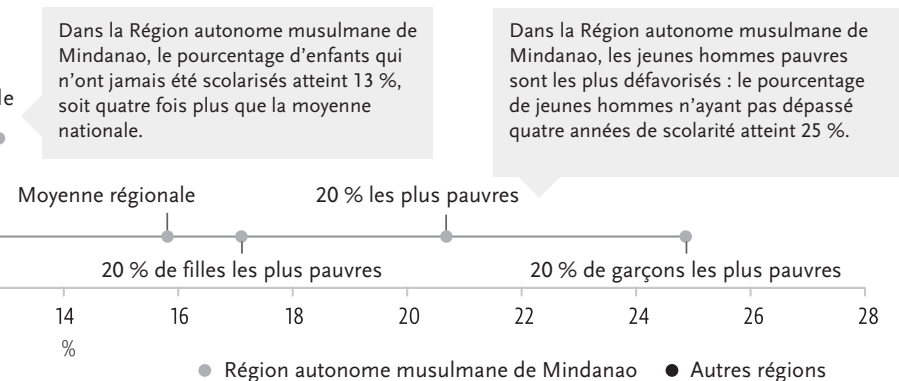
De surcroît, les conflits armés exacerbent les inégalités. Les zones touchées par un conflit sont souvent extrêmement désavantagées en matière d'éducation, la situation des pauvres étant généralement pire que les autres<sup>2</sup>. Dans la Région autonome musulmane de Mindanao, aux Philippines, la probabilité de ne pas dépasser quatre années de scolarité est quatre fois plus élevée que la moyenne nationale chez les jeunes adultes et six fois plus élevée chez les jeunes hommes pauvres (figure 1.1).

Lorsqu'a commencé la guerre civile au Guatemala en 1965, les autochtones étaient en moyenne scolarisés pendant 3 ans de moins que les non-autochtones. Au début des pourparlers de paix en 1991, les autochtones des zones épargnées par le conflit ont gagné 3,1 années de scola-

2 Il faut faire preuve de prudence dans les comparaisons entre pays. On ne peut pas automatiquement conclure que le conflit est la principale source de disparités dans l'éducation. Les inégalités liées à des facteurs sociaux, économiques et politiques plus généraux dans des zones de conflit influent aussi sur les possibilités éducatives.

## Par un conflit sont laissés-pour-compte ayant pas dépassé quatre années de scolarité,

Figure 1.1



rité, tandis que, pour les autochtones vivant dans des zones touchées par le conflit, l'écart éducatif par rapport au reste de la population autochtone est passé de 0,4 à 1,7 année (ISU, 2010).

Les enfants, les enseignants et les écoles sont de plus en plus sur la ligne de front des conflits

Les enfants, les enseignants et les écoles sont sur la ligne de front des conflits, et nombre d'entre eux sont souvent délibérément pris pour cible. Les acteurs étatiques et non étatiques font de moins en moins la distinction entre combattants et civils. Dans la majorité des pays en proie à un conflit armé, dont 26 au moins entre 2005 et 2015, les forces armées gouvernementales et les groupes armés non étatiques se servent des écoles et des autres établissements d'enseignement à des fins militaires. Outre la menace qu'il fait peser sur la vie et la sécurité des élèves et des enseignants, l'usage militaire des établissements scolaires entrave l'accès à l'éducation, nuit à la qualité de l'enseignement et compromet les efforts déployés pour créer des lieux d'apprentissage

sûrs (Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, 2015).

La destruction délibérée des établissements d'enseignement est une pratique établie de longue date dans les conflits armés (UNESCO, 2011). Au Timor-Leste, la majeure partie des infrastructures scolaires a été détruite pendant la guerre de 1998–1999 et il a fallu remettre en état 95 % des écoles. En Iraq, ce sont 85 % des écoles qui ont été endommagées ou détruites lors des combats qui se sont déroulés pendant le conflit de 2003–2004 (Buckland, 2005). Entre 2009 et 2015, les attaques perpétrées dans le nord-est du Nigéria ont provoqué la destruction de 910 écoles et contraint au moins 1 500 autres à la fermeture. Au début de l'année 2016, 952 029 élèves d'âge scolaire ont dû fuir la violence d'après les estimations (HRW, 2016). En 2016, la République arabe syrienne a perdu plus du quart de ses écoles : plus de 6 000 d'entre elles ont été endommagées par des actes de violence, obligées de fermer ou utilisées comme abri pour les combats ou comme lieu d'hébergement pour des centaines de familles déplacées (UNICEF, 2016).

Les enseignants sont menacés. Pendant le génocide au Rwanda, plus des deux tiers des effectifs enseignants du primaire et du secondaire ont été tués ou ont pris la fuite (Buckland, 2005). En Colombie, 140 enseignants sont tombés sous les balles entre 2009 et 2013, quelque 1 100 ont reçu des menaces de mort et 305 ont été obligés de quitter leur maison car leur vie était en danger (Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques, 2015). En 2015, au Nigéria, quand Boko Haram s'est attaqué aux travailleurs de l'éducation et aux élèves, au moins 611 enseignants ont été tués de manière délibérée et 19 000 ont été contraints de s'enfuir depuis 2009 (HRW, 2016).

Le recrutement forcé d'enfants dans les groupes armés, qui souvent n'hésitent pas à les enlever, est monnaie courante. Il représente un énorme obstacle à l'éducation, non seulement parce qu'il prive les enfants soldats d'une éducation formelle, mais aussi parce que les enlèvements et les traumatismes qu'ils provoquent ont des répercussions beaucoup plus profondes sur les enfants eux-mêmes et sur les com-



munautés dans lesquelles ils vivent. Il n'y a pas de données fiables et récentes sur le nombre total d'enfants soldats.

#### LES RÉFUGIÉS REPRÉSENTENT UN ÉNORME DÉFI POUR LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

Près de 60 millions de personnes étaient en situation de déplacement forcé en 2015, soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis 1945 (UNHCR, 2015). Ce chiffre comprend les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP), les demandeurs d'asile et les réfugiés, dont un faible pourcentage a été réinstallé. D'autre part, les personnes déplacées de force voient leur exil perdurer de plus en plus longtemps, ce qui amenuise les perspectives de solutions durables et accroît l'urgence d'une réponse globale et pérenne de la communauté internationale.

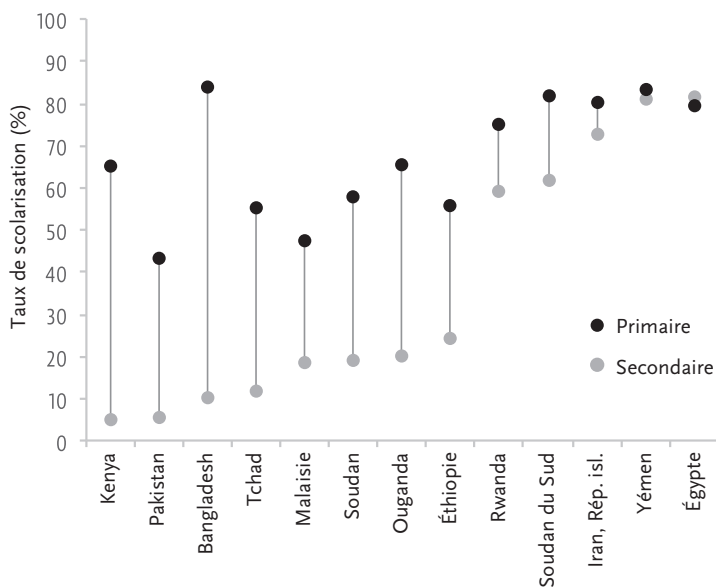
Les données demeurent limitées pour bon nombre de situations de réfugiés, mais, selon les estimations les plus récentes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, dans le monde, 50 % des enfants réfugiés en âge d'être scolarisés dans le primaire et 75 % des adolescents réfugiés en âge d'être scolarisés dans le secondaire ne le sont pas. Les enfants et les adolescents réfugiés présentent un risque de non-scolarisation cinq fois plus élevé que les autres enfants. Ces valeurs moyennes cachent cependant d'importantes différences entre pays. Les taux d'inscription dans le primaire dans les populations déplacées sont de 80 % en Égypte et au Yémen, mais de 40 % au Pakistan dans les camps de réfugiés. Au niveau du secondaire, les taux d'inscription sont bien inférieurs : au Kenya et au Pakistan, 4 % seulement des réfugiés âgés de 12 à 17 ans étaient inscrits dans un établissement d'enseignement secondaire (figure 1.2).

L'offre et la qualité de l'éducation dispensée dans certains sites d'accueil de réfugiés sont limitées, en raison du manque d'enseignants qualifiés qui maîtrisent la langue des populations concernées, du rapport élèves/enseignant qui peut monter jusqu'à 70 et de la forte proportion d'enseignants sans qualification. Pour garantir des conditions opti-

### Enfants réfugiés : des conditions d'accès à l'éducation très variables

Figure 1.2

Taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire, sites d'accueil de réfugiés sélectionnés, pays sélectionnés, 2014



Source : Analyse réalisée par l'équipe du Rapport GEM (2016) à partir des données de l'UNHCR de 2014.

males de scolarité aux enfants réfugiés, il est de même fondamental de valider et de sanctionner officiellement leurs acquis éducatifs par un certificat, or cet aspect est souvent laissé de côté (UNESCO et UNHCR, 2016).

L'éducation peut aider à reconstruire la société après un conflit

La ségrégation est l'héritage commun des conflits. L'environnement institutionnel compte pour beaucoup dans la réintégration des communautés après un conflit et peut aplanir les différences entre les groupes ethniques et religieux (Alexander et Christia, 2011). Mais, lorsque l'école maintient le statu quo, elle peut au contraire prédisposer les jeunes à la ségrégation et enraciner des attitudes discriminatoires, au point de les amener à penser que l'intolérance est socialement acceptable (Ramirez-Barat et Duthie, 2015).

D'après les études, les écoles intégrées ont une influence bénéfique sur le sentiment d'identité des minorités, les attitudes vis-à-vis de l'inclusion et de l'exclusion et le sentiment de pardon, et peuvent concourir à apaiser les divisions et à réduire le sectarisme (McGlynn, 2004). Étudier sur les mêmes bancs d'école engage probablement les membres de communautés différentes à plus de tolérance (Hansson et al., 2013).

En Bosnie-Herzégovine, les écoles sont séparées sur des bases ethniques et linguistiques depuis la fin de la guerre en 1996. Certaines écoles accueillent en leur sein des élèves issus de groupes ethniques différents, mais les répartissent dans des classes distinctes avec des langues d'enseignement différentes et un programme scolaire adapté aux particularités ethniques. Cette mesure provisoire destinée à faciliter le retour des réfugiés juste après la guerre est désormais une pratique établie qui empêche les jeunes générations d'apprendre à vivre ensemble (Ramirez-Barat et Duthie, 2015).

En Irlande du Nord, en 2013, 15 ans après l'accord de Belfast, 93 % des enfants et des jeunes fréquentaient des écoles pratiquant la ségrégation religieuse. Vers la fin des années 70, un mouvement en faveur d'écoles intercommunautaires intégrées est né, sous l'impulsion notamment d'un groupe de parents engagés dans un projet appelé *All Children Together*. En 2008, on comptait 61 écoles intégrées : les enfants des deux communautés étaient réunis chaque jour pour le travail en classe et pour des activités périscolaires. La formation des enseignants assu-

rée par ces écoles les prépare aux relations intercommunautaires, et le programme d'études prévoit des temps de discussion sur des aspects potentiellement litigieux concernant les traditions culturelles du pays et les dissensions confessionnelles (Aiken, 2013).

En Israël, il existe six écoles bilingues pour Arabes et Juifs qui accordent une place centrale aux classes mixtes et traduisent leur volonté de renforcer le sentiment d'identité en tant que groupe tout en promouvant la tolérance et le respect du pluralisme (Bekerman, 2016). Ces écoles ont joué à diverses occasions un rôle de médiation entre des histoires nationales parfois contradictoires et ouvert le débat sur le conflit et la reconnaissance des différences ethniques, religieuses et autres (Bekerman, 2012).

Le contenu des programmes d'enseignement peut encourager les relations intercommunautaires à l'issue d'un conflit, ou leur nuire. L'élaboration de programmes traitant d'un passé récent est une tâche délicate qui peut être matière à contestation. En Bosnie-Herzégovine, trois systèmes éducatifs parallèles développant chacun leur propre point de vue sur l'histoire ont été créés ; au Rwanda, l'enseignement de l'histoire n'a été réintroduit que 10 ans après le génocide (Freedman et al., 2008 ; Jones, 2012). En Afrique du Sud, au Guatemala, au Pérou, l'enseignement de l'histoire aborde les conflits récents, mais se contente d'effleurer les causes du conflit et des injustices passées. Le conflit est présenté comme une situation exceptionnelle, une aberration dont on triomphe par ce que l'on qualifie aujourd'hui de démocratie, de citoyenneté active et de culture de la paix (Paulson, 2015).

La contribution de l'éducation à la consolidation de la paix dépend aussi de la façon dont les réformes et les programmes prennent en compte les injustices héritées du passé. La justice transitionnelle promeut la responsabilisation et la réparation des violations graves des droits de l'homme. De plus en plus reconnue comme un pilier essentiel des efforts de consolidation de la paix, elle contribue à renforcer l'État de droit, à traiter les plaintes des communautés concernées et à éviter de nouvelles violations. Ajouter la dimension de justice transitionnelle

à la reconstruction de l'éducation au sortir d'un conflit est loin d'être simple, mais la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle peut permettre de faire le lien avec l'éducation et de catalyser le changement dans l'éducation (Ramirez-Barat et Duthie, 2015).

La réussite de toute réforme des programmes scolaires ou innovation des matériels pédagogiques est tributaire d'enseignants motivés, investis et formés. Enseigner tout en stimulant l'esprit critique et en tenant compte de la complexité n'est pas chose aisée. La difficulté est d'autant plus grande dans des pays déchirés par un conflit, comme la Bosnie-Herzégovine et le Rwanda, où les enseignants risquent d'être réticents ou mal préparés à évoquer des questions conflictuelles, d'avoir peur de se lancer dans des controverses politiques ou d'avoir été conditionnés par la société à accepter une rhétorique partielle. Au Liban, les enseignants ont choisi de ne pas traiter les sujets controversés de l'histoire, estimant n'avoir pas acquis, au cours de leur formation, les compétences nécessaires pour gérer, contenir ou résoudre des conflits en classe (van Ommering, 2015). Au Guatemala, les enseignants ont jugé important d'aborder la guerre civile, tout en se sachant peu préparés à animer ce type de discussion à défaut de formation et de supports pédagogiques adaptés (Bellino, 2014).

Au Kenya, un examen des programmes d'éducation à la paix dispensés dans des camps de réfugiés et dans tout le pays met en évidence les difficultés que rencontrent les enseignants avec des méthodes pédagogiques centrées sur l'apprenant, comme les méthodes participatives et interactives. Des observations de classe dans les camps de réfugiés de Dadaab et de Kakuma, par exemple, font apparaître que la plupart des enseignants connaissent mal les techniques de questionnement (Mendenhall et Chopra, 2016 ; Obura, 2002).

## L'ÉDUCATION À LA PAIX PEUT ÊTRE UN MOYEN DE RÉPONDRE À LA VIOLENCE DIRECTE ET D'EMPÊCHER DE NOUVELLES VIOLENCES

Dans maints pays, des enseignants dispensent à des milliers d'enfants une éducation à la paix selon des méthodes et des processus d'apprentissage qui développent leurs aptitudes à mener des enquêtes, à exercer leur sens critique et à dialoguer en vue d'améliorer l'équité et la justice sociale. Depuis quelques années, l'éducation à la paix couvre un champ plus large, englobant d'autres domaines comme l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation à la citoyenneté, l'éducation multiculturelle, l'éducation à l'environnement et l'éducation à la justice sociale (Bajaj, 2008 ; Bajaj et Hantzopoulos, 2016).

Si les actions d'éducation à la paix bien conçues font rarement l'objet d'un examen rigoureux, les études montrent qu'elles peuvent réduire les agressions d'élèves, les brimades et la participation aux conflits violents et accroître la probabilité de voir les élèves s'employer à prévenir les conflits (Barakat et al., 2008 ; Barakat et al., 2013 ; Davies, 2005).

Bon nombre d'ONG apportent leur pierre à l'édifice de l'éducation à la paix. Dans l'État de Gujarat en Inde, l'ONG Navsarjan axe ses efforts sur les Dalits (anciennement appelés « intouchables ») qui représentent environ 16 % de la population indienne (HRW, 2014). Pour lutter contre les nombreuses formes de discrimination à l'égard de cette caste dans les écoles et le taux élevé d'abandon des élèves dalit, Navsarjan a créé plusieurs écoles spécialement conçues pour accueillir les enfants dalit vivant dans les communautés voisines. Les classes et les assemblées véhiculent des messages qui insistent sur l'égalité des castes et tentent de mettre fin aux idées reçues sur l'infériorité des enfants dalit par rapport à leurs camarades d'autres castes. Les élèves sont également incités à porter un regard critique sur leur société et à s'investir dans leur communauté en participant à des actions de sensibilisation, à des campagnes en faveur de l'égalité et à des mouvements de lutte pour la justice (Bajaj, 2012, 2014).

L'éducation doit mettre davantage l'accent sur les programmes internationaux de consolidation de la paix

Bâtir une paix durable est un défi majeur. D'après les estimations d'une étude menée en 2009, 40 % des conflits ont repris dans les dix premières années qui ont suivi la conclusion d'un accord de paix, soulignant la nécessité d'efforts concertés de la communauté internationale non seulement pour mettre fin à un conflit, mais aussi pour appuyer la consolidation de la paix à la sortie d'un conflit (Banque mondiale, 2009). Malgré l'accumulation d'éléments attestant du rôle de l'éducation dans la consolidation de la paix, les acteurs internationaux ont accordé la priorité aux aspects sécuritaires, comme les dépenses pour les personnels militaires et les forces de sécurité, par exemple au Liban, au Népal et en Sierra Leone (Novelli et al., 2015). Sur 37 accords de paix globaux rendus publics qui ont été signés 1989 et 2005, 11 ne font pas la moindre mention de l'éducation et, même dans les autres, la place faite à l'éducation est très variable (Dupuy, 2008). Qui plus est, les parties prenantes de l'éducation n'ont pas toujours les compétences et les connaissances suffisantes pour intégrer les mesures de consolidation de la paix dans des programmes ou des plans sectoriels de l'éducation ou pour plaider en faveur du rôle de l'éducation dans des cadres de consolidation de la paix (Novelli et al., 2015).

Tous les pays, en proie ou non à un conflit, sont concernés par la violence

Le coût de la violence interpersonnelle est bien supérieur à celui des conflits armés. Selon les estimations, les différends opposant des personnes, notamment la violence conjugale et familiale, font neuf fois plus de victimes que la guerre et les autres conflits de même nature (Hoeffler et Fearon, 2014). L'éducation améliore-t-elle les choses ? Les politiques visant à élever le niveau d'études peuvent considérablement réduire les taux de délinquance. En 2001, en Italie, plus de 75 % des per-

sonnes déclarées coupables n'avaient pas fini leurs études secondaires et, au Royaume-Uni, le taux d'incarcération des hommes âgés de 21 à 25 ans était huit fois plus élevé chez ceux qui étaient sans qualification que chez ceux qui avaient des qualifications de base (Buonanno et Leonida, 2006 ; Machin et al., 2011). En Suède, une année de scolarité supplémentaire a fait baisser la probabilité de condamnation de 10 % pour les infractions violentes, de 14 % pour les délits contre les biens et de près de 6 % pour les autres infractions (Hjalmarsson et al., 2015).

#### L'ÉDUCATION PEUT ÊTRE UN MOYEN DE RÉDUIRE LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES ENFANTS

Dans un très grand nombre de cas, la violence à l'encontre des enfants s'exerce au sein même de leur famille. Près de 6 enfants âgés de 2 à 14 ans sur dix subissent régulièrement des châtiments corporels dans leur foyer d'accueil (UNICEF, 2014). Le secteur de l'éducation dispose de plusieurs moyens d'action. Des initiatives de renforcement des compétences sur la protection de l'enfant et le développement du jeune enfant destinées aux parents et aux familles peuvent, par exemple, induire des changements de comportements. Le Libéria a mis sur pied le programme *Parents Make the Difference* qui propose un cycle d'initiation à l'exercice des responsabilités parentales et à l'éducation non violente d'une durée de dix semaines. Interrogés par la suite sur leur attitude la dernière fois où leur enfant s'était mal comporté, 9 % seulement des parents ayant participé au programme ont répondu avoir frappé leur enfant, contre 45 % pour les non-participants. Plutôt que d'infliger un châtiment sévère à leur enfant, les participants ont mis en pratique les connaissances et les techniques de discipline non violente nouvellement acquises (Sim et al., 2014).

Environ 120 millions de filles de moins de 20 ans ont, à un moment ou à un autre de leur existence, été contraintes à des actes sexuels, notamment à des rapports sexuels (UNICEF, 2014). En Ouganda, un programme axé sur les compétences de la vie courante a été mis en place pour renforcer les connaissances et réduire les comportements



à risque, en complément d'une formation professionnelle à la création de petites entreprises pour les filles qui avaient été victimes d'actes sexuels forcés. Ce programme a réduit de 83 % le nombre des filles ayant eu des rapports sexuels contre leur gré l'année précédente. Ce résultat est attribué en grande partie aux sessions de formation sur les compétences de la vie courante et aux discussions organisées sur le savoir-négocier, le viol, les droits juridiques et les moyens de prévention (Bandiera et al., 2014).

La violence à l'encontre des enfants, quelle qu'en soit la forme, perturbe leur scolarité et a des conséquences néfastes sur leur niveau d'études et sur leurs perspectives d'emploi. Dans 18 pays d'Afrique subsaharienne, la violence fondée sur le genre, mesurée par les cas de violence dans une relation de couple, de mariage précoce et de mutilation génitale féminine, retentit négativement sur la scolarité des filles. Aux Comores, au Mozambique et en Sierra Leone, la probabilité de scolarisation est respectivement 42 %, 25 % et 15 % inférieure chez les filles dont la mère considérait la violence conjugale comme légitime par rapport aux autres (Koissy- Kpein, 2015), un constat qui met en évidence les incidences intergénérationnelles de cette violence.

#### LA VIOLENCE À L'ÉCOLE REVÊT DES FORMES MULTIPLES

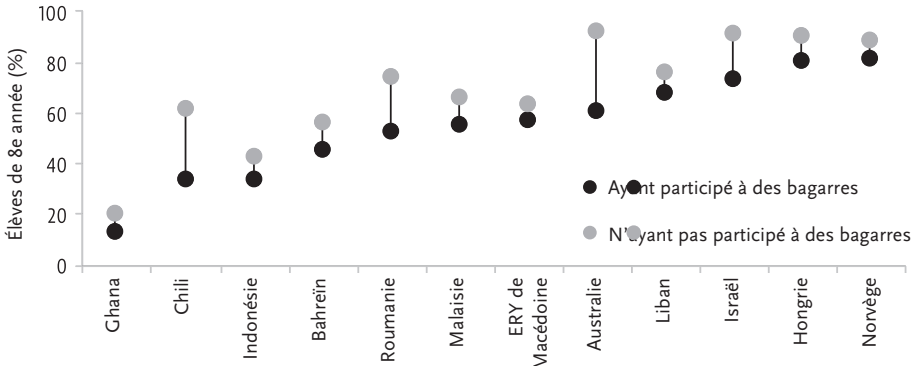
Pour édifier des sociétés pacifiques durables, l'école doit offrir aux enfants un environnement sans violence, apte à leur inculquer les compétences et les pratiques dont ils ont besoin à l'école et à la maison.

Selon des estimations récentes de Plan International fondées sur le nombre d'enfants victimes d'intimidations verbales, forme courante de violence en milieu scolaire, 246 millions d'enfants subissent des violences à l'école chaque année (Greene et al., 2013). Ces actes de violence et de maltraitance peuvent être gravement préjudiciables à la santé des enfants, leur bien-être et leur aptitude à apprendre autant qu'ils le pourraient et ils peuvent avoir un effet négatif sur la participation scolaire, le niveau d'apprentissage et le taux d'achèvement. Comme il ressort d'études réalisées au Brésil, aux États-Unis et au Ghana, les brimades

### La violence à l'école nuit à l'aptitude des élèves à acquérir des compétences minimales en mathématiques

Figure 1.3

Pourcentage d'élèves de 8e année ayant obtenu des résultats supérieurs au seuil international le plus bas en mathématiques, en fonction de leur participation à des bagarres à l'école, pays sélectionnés, TIMSS 2011



Source : Analyse réalisée par l'équipe du Rapport GEM (2016) à partir des données de l'Enquête internationale et les sciences de 2011 (TIMSS).

peuvent accroître l'absentéisme (Abramovay et Rua, 2005 ; Dunne et al., 2006 ; Kosciw et al., 2013).

Une étude s'appuyant sur les résultats de l'Enquête internationale sur les mathématiques et les sciences (TIMSS) de 2011 conduite dans 48 pays révèle que les élèves de 4<sup>e</sup> année qui déclarent faire l'objet de brimades chaque semaine à l'école obtiennent 32 points de moins en mathématiques que ceux qui indiquent n'en avoir pratiquement jamais subi (Mullis et al., 2012). Une nouvelle analyse de la même série de données montre que, dans de nombreux pays, les filles et les garçons en 8<sup>e</sup> année d'études indiquant avoir participé à des bagarres à l'école avaient de moins bons résultats que les autres en mathématiques. En Australie et au Chili, l'écart d'apprentissage entre des élèves ayant pris part à des bagarres à l'école et des élèves n'y ayant pas pris part atteint près de 30 points de pourcentage (figure 1.3).

## L'éducation peut être cruciale pour la construction d'une justice performante

Un système judiciaire performant qui fait prévaloir l'état de droit est essentiel au maintien de sociétés pacifiques. Or, faute de connaissances et de formation, les citoyens rencontrent les plus grandes difficultés dans leurs relations avec l'appareil judiciaire. Une enquête réalisée en 2011 auprès des usagers des tribunaux de l'ex-République yougoslave de Macédoine révèle que seuls 32 % de ceux qui avaient un niveau d'instruction primaire étaient « bien ou partiellement informés » sur le système judiciaire et ses réformes, contre 77 % des diplômés de l'enseignement supérieur (Banque mondiale, 2011). À Bangkok, de nombreuses femmes victimes d'actes de violence méconnaissent les lois et les procédures juridiques qui permettent de les protéger de la violence fondée sur le genre ou d'obtenir réparation de ces actes. Elles ne cherchent donc pas à obtenir de protection juridique ou à saisir la justice, même si elles en ont les moyens financiers (Commission internationale de juristes, 2012).

### La société civile tend à combler la déficience d'éducation juridique

Mieux connaître et comprendre leurs droits peut aider les populations les plus marginalisées à résoudre les multiples problèmes auxquels elles sont confrontées dans leur vie quotidienne. Les programmes communautaires d'éducation, généralement conçus pour la défense des pauvres et la démarginalisation par le droit, constituent un mécanisme prometteur.

Au Bangladesh, grâce au programme HRLS (*Human Rights and Legal Aid Services*) du BRAC, plus de 3,8 millions de personnes ont bénéficié d'une formation juridique fondée sur les droits de l'homme en 2013. Ce programme s'articule autour de l'enseignement juridique, de l'aide juridictionnelle et de la mobilisation communautaire. Les cours d'éducation juridique dispensés aux femmes ont pour but de leur

faire connaître et comprendre leurs droits et les lois de leur pays, première étape vers le recours à la justice. Le programme utilise également le théâtre de rue, outil de sensibilisation des populations très répandu, pour promouvoir un changement des comportements et favoriser l'adhésion des communautés à l'accès des pauvres aux droits de propriété (Kolisetty, 2014).

En Sierra Leone, la moitié des personnes qui sont derrière les barreaux n'ont pas été déclarées coupables, mais sont en attente d'un jugement. L'ONG Timap for Justice recrute et embauche au sein des communautés locales des personnes qui, après avoir reçu une formation de base, deviennent assistants juridiques. L'intervention des assistants juridiques missionnés par Timap s'est, par exemple, soldée par l'abandon des plaintes infondées dans 28 % des cas et la mise en liberté sous caution pour 55 % des suspects (Projet de justice Société ouverte, 2015).

Renforcer les capacités du personnel judiciaire et policier est crucial

Le manque de formation et de renforcement des capacités du personnel judiciaire et policier entrave l'exercice de la justice et peut retarder son action, conduire à recueillir des preuves erronées ou insuffisantes ou encore provoquer un défaut d'application ou une violation. Nombreux sont les pays qui souffrent d'une forte pénurie de personnels de police, juridique et médico-légal qualifiés. Selon les informations disponibles, il n'existe au Timor-Leste qu'un seul médecin qualifié pour réunir des preuves dans les cas de violence sexuelle. La Sierra Leone ne compte que 100 avocats qualifiés, dont 90 dans la capitale, Freetown, pour une population de plus de 5 millions d'habitants (ONU-Femmes, 2011). Dans l'État du Rajasthan, en Inde, un programme de formation comportementale a été mis en place à l'intention des forces de police pour pallier leur inefficacité imputée à leur manque de compétences. Le bilan est positif, tant pour la qualité de leur action que pour la satisfaction de la population. Dans les postes de police où tous

les agents avaient suivi cette formation, le degré de satisfaction des victimes a progressé de 30 %, tandis que la peur de la police a diminué de 17 % (Banerjee et al., 2012).

La pénurie de capacités est particulièrement forte dans les situations d'après conflit et d'après crise, où la violence atteint des niveaux exceptionnellement élevés. Grâce à un programme de formation instauré par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti, la police nationale haïtienne est devenue, en l'espace de cinq ans, l'institution inspirant le plus confiance alors qu'elle était considérée comme la moins fiable. D'une durée de sept mois, ce programme de formation initiale des recrues se démarque radicalement des deux ou trois semaines habituellement prévues pour les situations d'après conflit, parallèlement à d'autres programmes de formation spécialisée. Dans une enquête menée en 2009 auprès de citoyens haïtiens sur l'évolution de l'action de la police durant l'année écoulée, 72 % font état d'une évolution positive et 83 % déclarent que la situation sécuritaire du pays s'est soit beaucoup, soit du moins légèrement améliorée par rapport à l'année précédente (ONU-DOMP, 2010).

## Conclusion

Quelles sont les caractéristiques d'une société pacifique et non violente ? Comment assurer un développement durable dans des contextes de conflit violent et d'insécurité ? Ce sont des questions auxquelles il est bien difficile de répondre. Pourtant, l'éducation joue un rôle crucial, quoique complexe, en la matière. Elle peut notamment encourager les individus, en particulier les jeunes, à voter ou faciliter leur participation aux processus politiques ou à la vie politique. Le contenu enseigné autant que la méthode d'enseignement sont les pierres angulaires de la relation qui existe entre l'éducation, les conflits et la consolidation de la paix. Si la paix et la non-violence progressent, ce n'est pas simplement parce que des enfants et des jeunes vont à l'école, mais c'est aussi parce que des enseignants font acquérir à leurs élèves les compétences

utiles pour faire face à des situations susceptibles de mener au conflit ou à la violence.

L'éducation reflète les tensions sociales, en particulier les conceptions stéréotypées et les idéologies sous-jacentes aux conflits. Dès lors, la relation entre l'éducation, la paix et les conflits mérite beaucoup plus d'attention pour pouvoir soutenir les contributions positives déployées, à grande échelle ou à une échelle moindre, en faveur de la consolidation de la paix, de l'accès à la justice et de la protection contre la violence.



Introduction • Pérenniser la paix : du réactif au pro-actif sur base des capacités endogènes • Pérenniser la paix : Que cela signifie-t-il en pratique ? • Discours littéraire et recherche de la paix à Goma • CDJP Bafoussam : Maintenir la paix à travers une culture de la paix • Le secret et la pérennisation de la paix • La paix durable au sein du réseau SCP : Quoi – par qui – comment ? • SiLNORF : Donner une réalité concrète aux droits fonciers

des femmes en Sierra Léone • Des médias responsables sont une condition essentielle à des élections pacifiques et une paix durable • Le rôle des médias dans la promotion d'une paix durable • Les médias en zone de guerre latente • La paix n'est pas un mot, la paix est un comportement • « Le lumpen-radicalisme et autres maladies de la tyrannie » • L'éducation pour les peuples et la planète : créer des futurs durables pour tous •